BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ

10

3 août 2022

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE

page*2: Éditions Page deux · Éditions Syllepse · SPARTACUS · essf · Contre Temps · NewPolitics · Entre les lignes entre les mots · Les utopiques · A l'encontre

Après les Gilets jaunes, la pandémie du Covid, la Colombie et la Birmanie, les éditions Syllepse poursuivent la publication d'ouvrages accessibles à tous et toutes qui éclairent sur les enjeux des convulsions d'un monde qui n'en finit pas de semer la misère, la souffrance et la guerre.
Les éditions Syllepse se sont associées pour cette série sur l'agression de la Russie poutinienne contre l'Ukraine aux éditions Page 2 (Lausanne), M Éditeur (Montréal) et Spartacus (Paris), aux revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris), aux sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières,* ainsi qu'au blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris), au Centre Tricontinental (Louvain-la-Neuve) et au Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ

À l'encontre : https://alencontre.org/
Centre Tricontinental : www.cetri.be/
ContreTemps : lesdossiers-contretemps.org
Éditions Page 2 : https://alencontre.org/
Éditions Spartacus : www.editions-spartacus.fr
Éditions Syllepse : www.syllepse.net
Entre les lignes, entre les mots : https://entreleslignesentrelesmots.blog/
Europe solidaire sans frontières : www.europe-solidaire.org
Les Utopiques : lesutopiques.org
M Éditeur : https://m-editeur.info/
New Politics : newpol.org/
Réseau syndical international de solidarité et de luttes : laboursolidarity.org

LES CAHIERS DE L'ANTIDOTE, « SPÉCIAL UKRAINE », N° 10, 3 AOÛT 2022
ÉDITIONS SYLLEPSE
69, RUE DES RIGOLES – 75020 PARIS
ISBN : 979-10-399-008-36
Illustrations : DR

TABLE DES MATIÈRES

TARAS BILOUS
JE SUIS UN SOCIALISTE UKRAINIEN: VOICI POURQUOI JE RÉSISTE À L'INVASION RUSSE
7

DENYS PILASH
LIBÉRER MAKSYM BUTKEVYTCH, ANARCHISTE, ANTIMILITARISTE, ENGAGÉ VOLONTAIRE, PRISONNIER DE GUERRE
12

MAKSYM BUTKEVYTCH
LA PÂQUES ET LA KALACHNIKOV
14

PAR TOUS LES MOYENS NÉCESSAIRES

ALISA ZEMLYANSKAYA
COMMENT LES PARTISANS RUSSES ONT MIS LE FEU AUX BUREAUX MILITAIRES ET FAIT DÉRAILLER DES TRAINS
21

HALYA COYNASH
TROIS PARTISANS DU RAIL BÉLARUSSES RISQUENT LA PEINE DE MORT
24

RROMS D'UKRAINE DANS LA GUERRE

VIKTOR CHOVKA
APRÈS LA GUERRE, NOUS NE SERONS PAS DIVISÉS EN RROMS, UKRAINIENS OU JUIFS…
28

RROMA HUMAN RIGHTS CENTER
LE CENTRE DES DROITS HUMAINS DES RROMS:TRAVAILLER DANS DES CONDITIONS DE GUERRE
29

COMMENT VOLER UN TANK?
30

VIKTOR CHOVKA
LES RROMS RACONTENT
30

DEUX FEMMES RROMS ENGAGÉES
31

PETRO GABRYN
ODESA RROMA DÉFEND L'UKRAINE
33

ROMAN ZIMENKO
TROIS MOIS SOUS OCCUPATION : UN RROM DE KHERSON OCCUPÉE TÉMOIGNE
35

ENTRETIEN AVEC VIKTOR CHOVKA
« IL Y A UN FORT ENGAGEMENT DE LA COMMUNAUTÉ RROM CONTRE L'AGRESSION RUSSE »
42

LA PAROLE À BILKIS
PAROLES FÉMINISTES
50

CARNET DE BORD D'ACTIVITÉS
57

LA PAROLE À L'ATELIER FÉMINISTE
UKRAINE, GUERRE, FÉMINISME
63

KATERYNA DOVBNYA
FEMAPARTEMENT À LVIV :
LES PREMIERS MOIS DE TRAVAIL POUR UN LOGEMENT POUR LES FEMMES ET LES ENFANTS
71

LA PAROLE À SOTSIALNYI RUKH
VIKTORIIA PIHUL
« NOTRE OBJECTIF PRINCIPAL EST MAINTENANT DE GAGNER CETTE GUERRE »
75

VITALIY DUDIN
LA RECONSTRUCTION DE L'UKRAINE DOIT PROFITER À LA POPULATION, MAIS L'OCCIDENT A UNE AUTRE IDÉE
81

PRISES DE POSITION
MOBILISATIONS AU JAPON
87

BERNARD DRÉANO
DROIT DE LA GUERRE, GUERRE POUR LE DROIT
88

DAN LA BOTZ ET STEPHEN R. SHALOM
L'UKRAINE ET LE PACIFISME
94

MICHEL ANTONY, ZBIGNIEW MARCIN KOWALEWSKI, ROBERTO MASSARI,
MICHEL NOBILE, MARIANA SANCHEZ, HORACIO TARCUS
POURQUOI UN NOUVEL APPEL SOLIDAIRE INTERNATIONAL AVEC LE PEUPLE UKRAINIEN ?
99

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE GALLOISE
102

ÉTIENNE BALIBAR
TOUS DANS LA GUERRE
103

PENDANT LA GUERRE LA LUTTE CONTINUE

TULA CONNELL
LES LIVREURS DE KIEV EXIGENT UN SALAIRE LEUR PERMETTANT DE VIVRE
118

LES MURS RUSSES ONT LA PAROLE

129

LIGNES DE FRONT

134

ÉTUDIANT·ES UKRAINIEN·ES FACE À LA GUERRE

ENTRETIEN AVEC KATYA ET MAXIM
« IL NOUS FAUT RECONSTRUIRE EN UKRAINE UN SYNDICAT ÉTUDIANT DE GAUCHE »
139

UN APPEL À LA SOLIDARITÉ AVEC LES ÉTUDIANT·ES UKRAINIEN·ES
150

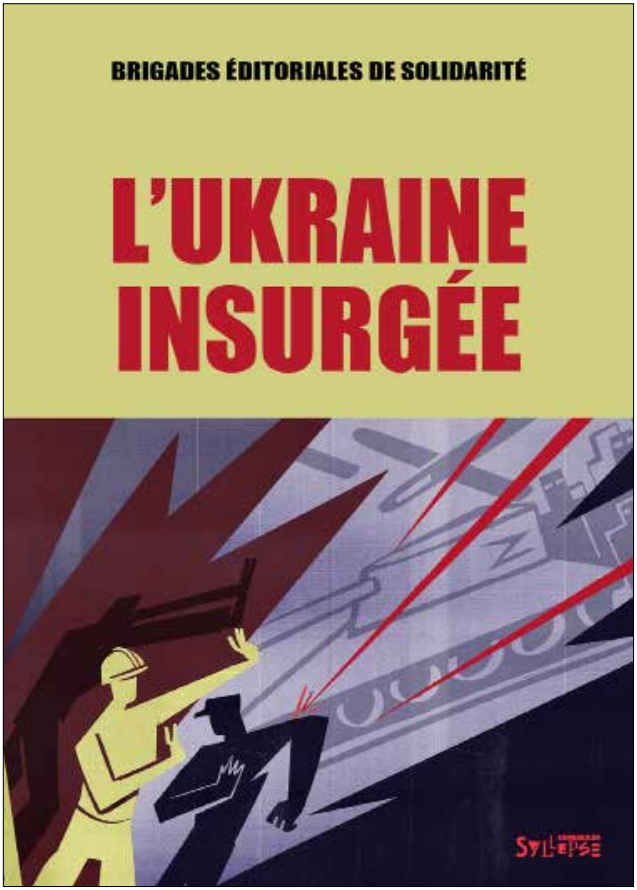
PATRICK LE TRÉHONDAT
PRYAMA DIYA, UN SYNDICAT DE LUTTE ÉTUDIANT
151

BOÎTE ALERTES

155

À PARAÎTRE

L'Ukraine insurgée



JE SUIS UN SOCIALISTE UKRAINIEN. VOICI POURQUOI JE RÉSISTE À L'INVASION RUSSE

TARAS BILOUS[1]

En tant que socialiste et internationaliste, j'abhorre la guerre. Mais les prémisses mêmes du droit à l'autodétermination justifient la résistance des Ukrainiens à l'invasion brutale de notre pays par Vladimir Poutine.

Je vous écris depuis l'Ukraine, où je sers dans les forces de la défense territoriale. Il y a un an, je n'aurais pas pu imaginer me trouver dans cette situation. Comme des millions d'Ukrainiens, ma vie a été bouleversée par le chaos de la guerre.

Au cours des quatre derniers mois, j'ai eu l'occasion de rencontrer des personnes que je n'aurais guère rencontrées dans d'autres circonstances. Certaines d'entre elles n'avaient jamais songé à prendre les armes avant le 24 février, mais l'invasion russe les a contraintes à tout laisser tomber pour protéger leur famille.

Nous critiquons souvent les actions du gouvernement ukrainien et la façon dont la défense est organisée. Mais cela ne remet pas en cause la nécessité de la résistance et la compréhension des raisons pour lesquelles nous nous battons.

En même temps, pendant ces mois, j'ai essayé de suivre et de participer aux discussions de la gauche internationale sur la guerre russo-ukrainienne. Et ce que je retire maintenant de ces discussions est de la fatigue et de la déception. Trop de temps à devoir réfuter la propagande russe manifestement fausse, trop de temps à expliquer pourquoi Moscou n'a pas de «préoccupations légitimes de sécurité» qui lui permettraient de justifier la guerre, trop de temps à affirmer les prémisses de base du droit à l'autodétermination avec lesquelles tout militant de gauche devrait déjà être d'accord.

Ce qui est peut-être le plus frappant, dans nombre de ces débats sur la guerre russo-ukrainienne, c'est que l'on ignore l'opinion des Ukrainiens. Dans certaines discussions de gauche, les Ukrainiens sont encore souvent présentés soit comme des victimes passives avec lesquelles il faut compatir, soit comme des nazis qu'il faut condamner. Pourtant l'extrême droite constitue une nette minorité de la résistance ukrainienne, tandis que la majorité absolue des Ukrainiens soutient la résistance : ils ne veulent pas être de simples victimes passives.

NÉGOCIATIONS

Au cours des derniers mois, de nombreuses personnes même bien intentionnées ont lancé des appels de plus en plus pressants mais finalement vagues en faveur de négociations et d'un règlement diplomatique du conflit. Mais qu'est-ce que cela signifie exactement ? Des négociations entre l'Ukraine et la Russie ont eu lieu pendant plusieurs mois après l'invasion, mais elles n'ont pas permis d'arrêter la guerre. Avant cela, les négociations sur le Donbass ont duré plus de sept ans avec la participation de la France et de l'Allemagne ; et malgré les accords signés et un cessez-le-feu, le conflit n'a jamais été résolu. D'autre part, dans une guerre entre deux États, même les

1. Taras Bilous, historien, est le rédacteur en chef de la revue *Commons : Journal of Social Criticism* et membre de l'organisation Sotsialnyi Rukh.

termes d'une reddition sont généralement réglés à la table des négociations.

Un appel à la diplomatie en soi ne signifie rien si nous n'abordons pas la question des positions [de chacun] dans la négociation, les concessions concrètes possibles et la volonté des parties d'adhérer à tout accord signé. Tout cela dépend directement de l'évolution des hostilités, qui dépend à son tour de l'ampleur de l'aide militaire internationale. Et cela peut accélérer la conclusion d'une paix juste.

La situation dans les territoires occupés du sud de l'Ukraine indique que les troupes russes tentent d'y établir une position permanente car ils offrent à la Russie un corridor terrestre vers la Crimée. Le Kremlin utilise les céréales pillées dans ces territoires pour soutenir ses régimes clientélistes et menace simultanément le monde entier de famine en bloquant les ports ukrainiens. L'accord sur le déblocage des exportations de céréales ukrainiennes, signé le 22 juillet à Istanbul, a été violé par la Russie le lendemain de sa signature par une attaque avec des missiles contre le port de commerce maritime d'Odessa

Pendant ce temps, des politiciens russes de haut rang, comme l'ancien président et actuel vice-président du Conseil de sécurité, Dmitri Medvedev, ou le chef de Roscosmos [Agence spatiale], Dmitri Rogozin, continuent d'écrire que l'Ukraine doit être détruite. Il n'y a aucune raison de croire que la Russie arrêtera son expansion territoriale, même si un jour il devient avantageux pour le Kremlin de signer une trêve temporaire.

D'autre part, 80 % des Ukrainiens considèrent que les concessions territoriales sont inacceptables. Pour les Ukrainiens, céder les territoires occupés signifie trahir leurs concitoyens et leurs proches, et accepter les enlèvements et les tortures quotidiennes perpétrés par les occupants. Dans ces conditions, le Parlement ne ratifiera pas la cession [des territoires occupés], même si l'Occident force le gouvernement ukrainien à accepter des pertes territoriales. Cette signature ne ferait que discréditer le président Volodymyr Zelensky et conduirait à la réélection d'autorités plus nationalistes, tandis que l'extrême droite serait favorisée par des conditions favorables au recrutement de nouveaux membres.

Le gouvernement de Zelensky est, bien entendu, néolibéral. Les militants de gauche et les syndicalistes ukrainiens se sont largement mobilisés contre ses politiques sociales et économiques. Cependant, en termes de guerre et de nationalisme, Zelensky est le politicien le plus modéré qui aurait pu accéder au pouvoir en Ukraine après l'annexion de la Crimée en 2014 et le début de la guerre dans le Donbass.

Il y a également eu quelques malentendus sur son propre bilan. Par exemple, de nombreux auteurs accusent aujourd'hui Zelensky d'être responsable de la politique linguistique nationaliste, centrée sur les restrictions de la langue russe dans la sphère publique et incluant la restriction de l'enseignement secondaire des langues des minorités nationales. En fait, ces lois linguistiques ont été adoptées au cours de la législature précédente, mais certaines de leurs dispositions sont entrées en vigueur après l'entrée en fonctions de Zelensky. Son gouvernement a tenté à plusieurs reprises de les assouplir, mais à chaque fois, il fait marche arrière devant les protestations des nationalistes.

Cela s'est manifesté dès le début de l'invasion par ses appels fréquents aux Russes, son invitation au Kremlin à négocier et ses déclarations selon lesquelles l'armée ukrainienne ne tenterait pas de

reprendre les territoires qui étaient sous contrôle russe avant le 24 février, mais ne chercherait à les récupérer que par des moyens diplomatiques à l'avenir. Si Zelensky était remplacé par quelqu'un de plus nationaliste, la situation s'aggraverait.

Je n'ai pas besoin d'expliquer les conséquences de cette issue. Il y aurait encore plus d'autoritarisme dans notre politique intérieure, les sentiments revanchards l'emporteraient, et la guerre ne s'arrêterait pas. Tout nouveau gouvernement serait beaucoup plus enclin à bombarder le territoire russe. Avec une extrême droite revigorée, notre pays serait entraîné encore plus profondément dans un maelström nationaliste et réactionnaire.

En tant qu'individu ayant vu les horreurs de cette guerre, je comprends ceux qui veulent qu'elle se termine le plus vite possible. En effet, personne n'est plus impatient de voir la guerre se terminer que nous qui vivons en Ukraine, mais il est également important pour les Ukrainiens de savoir comment la guerre va se terminer exactement. Au début de la guerre, j'espérais moi aussi que le mouvement antiguerre russe obligerait le Kremlin à mettre fin à son invasion. Mais malheureusement, cela ne s'est pas produit. Aujourd'hui, le mouvement antiguerre russe ne peut influencer la situation qu'en procédant au sabotage à petite échelle de chemins de fer, d'usines militaires, etc. Quelque chose de plus important ne sera possible qu'après la défaite militaire de la Russie.

Bien sûr, dans certaines circonstances, il pourrait être juste d'accepter un cessez-le-feu. Mais un tel cessez-le-feu ne serait que temporaire. Tout succès russe renforcerait le régime de Vladimir Poutine et ses tendances réactionnaires. Il ne signifierait pas la paix, mais des décennies d'instabilité, de résistance de la guérilla dans les territoires occupés et d'affrontements récurrents sur la ligne de démarcation. Ce serait un désastre non seulement pour l'Ukraine mais aussi pour la Russie, où une dérive politique réactionnaire s'intensifierait et où l'économie souffrirait des sanctions, avec de graves conséquences pour la population civile.

Une défaite militaire de l'invasion russe va donc également dans le sens de l'intérêt des Russes. Seul un mouvement intérieur de masse pour le changement peut ouvrir la possibilité d'un rétablissement de relations stables entre l'Ukraine et la Russie à l'avenir. Mais si le régime de Poutine est victorieux, cette révolution sera impossible pendant longtemps. Sa défaite est nécessaire pour ouvrir la possibilité à des changements progressifs en Ukraine, en Russie et dans l'ensemble du monde post-soviétique.

CE QUE LES SOCIALISTES DEVRAIENT FAIRE

Il convient de reconnaître que je me suis surtout concentré sur les dimensions intérieures – pour les Ukrainiens et les Russes – du conflit actuel. Pour de nombreux militants de gauche à l'étranger, les discussions ont tendance à se concentrer sur ses implications géopolitiques plus larges. Mais à mon avis, tout d'abord, en évaluant le conflit, les socialistes devraient d'abord prêter attention aux personnes qui y sont directement impliquées. Et deuxièmement, de nombreux militants de gauche sous-estiment les menaces que représente un éventuel succès de la Russie.

La décision de s'opposer à l'occupation russe n'a pas été prise par Joe Biden, ni par Zelensky, mais par le peuple ukrainien, qui s'est levé en masse dès les premiers jours de l'invasion et a fait la queue pour se procurer des armes. Si Zelensky avait capitulé à ce moment-là, il aurait seulement été discrédité aux yeux de la majeure partie de la société, mais la

résistance aurait continué sous une forme différente, dirigée par des forces nationalistes dures.

D'ailleurs, comme l'a noté Volodymyr Artiukh dans *Jacobin*, l'Occident ne voulait pas de cette guerre. Les États-Unis ne voulaient pas de problèmes en Europe car ils voulaient se concentrer sur leur confrontation avec la Chine. L'Allemagne et la France voulaient encore moins de cette guerre. Bien que Washington ait fait beaucoup pour saper le droit international (nous, comme les socialistes du monde entier, n'oublierons jamais l'invasion criminelle de l'Irak, par exemple), en soutenant la résistance ukrainienne à l'invasion, ils font ce qu'il faut.

En termes historiques, la guerre en Ukraine n'est pas plus une guerre par procuration que la guerre du Vietnam ne l'était entre les États-Unis, d'une part, et l'Union soviétique et la Chine, d'autre part. Et pourtant, dans le même temps, c'était aussi une guerre de libération nationale du peuple vietnamien contre les États-Unis ainsi qu'une guerre civile entre les partisans du Nord et du Sud-Vietnam. Presque toutes les guerres sont à plusieurs niveaux ; leur nature peut changer au cours de leur déroulement. Mais qu'est-ce que cela nous dit en termes pratiques ?

Pendant la guerre froide, les internationalistes n'avaient pas besoin de faire l'éloge de l'URSS pour soutenir la lutte des Vietnamiens contre les États-Unis. Et il est peu probable que des socialistes aient conseillé aux dissidents de gauche en Union soviétique de s'opposer au soutien [de l'URSS] au Vietcong. Aurait-on dû s'opposer au soutien militaire soviétique au Vietnam parce que l'URSS avait criminellement réprimé le Printemps de Prague de 1968 ? Pourquoi alors, lorsqu'il s'agit du soutien occidental à l'Ukraine, les occupations meurtrières de l'Afghanistan et de l'Irak sont-elles considérées comme des contre-arguments sérieux à l'aide [à l'Ukraine] ?

Au lieu de considérer le monde comme étant uniquement composé de camps géopolitiques, les internationalistes socialistes doivent évaluer chaque conflit en fonction des intérêts des travailleurs et de leur lutte pour la liberté et l'égalité. Le révolutionnaire Léon Trotsky a écrit un jour que, hypothétiquement, si l'Italie fasciste poursuivant ses intérêts avait soutenu le soulèvement anticolonial en Algérie contre la France démocratique, les internationalistes auraient dû soutenir l'armement italien des rebelles. Cela semble tout à fait juste, et cela ne l'a pas empêché d'être un antifasciste.

La lutte du Vietnam n'a pas seulement profité au Vietnam ; la défaite des États-Unis dans ce pays a eu un effet dissuasif important (bien que temporaire) sur l'impérialisme américain. Il en va de même pour l'Ukraine. Que fera la Russie si l'Ukraine est vaincue ? Qu'est-ce qui empêcherait Poutine de conquérir la Moldavie ou d'autres États post-soviétiques ?

L'hégémonie américaine a eu des conséquences terribles pour l'humanité et elle est heureusement en déclin. Cependant, la fin de la suprématie américaine peut signifier soit une transition vers un ordre international plus démocratique et plus juste, soit une guerre de tous contre tous. Elle peut également signifier un retour à la politique des sphères d'influence impérialistes et au redécoupage militaire des frontières, comme aux siècles précédents.

Le monde deviendra encore plus injuste et dangereux si les prédateurs impérialistes non occidentaux profitent du déclin américain pour normaliser leurs politiques agressives. L'Ukraine et la Syrie sont des exemples de ce que sera un «monde multipolaire» si les appétits des impérialismes non occidentaux ne sont pas réduits.

Plus cet horrible conflit en Ukraine se prolonge, plus le mécontentement populaire dans les pays

occidentaux pourrait grandir en raison des difficultés économiques liées à la guerre et aux sanctions. Le capital, qui n'aime pas perdre des profits et veut revenir au «*business as usual*», peut essayer d'exploiter cette situation. Une situation qui peut également être utilisée par les populistes de droite qui ne voient pas d'inconvénient à partager des sphères d'influence avec Poutine.

Mais pour les socialistes, s'appuyer sur ce mécontentement pour demander une diminution de l'aide à l'Ukraine et une diminution de la pression sur la Russie serait un clair rejet de la solidarité avec les opprimés.

PUBLIÉ PAR *JACOBIN*

26 juillet 2022
Traduction Léonie Davidovitch

Affiche collée à Kherson par la résistance ukrainienne.
«Occupants, partez, sinon les Himars [lance-roquettes] vont vous y aider.» (Source: kyivindependent.)

LIBÉRER MAKSYM BUTKEVYTCH, ANARCHISTE, ANTIMILITARISTE, ENGAGÉ VOLONTAIRE, PRISONNIER DE GUERRE

DENYS PILASH[1]

Il est confirmé que Maksym Butkevytch, un militant des droits humains de gauche qui a rejoint l'armée ukrainienne, a été capturé par les envahisseurs russes fin juin. On ne sait rien de son statut actuel ni de l'endroit où il se trouve.

Son rêve d'enfant était de devenir cosmonaute et de voir notre planète d'en haut, sans frontières ni divisions étatiques ; les problèmes de santé et les changements politiques se sont mis en travers de son chemin, mais « Max » a trouvé le « cosmos » dans l'humanité elle-même, chez « ceux qui ne sont pas guidés par les frontières et la nationalité, mais par la justice, la solidarité et la miséricorde ». Il est devenu un anarchiste et un antifasciste de premier plan, actif dans différentes initiatives de gauche des années 1990, y compris la « première génération » de notre syndicat étudiant, Pryama diya[2].

Il a participé à ses premières manifestations étudiantes en tant qu'élève de septième année, établissant un comité de grève non violent dans son école pendant la « révolution de granit » de 1990. Il a poursuivi son activité militante alors qu'il était à la faculté de philosophie de l'Université nationale de Kyiv. (Plus tard, il a étudié l'anthropologie appliquée à l'université du Sussex en Grande-Bretagne.)

Il a travaillé comme journaliste pour BBC World Service et pour les médias ukrainiens (il a été l'un des fondateurs de Hromadske Radio, projet de radio indépendante, non gouvernementale et non oligarchique) tout en continuant à faire campagne pour le social, le travail, l'égalité des sexes et d'autres droits humains, en apportant solidarité et aide aux personnes les plus vulnérables et les plus opprimées. Il a également été impliqué dans l'organisation de nombreuses manifestations antiguerre, altermondialistes et antifascistes des années 2000 – y compris les actions annuelles à la mémoire de Stas Markelov et Nastya Baburova tuées par des néonazis.

Il a également rejoint diverses antennes locales d'organisations humanitaires internationales, il a été porte-parole de l'Agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR), conseiller de l'Alliance pour la santé publique, membre du conseil d'administration d'Amnesty International et modérateur de DocuDays UA International Human du Festival du film documentaire sur les droits.

En tant que co-coordinateur du projet No Borders, Max Butkevytch et ses collègues sont intervenus pour sauver, protéger et soutenir de nombreux réfugiés et demandeurs d'asile d'Asie centrale, du Bélarus, de Russie, du Moyen-Orient et de pays africains ; ils ont

1. Politologue à l'université de Kyiv, Denys Pilash est militant de Sotsialnyi Rukh et fait partie du comité éditorial dela revue *Commons*.
2. Voir « Étudiant·es ukrainien·nes face à la guerre », p. XX

également prêté main-forte aux déplacés internes ukrainiens après le début de la guerre, en 2014.

Il a également été actif dans la lutte contre le racisme, la xénophobie, l'extrême droite et différentes formes de discrimination dans la société ukrainienne, et il a participé à de nombreuses formations pour sensibiliser le public et les journalistes pour éradiquer les discours de haine et les violences policières. Il critique les violations des droits humains, en particulier celles de l'État, quel que soit le lieu où elles sont commises, que ce soit en Ukraine ou à l'étranger.

Il a, entre autres, beaucoup fait pour empêcher l'expulsion des demandeurs d'asile étrangers d'Ukraine (le bilan du Service national des migrations est tout à fait terrible) et, via son activité au sein du Comité de solidarité, pour libérer les militants de Crimée détenus dans les prisons russes après l'annexion.

En tant qu'internationaliste antiguerre, convaincu de la militarisation d'autres sphères de la vie au-delà de l'armée elle-même, Max a estimé qu'il devait rejoindre la résistance ukrainienne à l'agression actuelle de l'impérialisme russe. On a appris sa capture par des vidéos et des articles de propagande russe, qui qualifient cyniquement, de manière orwellienne, cet humaniste et antifasciste de «propagandiste et commandant de bataillon nationaliste (voire nazi)».

Depuis sa capture, nous n'avons aucune information sur lui. Seuls deux de ses compagnons d'armes, faits prisonniers en même temps que lui, ont été autorisés à passer de brefs appels à leurs proches il y a deux semaines.

LA PÂQUES ET LA KALACHNIKOV

MAKSYM BUTKEVYTCH

En avril 2022, Maksym Butkevytch, ukrainien, anarchiste, antimilitariste et chrétien orthodoxe et engagé volontaire pour combattre l'agression impérialiste contre son pays, s'apprêtait à célébrer les fêtes de Pâques en prenant son tour de garde, quelque part sur le front. Armé d'un fusil Kalachnikov et d'une tablette, il nous livre quelques-unes de ses réflexions. Il a depuis été fait prisonnier par l'armée russe et nous sommes sans nouvelles de lui…

Aujourd'hui, c'est Pâques. Cette année, les chrétiens orthodoxes ukrainiens (peu importe qu'ils appartiennent à l'Église reconnue par le patriarcat de Constantinople ou à celle subordonnée au patriarche belliqueux de Moscou) célèbrent Pâques le 24 avril, en même temps que les gréco-catholiques ukrainiens.

Cela fait également deux mois que l'invasion de l'Ukraine par la Russie a commencé. Comme le dirait un criminel de guerre, star de la propagande télévisée russe : « Une coïncidence ? Je ne le pense pas ! » Bien évidemment, c'est une coïncidence, mais c'est aussi l'occasion, pour moi, de réfléchir à ces deux mois, dans un contexte très personnel que je n'ai pas l'habitude de rendre public : ma foi et la guerre.

Inutile de dire que ces réflexions sont très subjectives, mais j'espère qu'elles racontent au moins quelque chose d'important sur mon Ukraine en guerre à ceux qui sont suffisamment intéressés pour les écouter.

MA PÂQUES, MON UNITÉ

Les années précédentes, j'ai assisté au service religieux de la nuit de Pâques, sauf pendant la pandémie, où j'y ai assisté en ligne. Cette année, je l'ai manqué. Ma garde commençait à 5 heures du matin et j'avais besoin de quelques heures de sommeil avant.

Mon sac de couchage occupe une place de choix parmi les amis que je me suis faits au cours des deux derniers mois, tout comme mon fusil d'assaut Kalachnikov. La tablette que j'utilise pour écrire ce texte est également précieuse. Elle m'a été offerte par des collègues et amis de la société de radiodiffusion indépendante Hromadske Radio pour des moments comme celui-ci. Ensuite, les bénévoles Sasha et Yulia m'ont fourni un petit clavier : il ne s'agit donc pas seulement d'un outil, mais d'une expression tangible de solidarité pour moi.

Ces trois objets – le sac de couchage, le fusil et la tablette – viennent juste après les humains (mes frères d'armes) sur la liste des nouveaux amis que je me suis faits depuis le début de l'invasion russe.

Je dois probablement préciser qu'il y a deux mois, je me suis rendu volontairement au bureau militaire de recrutement pour m'enrôler. Au cours d'une semaine occupée à des tâches d'aide humanitaire et faite d'incertitudes, j'ai reçu le coup de fil tant attendu ; j'ai mis en veilleuse mes activités en faveur des droits humains et j'ai rejoint l'armée. Je suis donc maintenant dans les Forces armées ukrainiennes.

Alors, parlons de mes frères d'armes. Ils sont très différents les uns des autres : jeunes et plus âgés, issus de la ville ou de la campagne, expérimentés dans les batailles et sans histoire militaire antérieure, ouvriers,

paysans, chauffeurs, techniciens, cadres, indépendants ; parlant l'ukrainien, le russe ou le semi-dialecte «surzhyk» (un mélange des deux). On peut rencontrer ici presque toutes les classes sociales et tous les milieux ; d'accord, jusqu'à présent, je n'ai pas rencontré de personnes appartenant au sommet le plus riche de la structure de classe du pays – mais on s'y attendait, et statistiquement, ce serait de toute façon difficile. Certains ont obtenu des diplômes universitaires, d'autres n'ont même pas pensé à poursuivre leurs études après l'école. Ils diffèrent également dans leurs opinions sur la religion. La majorité maintient un attachement à certaines célébrations et coutumes chrétiennes orthodoxes, attachement très souvent associé à l'ignorance de leur signification ou à un cynisme à l'égard des institutions ecclésiastiques. J'ai aussi rencontré dans les rangs des musulmans, des juifs, des agnostiques et des athées, qui ne se sentent pas dépaysés ici.

Toute cette incroyable diversité, aussi riche et colorée que la société ukrainienne elle-même, n'est pas divisée ici par des différences intérieures. Il y a des désaccords sur des questions de goût ou de hobbies, d'objectifs dans la vie privée et de vision du monde, mais ce ne sont pas des lignes de conflit (la politique des partis ukrainiens est un sujet plutôt évité). L'ensemble de ce collectif est uni par l'attachement à ce que l'Ukraine représente pour eux, le sentiment d'appartenance et l'auto-identification en tant que personnes libres qui font leurs choix dans leur pays libre. C'est assez commun et évident, même si les gens de l'armée n'en parlent pas beaucoup. Ce dont ils parlent, en dehors des blagues et des histoires de vie, des armements et des équipements de protection, c'est de la colère et de la volonté de combattre les envahisseurs. Cette colère se transforme en haine ouverte à chaque fois que l'on apprend que les troupes russes bombardent les villes ukrainiennes, que des charniers sont découverts dans les zones anciennement occupées, que des civils sont violées, mutilés et exécutés, que des otages sont pris et que les soldats russes commettent des pillages à grande échelle. [...]

La déshumanisation est un compagnon inévitable et fidèle de toute guerre, mais on a parfois l'impression que les occupants font tout ce qu'ils peuvent pour que les Ukrainiens puissent les détester à juste titre. Peu importe si c'était leur intention ou non, ils ont réussi : les mots les plus doux que le public ukrainien utilise le plus souvent pour nommer les envahisseurs russes sont des «orques» et des «ruscistes» (en ukrainien et en russe, ce dernier terme sonne comme «russe» et «fasciste»), pour ne citer que ceux qui peuvent être prononcés à l'antenne.

RÉALITÉ DÉFORMÉE ET RÈGNE DE LA MORT

À l'approche de Pâques, je n'ai pu m'empêcher de constater la tension intérieure qui monte entre la signification de ce jour, qui est de la plus haute importance pour moi, et le contexte de sa célébration. Ceux qui observent Pâques célèbrent la victoire de la Vie sur la Mort – et cette année, je la célèbre tout en faisant partie, de mon plein gré, de l'organisation même que les humains ont créée pour tuer et être tués. Pendant ma garde de nuit, je dis les prières de Pâques sur la défaite de la Mort tout en gardant la machine, spécifiquement conçue pour infliger la mort ou des blessures, juste à côté de moi. Et vous savez quoi ? Tout en reconnaissant une tension que cette situation porte implicitement, je n'en ressens pas de réel malaise.

Cela peut sembler contradictoire, voire illusoire ou hypocrite, et c'est pourquoi j'essaie de clarifier ce

sentiment et d'y réfléchir. Il est né de la confrontation avec des phénomènes tangibles, des choses sur le terrain, et non de concepts spéculatifs. Tout ce qui est spéculatif s'est évaporé avec le début de la réalité cauchemardesque dans laquelle les Ukrainiens se sont retrouvés il y a deux mois. Cette réalité a été mise en place par des criminels de guerre ayant une vision totalitaire et xénophobe du monde, se qualifiant d'«antifascistes» et qualifiant leurs opposants (ceux qui défendent les droits humains et les libertés civiles de «nazis»). Dans cette réalité, la propagande russe se qualifie de «pensée critique», tandis que l'État russe criminalise l'utilisation du mot «guerre»; le chef de l'Église chrétienne russe s'exprime d'une manière qui ne peut être distinguée de celle du rédacteur du discours de l'Antéchrist; et les troupes russes qui assassinent, mutilent et font disparaître des civils sont désignées comme des «libérateurs».

Certains intellectuels et personnalités occidentales suggèrent que l'Ukraine devrait «trouver un compromis» avec les exigences de la Russie, quelles qu'elles soient (quelles sont-elles d'ailleurs?), ou qu'elle devrait y être contrainte par les grandes puissances, en se fondant sur les concepts de «réalisme géopolitique». D'autres, dans le même temps, demandent que leurs pays ne fournissent pas d'armes à l'Ukraine, car cela «prolongerait cette sale guerre», en se fondant sur les concepts d'«antimilitarisme», de «neutralité» ou de «non-violence». Ces suggestions et demandes s'inscrivent très naturellement dans cette «réalité» du trou du lapin, et en disent plus long sur ce qui existe dans l'esprit de leurs auteurs que sur toute autre chose. Il n'est pas surprenant que de nombreux Ukrainiens y répondent en invitant des étrangers «de bonne volonté» dans les zones libérées et les zones de combat de l'Ukraine: ces réponses ne sont pas des insultes, mais des invitations à vérifier la réalité en la traitant sur le terrain plutôt qu'en essayant de la faire entrer dans un lit de Procuste de concepts spéculatifs.

Ceux qui avaient des doutes, sur le plan international, sur la substance idéologique du *russkij mir* (le «monde russe»), les ont heureusement abandonnés après ce que le monde a vu dans les régions ukrainiennes occupées ou assiégées par les «libérateurs» russes. Les horreurs de Boutcha, Irpin, Hostomel, Marioupol, Kharkiv, Chernihiv et de nombreuses autres villes et villages ont mis en évidence une équation très simple: *russkij mir* = «mort, souffrance, humiliation et destruction». Il ne s'agit pas seulement du nombre de personnes tuées, blessées et déplacées. Il ne s'agit pas seulement des histoires personnelles des survivants qui se fondent dans l'océan de douleur que les *ruscistes* ont creusé par leurs actions. Il s'agit de la réalité où la carte des territoires ukrainiens occupés par les troupes russes a clairement montré où, très physiquement, la mort régnait en maître; où la vie n'était qu'un phénomène manifestement fragile, presque une aberration accidentelle, remplacée au mieux par la survie biologique - et où la «sécurité» était un concept aussi inexistant que la «dignité».

Cette même dignité, qui a une forte signification pour les personnes laïques et religieuses, cette même dignité qui est le fondement du concept même des droits humains, qui a été la force motrice pour de nombreux participants au soulèvement de Maïdan en Ukraine en 2013-2014, et qui prend une place importante dans le vocabulaire conceptuel ukrainien contemporain, a été parmi les premières choses éliminées par la terreur des occupants.

La dignité incarne certaines des oppositions les plus importantes à l'idéologie russe dominante et aux pratiques de l'État. Elle est donc écrasée sans pitié

dans les répressions actuelles, tant à l'intérieur de la Russie que partout où le Kremlin peut intervenir. Malheureusement, c'est encore le cas dans les zones ukrainiennes occupées. Jusqu'où le Kremlin voudrait-il étendre ces zones occupées? La déclaration de Poutine selon laquelle «la frontière de la Russie ne s'arrête nulle part» offre une réponse partielle à cette question.

UN GÉNOCIDE SOUS UN AUTRE NOM

Le seul objectif pratique de cette «opération spéciale» [...] est désormais très visible: effacer de l'existence tout ce qui est lié à la communauté des Ukrainiens, comme la langue, l'identité, les valeurs – et, à plus grande échelle, tout ce qui existe sur ces terres et qui diffère de la vision uniforme du monde approuvée par les criminels de guerre du Kremlin.

Ce n'est même pas que les Ukrainiens doivent aimer Poutine ou suivre ses ordres – ils doivent disparaître en tant qu'Ukrainiens, en tant que personnes ayant une telle identité, en tant que personnes qui chérissent les libertés et les choix, en tant qu'Autres indésirables et dangereux. Ils devraient disparaître collectivement, en tant que communauté, pour devenir une chose du passé, morte et oubliée. Mais cela ne peut se faire qu'en supprimant physiquement les individus appartenant à cette communauté, incarnant son identité, ses institutions et ses valeurs. Cela signifie qu'ils doivent être tués, kidnappés, brisés ou expulsés – et c'est ce qui se passe actuellement dans les territoires ukrainiens contrôlés par la Russie. À petite échelle, les attaques contre des individus motivées par leur appartenance à une certaine communauté sont appelées «crimes de haine». À grande échelle, on les appelle «génocide». Mais au-delà des dictionnaires, il s'agit de la même chose, qui se déroule simplement à une échelle différente. La propagation de la mort qui cible les communautés et les individus est le *modus operandi* russe en Ukraine ces jours-ci, étant la seule stratégie adaptée aux objectifs fixés.

En aucun cas, cette marche de la mort ne devrait être victorieuse. Il ne faut tout simplement pas la laisser se dérouler – au contraire, nous devons l'arrêter à l'avant-poste le plus loin possible. Et le seul outil dont nous disposons pour y parvenir, dans la situation dans laquelle nous nous trouvons, est de prendre les armes. Les Russes ne nous ont pas laissé le temps d'envisager d'autres options, même s'il y en avait (et cela ne semble pas être le cas: ils ont montré à maintes reprises que toute suggestion de «pourparlers» et de «discussions» est prise comme un signe de faiblesse et une invitation à faire plus de ravages). Les appels aux valeurs communes et aux concepts rationnels tombent manifestement dans l'oreille d'un sourd – signe qu'il n'existe probablement plus de telles valeurs et concepts.

LA VIE EST DE RETOUR

Ces dernières semaines, j'ai vu la vie revenir dans les rues des villages et villes libérés d'Ukraine, après que les troupes russes en eurent été chassées. Les habitants ont commencé à sortir de leurs maisons et de leurs sous-sols, certains affamés et tous effrayés, pleurant et embrassant les soldats ukrainiens, leur offrant de la nourriture rare et des fleurs, déblayant les décombres, se préparant à enterrer leurs morts. Il s'agissait d'expressions très matérielles de la libération en termes presque bibliques: libération de la domination et de la répression étrangères, de la tyrannie, de la peur et de la mort, même si la douleur et le désespoir étaient toujours présents dans l'air. Je ne pense pas que j'oublierai jamais cela: voir la

vie l'emporter sur la mort après la libération, d'une manière très semblable à celle de Pâques – pas «conceptuellement», mais très concrètement et visiblement. C'était comme si j'assistais à une Pâque locale sur terre en train de se préparer, en y participant moi-même, avec mon fusil. Et non, je ne me suis pas sentie mal à l'aise.

Je n'essaie pas de prétendre que tout va bien dans ce film. Il y a quelque chose de très mauvais, d'aussi profondément brisé que le monde lui-même, dans le besoin d'utiliser des machines à tuer pour assurer la victoire de la vie, même en 2022. C'est probablement un autre point important dans la longue liste d'accusations contre Poutine et ses compagnons criminels de guerre génocidaires, même si celui-ci n'arrive pas jusqu'au Tribunal international terrestre: les envahisseurs ont fait en sorte que même les Ukrainiens qui étaient pacifiques et non violents, haïssent et veulent les tuer. D'abord en 2014, et (comme si cela ne suffisait pas) ensuite en 2022, les Ukrainiens se déplacent en masse, passent à l'argot militaire, achètent tout le matériel lié à l'armée dans la grande région, subordonnent tous leurs souhaits et priorités aux besoins militaires, tout en perdant leurs compatriotes et leurs proches sur les lignes de front, dans les villes bombardées et les zones occupées. Tout cela n'est pas arrivé par choix, mais a été imposé à cette nation par les dirigeants russes avec le consentement et le soutien prédominants de la population de la Fédération de Russie. En conséquence, des millions (sans exagération) d'Ukrainiens, indépendamment de leurs opinions politiques et de leur origine régionale, ressentent et expriment aujourd'hui une négation qui s'apparente à une haine pure et flamboyante envers tout ce qui a trait à la Russie, non seulement en tant que régime ou État, mais aussi en tant que pays et mentalité autoproclamée qui a façonné et mis en œuvre le cauchemar actuel. Et vu d'Ukraine, il est difficile de ne pas comprendre leur point de vue.

DOUZE JOURS PLUS TARD

J'achève ce texte près de deux semaines après l'avoir commencé, l'ajoutant et le modifiant entretemps petit à petit - les forces armées ne sont pas l'environnement le plus inspirant et le plus confortable pour écrire quoi que ce soit, du moins pas pour moi. Aujourd'hui, les chrétiens ukrainiens qui utilisent encore le calendrier julien célèbrent la Saint Georges, tandis que pour les militaires ukrainiens et leurs amis - c'est-à-dire la majeure partie du pays - c'est le jour séculaire de l'infanterie. Moscou a choisi Saint Georges vainqueur du dragon comme symbole il y a longtemps - mais pour l'Ukraine, il est le saint patron des soldats ukrainiens dans la guerre actuelle, tandis que Moscou est le dragon à vaincre. Ce dragon est toujours en liberté: depuis Pâques, davantage de villes et de zones ukrainiennes ont été bombardées et pilonnées par les troupes russes, davantage de militaires et de civils sont morts sur la ligne de front et dans les «régions sûres» de l'Ukraine, davantage d'habitants des zones occupées ont été enlevés ou envoyés de force en Russie (Marioupol et Kherson sont aujourd'hui assombries par des tragédies encore plus sombres qu'auparavant).

Il y a une semaine, une de mes anciennes collègues, une civile productrice de médias très professionnelle et une personne très intelligente et très belle, Vira Hyrych, a été tuée par un missile russe qui a touché l'appartement qu'elle venait d'acheter dans le centre de Kyiv. Les médias russes ont largement gardé le silence à son sujet, rapportant au mieux un fait en deux lignes - mais mentionnant bien sûr que Vira travaillait pour le média désigné par Moscou comme «agent étranger». Il y a quelques jours, un ancien

journaliste de Louhansk, parti s'installer à Kyiv après que la Russie lui eut pris sa ville natale en 2014, correspondant de guerre les années précédentes et engagé volontaire au stade actuel de la guerre, Olexandr Makhov, a été tué par les envahisseurs sur le front dans la région de Kharkiv. L'entrée de la propagande «antifasciste» russe sur les médias sociaux mentionnait spécifiquement qu'«il avait un nom de famille russe» mais qu'il avait combattu du côté des *bandera* («nationalistes ukrainiens» – ici cela signifie tous les Ukrainiens qui ne soutiennent pas la Russie). Les «antifascistes» russes, qui trient les gens en fonction de l'ethnicité supposée de leur nom de famille (ce qui est inédit chez les «nationalistes ukrainiens»), ont souhaité dans leur texte qu'il soit enterré dans une laine de verre. Ce ne sont là que deux des nombreuses victimes de l'agression russe qui ont été tuées pendant que ce texte était en cours: le fil d'actualité de Facebook apporte trop souvent d'autres visages ou noms de ces disparus. Dans le même temps, les propagandistes des médias russes discutent à la télévision de la possibilité d'une guerre nucléaire en termes plutôt positifs. Après avoir lu les dernières nouvelles du front, et en entendant les sirènes de l'alerte aérienne, je vais ranger ma «tablette de solidarité» et rejoindre mon sac de couchage: ma garde de nuit commence dans quelques heures, et je dois dormir un peu avant de reprendre ma Kalachnikov. Et voilà à quoi je pense avant de m'endormir.

Alors que la guerre détruit des vies et des moyens de subsistance, ses jumeaux siamois, la déshumanisation et la haine, corrompent les âmes et engourdissent les cœurs. Nos âmes et nos cœurs. Une fois que nous aurons vaincu les envahisseurs (et il n'y a aucun doute à ce sujet – il ne s'agit pas de savoir «si», mais «quand» et «à quel prix») – la bataille pour nos âmes, nos esprits et nos cœurs se poursuivra pendant un certain temps.

Nous ne devons pas permettre à la haine et à la douleur de nous aveugler, de nous faire renoncer à notre ouverture et à notre diversité, à notre empathie et à nos libertés. Nous ne devons pas non plus les laisser nous infecter par l'esprit de mort rampante en refusant à d'autres êtres humains la dignité à laquelle nous tenons tant, en normalisant la propagande haineuse et en préservant les attitudes de déshumanisation au-delà du champ de bataille. Cette bataille sera difficile et longue aussi - mais elle en vaudra la peine. Et je suis sûr que nous serons en mesure de gagner celle-ci également. Défendre notre Pâques, laisser Pâques nous protéger.

Traduction: Patrick Silberstein

Le 14 juillet, un appel a été lancé par l'Assemblée européenne des citoyens et du Réseau de solidarité Ukraine pour demander «instamment aux autorités russes de communiquer à la famille, aux autorités ukrainiennes et à toutes les autorités compétentes le lieu et les conditions de détention de Maksym Butkevych et des autres soldats faits prisonniers».
Les signataires appellent «les forces qui les détiennent, quelles qu'elles soient, au strict respect du droit international humanitaire, notamment l'interdiction de tout traitement inhumain et dégradant, l'accès aux soins médicaux et à l'assistance d'un avocat» et que «leur soit conféré le statut de prisonniers de guerre conformément aux conventions de Genève.» Enfin, les signataires demandent «aux autorités françaises d'intercéder en leur faveur».
Les signatures sont à adresser à csukraine@protonmail.com.

PAR TOUS LES MOYENS NÉCESSAIRES

COMMENT LES PARTISANS RUSSES ONT MIS LE FEU AUX BUREAUX MILITAIRES ET FAIT DÉRAILLER DES TRAINS

ALISA ZEMLYANSKAYA

En Russie, après le début d'une guerre totale avec l'Ukraine, le nombre d'accidents ferroviaires a fortement augmenté et des bureaux d'enrôlement militaire ont été incendiés dans tout le pays. Des groupes clandestins opposés à l'invasion de l'Ukraine ont revendiqué la responsabilité du déraillement de wagons. Ils ont également mis en ligne des vidéos les montrant en train de lancer des cocktails Molotov sur des centres de recrutement militaire. *The Insider* s'est entretenu avec certains de ces groupes de guérilla pour découvrir comment la résistance clandestine est organisée et pourquoi la décentralisation la rend particulièrement efficace.

Depuis la fin du mois de février, au moins 23 attaques ont été perpétrées contre des bureaux d'enregistrement et d'enrôlement militaires en Russie (les médias et les chaînes Telegram ont fait état de ces attaques), dont 20 incendies criminels. L'année dernière, il n'y avait pas eu d'incidents similaires. Ce sont des cocktails Molotov qui ont été principalement utilisés. Des instructions sur la façon de fabriquer ces cocktails ont été diffusées sur les médias sociaux.

Ces incendies ne s'inscrivaient pas dans le cadre d'une campagne coordonnée ; divers groupes, des anarchistes aux militants pro-ukrainiens en passant par les groupes d'extrême droite, en sont à l'origine. Parfois, il s'agissait simplement de solitaires qui ne s'associaient à aucun mouvement. Par exemple, Ilya Farber, un artiste de 48 ans et ancien enseignant dans un village, a été arrêté en Oudmourtie fin mai pour avoir mis le feu à deux bâtiments du bureau d'enregistrement et d'enrôlement militaire. «Je voulais savoir de quoi j'étais capable. Suis-je vraiment capable de faire cela ?», a-t-il déclaré en décrivant ses actions lorsqu'on lui demande.

Il était assez difficile pour les autorités de garder le silence sur ces incendies, car les guérilleros eux-mêmes publiaient activement des vidéos à leurs actions sur les médias sociaux.

Mais s'il est impossible de dissimuler l'incendie des bureaux d'enregistrement et d'enrôlement militaires, l'autre aspect de la guérilla – la guerre des rails – on peut toujours faire passer pour des problèmes techniques. C'est exactement ce que les autorités russes ont essayé de faire. Mais les statistiques officielles le montrent : le nombre d'accidents ferroviaires a fortement augmenté depuis le début de la guerre.

GUERRE FERROVIAIRE

Après le début de la guerre en Ukraine, des nouvelles sur le sabotage de chemins de fer ont commencé à apparaître presque chaque jour. Le 1er mai, dans la région de Koursk, un pont destiné à la circulation des trains de marchandises a été détruit en raison d'un acte de sabotage.

Selon *The Insider,* sur la base des seuls rapports des médias, 63 trains de marchandises ont déraillé en Russie entre mars et juin 2022. C'est presque une fois et demie plus qu'au cours de la même période

l'année dernière. La géographie des déraillements de wagons s'est déplacée vers l'Ouest, et certains de ces trains sont près des sites d'unités militaires.

Selon les chemins de fer russes et les autorités d'inspection, la plupart des accidents sont liés au mauvais état des voies ferrées.

«Selon les données du Goszheldornadzor pour les quatre mois de cette année, 55,3 % des accidents de train ont été causés par des défauts dans l'état actuel des voies», indique *partner.ru,* la publication officielle des chemins de fer russes.

Cependant, les autorités ne peuvent ignorer le fait qu'une partie de ce qui se passe sur les chemins de fer est du sabotage. Le 24 février, premier jour de la guerre, le ministère des transports a ordonné d'augmenter le niveau de sécurité des chemins de fer dans les régions du sud. En avril, la Direction principale des renseignements de l'Ukraine a publié un télégramme dans lequel les chefs de certaines sections ferroviaires de la région de Rostov et du kraï de Krasnodar étaient priés de coopérer avec le FSB et la police pour assurer la sécurité des voies ferrées.

Cependant, toutes ces mesures n'ont eu jusqu'à présent que peu d'effet: des accidents continuent de se produire, notamment dans les régions frontalières.

Par exemple, le 12 avril, les habitants du village de Titovka, dans la région de Belgorod, à la frontière avec l'Ukraine, ont été réveillés par une explosion. Dans l'heure qui a suivi, le gouverneur Gladkov a tenté d'expliquer la situation:

> Dans le district urbain de Shebekino, les voies ferrées ont été endommagées. Il n'y a pas de victimes ni de blessés. Seule la voie ferrée est détruite. Une équipe spéciale travaille sur le site. Je ferai un rapport sur les causes plus tard.

Mais le gouverneur de Belgorod n'a toujours pas donné d'explication. Les photographies de la scène montrent des voies ferrées pliées, des rails rouillés et une partie du pont effondrée.

Le 21 avril, un nouvel accident a eu lieu: un train de marchandises a déraillé dans la région de Belgorod, près de la gare de Kreida.

Le 27 avril, le FSB a annoncé la capture de deux Russes qui auraient préparé un nouvel acte de sabotage dans la région de Belgorod. Selon le FSB, les détenus étaient des «partisans du nazisme ukrainien» et «transmettaient des informations sur les militaires russes» au site Internet ukrainien *Mirotvorets* («Pacificateur»). Toutefois, ni nom ni l'identité des saboteurs n'ont été communiqués. Les visages des

détenus sont flous dans la vidéo publiée par *RIA Novosti,* ils récitent des phrases apprises par cœur, et l'un d'entre eux porte délibérément un T-shirt avec le drapeau britannique.

Selon les rapports officiels, ils ont été inculpés de préparation d'un acte de sabotage (partie 1, art. 30, et partie 1, art. 281 du Code pénal russe). Cependant, *The Insider* n'a pas pu trouver de données sur les arrestations de personnes accusées de ce type dans les tribunaux de la région de Belgorod.

Roman Starovoit, gouverneur de la région de Koursk, a parlé d'un travail de sape d'un autre pont ferroviaire le 1er mai. Il a qualifié l'incident d'«acte de sabotage», et le comité d'enquête a ouvert une enquête criminelle sur cet acte de terrorisme. Fin mai, le chat public «Attention, Moscou» a publié un message indiquant que le FSB recherchait des membres d'une «organisation militante d'anarcho-communistes» qui préparaient un acte de sabotage sur des voies ferrées à Sergiev Posad, dans la région de Moscou. Selon les enquêteurs, «ils ont dévissé huit écrous, fendu un joint de rail et partiellement délogé les rails menant à l'unité militaire 14258 [un centre secret de formation et de tactique de la 12e Direction principale du ministère de la défense, qui est responsable de la sécurité nucléaire du pays]».

Le FSB n'a pas réussi à trouver les «militants» anarchistes. Mais *The Insider,* en revanche, l'a fait. Des représentants de l'Organisation militante des anarcho-communistes (BOAK) ont indiqué qu'ils avaient retenu des trains à destination d'une autre unité militaire, le #55443 près de Kirzhach (région de Vladimir), où se trouve l'arsenal de la Direction principale des missiles et de l'artillerie du ministère russe de la défense. «Malheureusement, le sabotage a été découvert dans la soirée du 25 juin. Toutefois, ont déclaré des représentants de la cellule à *The Insider,* même sous cette forme, l'acte de sabotage a nui à l'ennemi en retardant la circulation des trains transportant du matériel militaire et en causant des dommages économiques dus à la nécessité de reconstruire les voies ferrées.»

Selon les anarchistes eux-mêmes, leurs activités ont été largement inspirées par les actions des partisans biélorusses, qui ont résisté efficacement à l'invasion russe à travers le Bélarus au début de la guerre.

PUBLIÉE PAR *THE INSIDER*
6 juillet 2022
Traduction : Patrick Le Tréhondat

TROIS PARTISANS DU RAIL BÉLARUSSES RISQUENT LA PEINE DE MORT

HALYA COYNASH[1]

Trois Bélarusses sont sur le point d'être jugés, le comité d'enquête les ayant déjà qualifiés de «traîtres» et menacés de la peine de mort. Les trois hommes sont tous des prisonniers politiques reconnus qui pourraient bien avoir pris part aux actions courageuses qui ont empêché la Russie de s'emparer de Kyiv en mars de cette année.

Le 29 juin, le Comité d'enquête du Bélarus a annoncé qu'il avait terminé son enquête sur l'«affaire» des trois hommes de l'oblast de Gomel et qu'il la transmettait au tribunal. Les trois hommes – Dmitry Ravich (né en 1988), Denis Dikun (né en 1992) et Oleg Molchanov (né en 1970) – connus sous le nom de «partisans de Svetlogorsk», sont accusés d'avoir mis le feu à un poste de signalisation ferroviaire dans la nuit du 28 février au 1er mars.

L'organisation bélarusse de défense des droits humains Viasna explique que le 28 février, le poste de signalisation de la gare de Zherd-Ostankovichi a été incendié, ce qui a empêché la signalisation de la gare de fonctionner. La voie ferrée en question se trouve sur une ligne qui mène à l'oblast de Zhytomyr en Ukraine, et les dommages causés au poste de signalisation ont probablement contribué à perturber la circulation des trains russes, qui transportaient du matériel et des armes pour l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Le 4 mars, Dmitry et Natalya Ravich ont été arrêtés, ainsi que Denis Dikun, le frère de Natalya, sa petite amie, Alisa Molchanova, et le père de celle-ci, Oleg Molchanov, dans le cadre d'une enquête ouverte pour «acte de terrorisme» (art. 299 du Code pénal bélarusse). Les deux femmes ont été libérées, tandis que les trois hommes sont restés en détention et ont très certainement été torturés. Le KGB affiche le même mépris pour la présomption d'innocence que ses homologues russes du FSB, et les trois prisonniers politiques ont été ajoutés à la «liste des terroristes».

Peu après, les chaînes Telegram prorégime ont produit une vidéo où l'on voit Denis Dikun, visiblement battu, «avouer» avoir mis le feu au poste de signalisation avec deux autres personnes sur les instructions de ByPol. Ce dernier est un groupe d'anciens membres des services de sécurité, basé en Pologne, qui ont démissionné après les élections présidentielles truquées de 2020 et la répression sauvage des manifestations de masse qui ont éclaté après qu'Alexandre Loukachenko a déclaré qu'il avait gagné. […].

L'acte d'accusation affirme que Dikun a rejoint ByPol en février 2022 et qu'il a reçu des instructions pour mettre hors service l'infrastructure ferroviaire de l'oblast de Gomel. Il est affirmé que Dikun a demandé à Ravich et Molchanov de rejoindre cette «bande criminelle».

Les dommages matériels causés par l'incendie du poste d'aiguillage sont estimés à 55 000 roubles. Les enquêteuts bélarusses, comme leurs homologues russes, suggèrent que les hommes ont agi pour de l'argent et affirment qu'ils ont reçu un virement

1. Halya Coynash est journaliste et membre du Groupe de défense des droits des droits humains de Kharkiv.

d'environ 1 000 roubles (284 euros) pour mettre le feu au poste de signalisation. En fait, il s'agit d'une somme d'argent très petite, et s'il y a eu un tel transfert, il a probablement été destiné à couvrir des dépenses.

Les hommes doivent répondre de quatre chefs d'inculpation : participation à une « formation extrémiste » (art. 381-1, § 3) ; acte de terrorisme en bande organisée, entraînant de graves conséquences et constituant une menace pour la vie (art. 289, § 3) ; dommages délibérés de voies de communication, entraînant de graves conséquences et un risque d'accident et de mort (art. 308, § 2 et 4) ; et « trahison d'État » (art. 356, § 1). La « justification » de ce dernier chef d'accusation, le plus grave, est que les actions étaient censées aider « une organisation étrangère à porter atteinte à la sécurité nationale du Bélarus ».

Un très grand nombre de cheminots du Bélarus se sont activement opposés à l'utilisation des infrastructures et du territoire de leur pays pour aider l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Ils soutiennent que c'est la collaboration de Loukachenko avec Moscou qui met en danger la sécurité nationale.

Les partisans du rail se sont activement opposés aux envahisseurs nazis pendant la Seconde Guerre mondiale et cette tradition courageuse a été ravivée lorsque le Bélarus a été entraîné dans l'attaque de la Russie contre l'Ukraine.

Le 23 avril, le *Washington Post* a publié un article sur les « cheminots, pirates informatiques et forces de sécurité dissidentes » bélarusses qui ont entrepris de désactiver et de perturber les lignes de chemin de fer et ainsi de « perturber les lignes d'approvisionnement russes ». L'article laissait entendre que les attaques n'avaient guère attiré l'attention en dehors du Bélarus, bien que ce ne soit pas tout à fait le cas. Elles ont été remarquées et appréciées en Ukraine, l'article citant Oleksandr Kanyshkin, le directeur des chemins de fer ukrainiens, qui remercie « ces personnes courageuses et honnêtes qui ont aidé l'Ukraine ».

Les dommages causés à ces postes de signalisation ont paralysé la circulation des trains pendant plusieurs jours, ce qui a très certainement contribué à bloquer les envahisseurs russes et à contrecarrer la prise prévue de Kyiv. L'article cite Emily Ferris, du Royal United Services Institute, qui souligne qu'il est difficile de dire « quelle part du chaos peut être attribuée au sabotage et quelle part à une mauvaise planification logistique de la part des Russes », mais il est certain que la perte de la signalisation automatique provoque le ralentissement des trains et la limitation de leur nombre.

La résistance bélarusse s'est également manifestée d'autres manières. C'est grâce à des militants bélaruses, par exemple Belaruski Hajun [une chaîne bélarusse Telegram surveillant l'activité militaire sur le territoire bélarusse], que les envahisseurs, qui ont envoyé de grandes quantités de biens ukrainiens pillés dans les maisons de l'oblast de Kyiv, ont été montrés dans des vidéos et même désignés nominativement. Dans de nombreux cas, ces personnes étaient probablement impliquées dans les horribles crimes de guerre qui ont été révélés après que les Russes ont été contraints de battre en retraite. Les militants bélarusses apportent également leur aide en faisant circuler des informations sur les mouvements des troupes russes à travers le Bélarus.

Le régime bélarusse a l'intention d'écraser toute résistance de ce type et le nombre déjà considérable de prisonniers politiques bélarusses a augmenté au cours des derniers mois, et comprend désormais des personnes incarcérées pour « extrémisme » pour avoir diffusé des informations sur l'armée russe. Parmi elles, figure Iryna Abdukeryna, une ancienne enseignante

de Hojniki (dans l'oblast de Gomel), accusée d'avoir pris des photos d'un convoi militaire russe et de les avoir transmises à des Hajun bélarusses [opposants]. Au moins huit personnes soupçonnées d'être des partisans cheminots ont été arrêtées, et le régime tente manifestement de les punir particulièrement sévèrement, avec les récentes modifications apportées au Code pénal élargissant considérablement la possibilité de recourir à la peine de mort. Selon l'avocat Pavel Sapelko, le comité d'enquête bluffe lorsqu'il menace les partisans de Svetlogorsk de les condamner à mort, car les modifications pertinentes du Code pénal ne sont entrées en vigueur que le 29 mai 2022, bien après les actions dont les hommes sont accusés et leur arrestation. Il ajoute toutefois que «l'implacable rhétorique sanguinaire des ressources du régime laisse penser que les organes d'exécution attendent cette occasion avec impatience».

Même si le régime bélarusse respecte sa propre législation, ce qui n'est pas garanti, Dmitry Ravich, Denis Dikun et Oleg Molchanov risquent de très longues peines. Le régime bélarusse utilisera probablement leur procès comme exemple. Ils ont besoin de notre soutien.

PUBLIÉ PAR LE GROUPE DE DÉFENSE DES DROITS HUMAINS DE KARKHIV

5 juillet 2022

Traduction: Patrick Le Tréhondat

«Non à la guerre». Quelque part en Russie, cet hiver.

RROMS D'UKRAINE DANS LA GUERRE[1]

1. Les articles publiés dans ce dossier proviennent du site *RomaUA*. Les photos sont publiés avec l'accord de Viktor Chovka et proviennent de sa collection personnelle.

APRÈS LA GUERRE, NOUS NE SERONS PAS DIVISÉS EN RROMS, UKRAINIENS OU JUIFS…

VIKTOR CHOVKA[1]

Les Rroms sont apparus sur le territoire de l'Ukraine il y a plus de six cents ans et vivaient en bon voisinage avec d'autres nations et groupes ethniques, pour lesquels l'Ukraine est devenue une maison et une patrie. Il est certain qu'aujourd'hui les Rroms sont devenus partie intégrante de la lutte pour l'indépendance de l'Ukraine. Ainsi, des personnalités publiques rroms – Bohdan et Yuliya Andreychenko, ainsi que la majorité des Rroms de la ville de Pryluky, dans la région de Tchernihiv, se sont levés pour protéger leur ville natale des envahisseurs russes.

«Dans la nuit du 24 février, nous avons appris que la guerre avait commencé. Sans réfléchir, le matin, avec son fils, je suis allé rejoindre la Défense territoriale locale. Nous arrivons et voyons que de nombreux hommes et garçons rroms qui sont dans le bâtiment, tous, comme nous, sont venus défendre leur terre. On n'a pas négocié, on ne m'a même pas appelé, tout s'est passé si vite qu'on n'a même pas eu le temps. Mais chacun de nous a pris indépendamment la seule décision correcte», rappelle Bohdan.

Je ne peux pas dire qu'avant le début de la guerre, beaucoup de Rroms aient choisi la voie militaire, cette direction n'était pas populaire parmi nos garçons. Mais en fin de compte, personne n'est resté en reste : tout le monde essaie d'être utile, car c'est notre pays, notre ville, notre terre, dit Yulia. Et il en a toujours été ainsi, pendant la Seconde Guerre mondiale, de nombreux Rroms se sont tenus aux côtés de l'armée alliée, défendant leurs villes. Et maintenant, c'est pareil. C'est extrêmement malheureux, mais il y a une semaine, est arrivé le corps du défenseur de la Rroma – Ivan Mashchenko. Il a travaillé comme chauffeur de minibus pendant une vingtaine d'années, tous les habitants le connaissaient. Dès les premiers jours de la guerre, Ivan a défendu notre pays et a donné sa vie pour nous : «Sa contribution à notre victoire ne sera pas oubliée, il est déjà notre héros !», explique Yuliya d'une voix tremblante. Ivan Mashchenko avait rejoint les rangs du Prylutsky Cossack Regiment – une formation militaire volontaire basée sur l'organisation publique du même nom.

«De nombreuses routes ont été détruites, de nombreux entrepôts ont explosé, les étagères des magasins et des pharmacies étaient vides, les citoyens manquaient de fonds, nous ne savions pas ce qui arriverait ensuite à notre peuple. Nous avons décidé de vendre tout l'équipement de l'organisation et d'acheter de la nourriture et des médicaments rares pour nos citoyens. Plus tard, nous avons eu l'occasion de recevoir le soutien de la fondation allemande EVZ[2], en particulier des médicaments pour le cœur, les vaisseaux sanguins, l'insuline, qui est vitale pour certaines personnes, nous avons également acheté

1. Viktor Chovka, directeur et fondateur du site RomaUA.

2. NdT : Mémoire, Responsabilité et Avenir, une fondation lancée conjointement par le gouvernement et l'industrie allemands.

des couches pour bébés, et d'autres choses nécessaires pour les résidents de Pryluk», ajoute Yuliya Andreychenko.

«Dans notre ville, les Rroms ont toujours été bien traités, et maintenant ils le sont aussi. Nous ne sommes pas divisés, nous sommes tous des résidents de Pryluk. Il n'y a pas un seul pillard parmi les Rroms de notre ville, au contraire, nous aidons ceux qui en ont besoin. Les organisations rroms et les personnalités publiques proclament haut et fort la position unifiée des communautés rroms en Ukraine, et c'est évident: nous sommes contre la Russie et tous ceux qui empiètent sur l'indépendance et l'intégrité de notre Ukraine», note Bohdan.

Les héros de notre article sont convaincus qu'après la victoire dans cette guerre, la division en Rroms, Ukrainiens, Juifs, etc. sera caduque. «La guerre a montré notre unité», conclut Bohdan.

3 AVRIL 2022

LE CENTRE DES DROITS HUMAINS DES RROMS: TRAVAILLER DANS DES CONDITIONS DE GUERRE

RROMA HUMAN RIGHTS CENTER

Les organisations non gouvernementales rroms de la région d'Odessa, malgré les circonstances difficiles en temps de guerre, poursuivent leur difficile travail. L'une des plus actives est l'ONG Rroma Human Rights Center (avec à sa tête Volodymyr Kondur).

Avec le soutien de la fondation internationale Renaissance, dans le cadre du projet «Renforcement des opportunités juridiques dans les conditions de la loi martiale en Ukraine pour les communautés rroms» , ce centre juridique a organisé en juin 2022 un certain nombre d'événements informatifs et humanitaires dans le Petrovirivskyi, communauté territoriale de la région d'Odessa.

La guerre est devenue une nouvelle réalité de la vie quotidienne de la population ukrainienne, ce qui a entraîné la détérioration de la situation économique et sociale des personnes. Un grand nombre d'Ukrainiens de l'Est ont perdu leurs maisons et se sont déplacés vers des régions non occupées. La population rrom n'a pas fait exception de ces conditions difficiles: selon des données non officielles, 70 000 Rroms ont été contraints de se déplacer vers les régions occidentales de l'Ukraine et environ 200 migrants rroms ont également été enregistrés dans la région d'Odessa. L'équipe du Rroma Human Rights Center s'est rendue à Petrovirovska TG afin de remplir les tâches prévues dans le projet, à savoir: fournir une assistance juridique, établir une coopération avec l'administration de Petrovirovska TG concernant la protection des droits humains et des libertés, recenser les personnes déplacées de l'Est, apporter un soutien humanitaire à ces personnes. L'avocate du Centre, Vera Drangoi, a tenu une réunion d'information et d'éducation avec les familles rroms et a fourni, sur le terrain, des consultations juridiques orales à la population. Après cela, les médiateurs du Centre, Maxim Jum et Valery Prodan, ont fourni aux familles rroms des colis alimentaires humanitaires, ce qui a été une agréable surprise pour elles. L'assistance à la population est réalisée avec le soutien du programme

rrom de Renaissance en coopération avec les départements locaux de la justice, DMS, RAC de la région d'Odessa, les centres d'aide juridique gratuite de la région d'Odessa, avec les administrations locales où les bénéficiaires vivent, à savoir : ceux de la ville d'Odessa et sa banlieue, Berezivska TG, Petrovirovska TG, district d'Izmail. L'équipe du Centre informera de l'avancement du projet, qui sera mis en œuvre d'ici à la mi-octobre 2022.

22 JUIN 2022

COMMENT VOLER UN TANK ? LES RROMS RACONTENT

VIKTOR CHOVKA

Depuis le 24 février 2022, l'Ukraine est contrainte de repousser les envahisseurs russes et de défendre ses terres. En plus du travail héroïque des forces armées ukrainiennes, des civils, dont des Rroms, sont venus à la rescousse : ils ont volé un char aux envahisseurs russes ! Et c'est arrivé non loin de Kakhovka, dans le village de Lyubimivka, région de Kherson. La nouvelle a été diffusée sur le fil Telegram d'autodéfense de Kakhovka, et très vite elle s'est répandue dans le monde entier.

Même Andrzej Duda, le président polonais, a commenté cet événement sur sa page Twitter. Des commentaires ont sincèrement félicité les Rroms : « Gloire aux Rroms ukrainiens. Continuez comme ça ! », « Maintenant, j'ai tout vu dans la vie », « Ce sont aussi des citoyens ukrainiens. Ils font ce qu'ils peuvent. »

Nos rédacteurs ont réussi à trouver le héros de cette histoire, il a été décidé de ne pas encore révéler son identité, mais il a laissé quelques conseils utiles sur la façon de « déplacer » le char volé. Alors, ouvrez vos calepins et écrivez soigneusement : 1) allumer la masse (bouton rouge marqué « Batterie ») ; 2) allumez les générateurs droit et gauche ; 3) abaissez la poignée ; 4) appuyez sur le bouton rouge « Starter » ; 5) activer les quatre fusibles ; 6) allumez les phares ; 7) allumez le soufflage du verre ; 8) appuyer jusqu'au bout sur la pédale d'injection ; 9) passer la première ; 10) dirigez-vous courageusement vers le camp rrom le plus proche, là-bas, ils vous aideront à camoufler le char.

Bien sûr, nous plaisantons, mais nous vous conseillons tout de même de vous tourner vers des soldats expérimentés des forces armées ukrainiennes lorsque vous trouvez un char abandonné. Néanmoins, une chose est claire : tous les habitants de l'Ukraine se sont unis, ils font ce qu'ils peuvent à l'arrière : tisser des filets de camouflage, fabriquer des cocktails Molotov (ou « smoothies Bandera »), collecter et envoyer de l'aide humanitaire, préparer de la nourriture pour nos militaires et soutenir les personnes déplacées. Les plus courageux défendent les villes et les villages dans les rangs de la défense territoriale, défendent la capitale dans le cadre des Forces armées ukrainiennes, dans les rangs desquelles de nombreux jeunes Rroms. Et lorsque quelqu'un agit même contre les occupants d'une manière aussi désespérée et déchirante, Eh bien, nous nous attendons à ce que les Rroms ukrainiens capturent un avion ennemi ! De plus, une solide récompense de 1 million de dollars est prévue pour sa capture.

Post-scriptum

Les réseaux sociaux en Ukraine, en particulier Facebook, ont repris le sujet du char volé. Soit dit en passant, il y a deux ans, Oleksiy Arestovych, conseiller indépendant du bureau du président ukrainien, avait prédit une guerre à grande échelle avec la Russie. En 2003, il avait prédit l'annexion de la Crimée et en 2008, l'occupation du Donbass. Aujourd'hui, 12 mars, Oleksiy Arestovych a déclaré que la guerre prendrait fin entre le 7 et le 12 avril. […] C'est proche du 8 avril, la Journée internationale des Rroms. À l'occasion de cette célébration, chaque Rrom ukrainien rapportera à la maison un précieux trophée : un char volé à l'occupant, qui détruira finalement les forces et les plans de l'ennemi. La victoire est à nous !

14 MARS 2022

DEUX FEMMES RROMS ENGAGÉES

VIKTOR CHOVKA

Depuis de nombreuses années, la Chirikli International Charitable Foundation développe avec succès un réseau panukrainien de médiateurs entre les communautés rroms et les autorités, la justice et les structures d'application de la loi. La majorité des médiateurs travaillent dans les zones où les Rroms vivent très nombreux.

L'histoire d'aujourd'hui concerne deux femmes rroms qui travaillent activement comme médiatrices, aidant les gens à résoudre divers problèmes de nature sociale, médicale et juridique : Rada et Darina. Les dures réalités de la guerre ont forcé la grande famille de Rada à quitter sa ville natale de Vugledar dans la région de Donetsk, et ils ont trouvé un toit, précisément à Uzhgorod.

Rada Kalandiya est à la tête de l'association nationale Rromen Gypsy, dans la région de Donetsk. En 2018, elle a rencontré Zemfira Kondur et toute l'équipe de la Chirikli International Charitable Foundation (Kyiv). La raison de leur rencontre était un cas de discrimination contre la population rrom dans la ville natale de Rada, Ugledar. Ensuite, elle s'est tourné vers Chirikli pour la protection des

droits humains, depuis lors, leur coopération active a commencé.

En 2018, Kalandiya a participé à une grande rencontre internationale de femmes rroms du monde entier (300 participantes au total), qui s'est déroulée dans l'enceinte de la Verkhovna Rada [Parlement] d'Ukraine. L'année suivante, en 2019, avec le soutien du Conseil de l'Europe, Kalandia a activement participé à la création de l'atlas social des communautés rroms de la région de Donetsk. Mais depuis, l'activité principale de Rada est devenue la médiation, ce qui a grandement aidé la communauté rrom locale où vivait Rada. Les principales questions sur lesquelles les personnes se sont adressées au conseil étaient : la production de documents d'identification personnels, les cas de discriminations, les consultations juridiques et le soutien.

Malgré le fait que Rada vive actuellement dans une autre partie de notre pays, elle continue de s'engager activement dans le travail social et la médiation, notamment, à travers la fondation Chirikli, elle organise la distribution d'aide humanitaire, y compris des kits alimentaires, pour les déplacés rroms. Aujourd'hui, le conseil est impliqué dans le soutien de la communauté rrom non seulement à Uzhgorod, mais aussi à Torchyn, dans la région de Volyn. Elle fournit des informations aux Rroms pour leur indiquer vers qui se tourner et quelles sont les procédures pour résoudre certains problèmes, notamment liés au logement, aux paiements de différentes dettes, à l'enregistrement du statut de personnes déplacées, à l'évacuation des familles des régions orientales, etc. Selon elle, la médiation pour les Rroms est un moyen efficace de résoudre leurs problèmes. Après tout, de nombreux adultes ont un faible niveau d'éducation et sont mal informés sur diverses questions juridiques. Sa tâche principale en tant que médiatrice est de trouver un langage commun entre tout le monde, d'aider, de trouver des moyens de résoudre les problèmes avec les autorités locales. Et elle prévoit de le faire activement à l'avenir également !

Aujourd'hui, Rada et sa famille sont également devenues des migrants forcés. La région de Donetsk est actuellement en feu, leur ville natale, Vugledar, est constamment sous les attaques russes. La maison dans laquelle vivait la famille de Rada a été détruite. Avant cela, le 12 mars, la famille de Rada est descendue se cacher au sous-sol pour se protéger des attaques de missiles russes. Ils pensaient y rester pendant un à deux jours. En fait, ils y sont restés pendant dix jours, et quand ils sont montés, ils ont immédiatement commencé le long voyage vers l'ouest. La communauté rrom de Vugledar, dix personnes, a trouvé refuge à Uzhhorod où ils ont été acceptés avec plaisir et installés par la fondation caritative Blago grâce à la directrice, Eleonora Kulchar. Ils lui en sont très reconnaissants !

L'idée de déménager plus loin à l'étranger n'est venue à l'idée de personne ni à l'époque ni maintenant. Même depuis Uzhhorod, Rada entretient des contacts constants avec les familles rroms qui se trouvent toujours au centre des combats dans la région de Donetsk.

Sa rencontre avec une autre travailleuse des médias d'Uzhgorod, Daryna, a eu lieu bien avant le début de la guerre lors de la formation conjointe de Chirikli à Kyiv. Kalandia souligne que les médiateurs de la fondation Chirikli sont une grande famille solidaire qui apporte un soutien constant et de l'entraide. La communication la plus active entre les médiateurs concerne les questions d'évacuation et la fourniture d'une assistance ciblée aux familles dans le besoin. Des webinaires conjoints et une communication en ligne sont également organisés.

Daryna Horvat est une médiatrice rrom locale d'Uzhhorod, qui vit dans le quartier de Radvanka. Daryna est devenue médiatrice pour Chirikli en 2011. Jusque-là, elle travaillait à la fondation caritative Blago, dirigée par Eleonora Kulchar, et a présenté Darina à Zemfira Kondur de la fondation Chirikli. Daryna a participé au projet pilote sur l'introduction de la médiation rrom en Ukraine, a assisté à diverses formations, séminaires et événements éducatifs. Daryna travaille avec succès comme médiatrice à Uzhgorod depuis onze ans. Son travail avec les Rroms locaux est plus lié à la sphère sociale et juridique. Aujourd'hui, dans les conditions de guerre, elle apporte aussi de l'aide humanitaire. D'année en année, Daryna aide à la production de documents d'identité personnels. Comme le rappelle la médiatrice, en 2012-2013, lorsque son travail a commencé, 50 Rroms ont pu obtenir des passeports de citoyens ukrainiens. Mais, ce problème n'a pas disparu, bien que son ampleur ait diminué. Aujourd'hui encore, les Rroms se tournent vers Darina pour obtenir des certificats de naissance et des passeports, et il y a des adultes qui n'ont aucun document personnel.

Avec le début de la guerre et la réinstallation de Rroms des régions de l'Est et du Sud vers Uzhgorod [à l'Ouest], Darina a un nouveau «front de travail» : il s'agit d'aider et de conseiller les déplacés rroms. Le médiateur a déjà aidé trois femmes rroms de la région de Kharkiv à obtenir de nouveaux passeports. Pendant la guerre, Darina a réussi à aider une trentaine de déplacés rroms, dont trois handicapés. Daryna accompagne également régulièrement les déplacés rroms aux points d'assistance humanitaire et sociale à Uzhgorod, les aide à remplir diverses demandes et questionnaires. Malheureusement, selon Daryna, il existe également des cas de préjugés contre les déplacés rroms. Le médiateur enregistre ces cas et les transmet directement à la fondation Chirikli pour une réponse ultérieure. Daryna note que Chirikli aide beaucoup les immigrés rroms sur le terrain, en particulier, il fournit une aide humanitaire, des kits alimentaires, paie pour la production de divers types de documents. Et ce sont les médiateurs qui aident toutes les familles rroms dans le besoin à obtenir l'aide dont elles ont besoin dans les moments difficiles !

1ER JUILLET 2022

ODESA RROMA DÉFEND L'UKRAINE

PETRO GABRYN[1]

La région d'Odessa est une région multiculturelle dans laquelle vivent de nombreux membres de la minorité nationale rrom. L'activité publique des organisations non gouvernementales rroms de la région se concentre principalement sur les questions de protection des droits humains, de soutien social, de développement culturel et de préservation des traditions. Originaire d'Odessa, Valery Galchenko est un dirigeant

1. Secrétaire de l'association régionale de jeunes Rroms de Transcarpathie, Romani, engagé dans le travail social auprès de la population rrom d'Uzhhorod et de Transcarpatie. Depuis janvier 2014, il est secrétaire de l'Union des Rroms d'Uzhhorod où il vit.

rrom faisant autorité. Depuis 2018, il dirige l'organisation Bakhtale-Tavrychanye. La guerre a uni tout le peuple ukrainien dans la lutte contre l'occupant russe. Valery n'est pas non plus en reste : à partir de février 2022, il a rejoint les rangs des Forces armées ukrainiennes.

Pourquoi avez-vous décidé de vous engager dans des activités sociales ?

Je suis né dans une famille rrom, j'ai vécu avec des Rroms toute ma vie. Je suis donc bien conscient de leurs problèmes. Pour ma part, j'ai réalisé que j'avais la capacité et le désir d'aider ma communauté ! Au début, ils ne croyaient pas que je voulais sincèrement aider les gens. Plus tard, lorsqu'ils ont vu mes vraies activités, ils ont commencé à me demander mon numéro de téléphone. J'essaie de résoudre divers problèmes : installer l'électricité chez quelqu'un, aider quelqu'un à obtenir un passeport. Notre organisation ne se limite pas à Odessa, nous travaillons dans toute la région et en Ukraine en général. Je crois que notre jeune génération de Rroms devrait être instruite, avoir un travail décent et digne.

Votre association, s'appelle Bakhtale-Tavrychanye. D'où vient ce nom ?

Traduit du rromani, Bakhtale-Tavrychanye signifie «Heureux Tavrychans». Les Tavrychans sont l'un des six sous-groupes ethniques des Rroms ukrainiens. Mes ancêtres venaient de la région de Dniprovshchyna et de Donetsk, c'est-à-dire de l'ancienne province de Tavria de l'Empire russe.

Votre association a-t-elle participé à la rédaction d'essais sur les traditions et la vie quotidienne des Rroms d'Odessa ?

Ainsi, en 2020, avec l'Université nationale d'Odessa, la faculté d'histoire et de philosophie, le département d'archéologie et d'ethnologie (avec la co-autrice, docteure en sciences, professeure agrégée Natalia Petrova), et avec le soutien de la Fondation internationale de la Renaissance (Kyiv), nous avons publié un livre intéressant : une publication scientifique populaire *Amaro trio* (Notre vie). C'est le résultat conjoint du travail de nos militants, étudiants et scientifiques rroms.

Comment votre vie a-t-elle changé après le 24 février ?

Je suis né à Odessa. Odessa est la meilleure ville d'Ukraine. Quinze minutes et vous nagiez déjà dans la mer. Je n'ai jamais servi dans l'armée. Mais quand la guerre a commencé, sans réfléchir à deux fois, j'ai décidé de me porter volontaire. Je ne pouvais pas m'asseoir et attendre, j'avais mal au cœur pour l'Ukraine et mon peuple. Avec moi, de nombreux Rroms sont également activement impliqués dans la défense du pays. Oui, une grande famille rrom que je connais, un père, deux fils, une fille, sont tous partis en tant que volontaires, maintenant ils défendent Kyiv et Odessa. Mon ami, vice-président de Bakhtale-Tavrychanye, Arsen Unguryan, de Dnipro, est activement impliqué dans le sport, le taekwondo. Dans son gymnase, où il s'entraîne, il a ouvert des lits pour les personnes déplacées.

Comment se passe votre service dans les forces armées ukrainiennes ?

J'ai rejoint l'armée ukrainienne en tant que volontaire. Cependant, en raison de soucis et de stress constants, mon cœur a «lâché» et j'ai eu un micro-accident vasculaire cérébral, alors mon commandement m'a laissé rentrer chez moi pour un traitement. J'ai commencé à faire du bénévolat activement et dès que l'ordre arrivera, je retournerai

vers mon unité militaire. J'aide autant que je peux ; je reçois de la nourriture, des vêtements, des cigarettes et j'apporte le nécessaire dans ma propre voiture.

Quand pensez-vous que la guerre finira ?

Incontestablement, avec notre victoire ! Je vois qu'Odessa est aujourd'hui une grande fourmilière, prête à repousser toute attaque. Aujourd'hui, la Russie est le royaume de Dracula, animé par le mal. Mais ils sont de moins en moins nombreux ! S'ils avancent sur Odessa, ils seront mangés par les taureaux en mer et nos chiens sur terre.

Votre leitmotiv ?

J'ai bien commencé, je finirai bien.

Quels sont vos projets pour l'avenir ?

Rassembler des jeunes Rroms talentueux dans une seule équipe. Poursuivre activement l'éducation d'une nouvelle jeune génération de Rroms qui seront alphabétisés, instruits et respectueux de nos coutumes. Alors que je travaillais pour gagner ma vie en Pologne et en Allemagne, j'ai vu comment les gens prennent soin de leur maison, des fleurs et des arbres, et respectent la propreté et l'ordre. Je veux qu'il en soit de même pour nous.

AGENCE RROMAUA

20 mars 2022

TROIS MOIS SOUS OCCUPATION : UN RROM DE KHERSON OCCUPÉE TÉMOIGNE

ROMAN ZIMENKO[1]

Il s'agit de la première interview d'une série de conversations sur l'expérience rrom de la guerre, que la Fédération de Russie a commencée sur le territoire de l'Ukraine. Documenter cette expérience est important non seulement pour l'histoire, mais aussi pour l'ensemble de la société rrom. Après tout, ce n'est qu'après avoir compris sa nature multiforme que nous pourrons, en tant que communauté, surmonter les conséquences de cette horreur, dont beaucoup d'entre nous ont dû faire l'expérience. C'est pourquoi j'ai décidé de me renseigner sur les défis et les difficultés rencontrés par un militant de la région de Kherson, une région occupée par les troupes russes après le 24 février. L'interlocuteur, dont le texte du dialogue est proposé ci-dessous, est l'une des personnalités rrom les plus actives, dont les activités et le zèle ont été observés avec un grand intérêt non seulement par les Rrom de différentes régions d'Ukraine, mais aussi d'autres pays voisins. La connaissance de David de l'ethnographie et de la linguistique rrom a fasciné des gens de tous âges et les a encouragés à mieux comprendre l'histoire, la vie et les traditions du peuple rom. Avant la guerre, David[2] accordait une attention particulière au développement et travaillait

1. Roman Zimenko, chercheur et militant ukrainien des droits humains.

2. Pour des raisons de sécurité, nous avons changé le nom de notre interlocuteur et supprimé ce qui pourrait conduire à son identité ou à sa localisation.

avec la jeune génération. Cependant, la guerre a bouleversé tous ses plans.

Dois-je comprendre que la région de Kherson est sous occupation depuis le 2 mars? Cela signifie que vous vivez sous occupation depuis plus de deux mois, n'est-ce pas?

Pas vraiment. Ma communauté vit plus près de la Crimée que du centre régional. Donc, nous étions occupés dès les premiers jours de la guerre, mais à ce moment-là nous ne le comprenions pas. Le fait est qu'il n'y a presque pas eu d'opérations militaires dans notre région. Elles ont eu lieu à environ 20 kilomètres de notre ville.

Vous souvenez-vous de vos sentiments le matin du 24 février? Comment avez-vous appris le début de la guerre?

Je me souviens m'être réveillé avant l'aube. Environ vers 5 heures du matin. Et des bruits de claquements très forts ont été entendus à travers les portes et les fenêtres. Tous les membres de notre famille ont entendu ce bruit dans la maison. À ce moment-là, nous ne pouvions pas comprendre d'où venaient ces sons forts, et ils ont continué. Au début, j'ai supposé qu'il pourrait s'agir d'explosions ou d'un incendie d'usine. Mais quand j'ai commencé à chercher sur Internet, je n'y ai trouvé aucune information. Et puis j'ai vu que les gens discutaient vivement de ce qui se passait dans l'un des salons locaux virtuels de discussion. Il y avait des versions très différentes de ce que cela pouvait être. Mais ensuite, quelqu'un a écrit qu'il s'agissait d'explosions dans une ville voisine, où se trouvait mon frère à ce moment-là. Bien sûr, je l'ai immédiatement appelé pour lui demander ce qui se passait. En une seconde, il a décroché le téléphone et m'a dit que c'étaient les bruits des bombardements sur le dépôt d'armes et qu'il se cachait dans l'abri antibombes avec ses voisins. Je ne pouvais pas croire ce qui se passait.

Pourquoi? Vous ne pensiez pas que la Russie attaquerait l'Ukraine?

Il était clair que le conflit allait s'aggraver. Mais je ne pouvais même pas imaginer que les troupes russes avanceraient de tous côtés, y compris du sud de l'Ukraine. J'avais prédit qu'ils attaqueraient Louhansk et Donetsk. Mais quelques jours avant le début de la guerre, il y avait beaucoup d'informations dans les médias sur une éventuelle offensive, alors nous nous sommes préparés pour quitter la région en cas de danger.

Vous étiez donc préparés au fait que la Russie pourrait attaquer? Comment vous êtes-vous préparés?

Moralement, nous n'étions pas prêts pour cela. Cependant, nous avons fait des efforts pour nous préparer au pire des scénarios. En quelques jours, nous avons rassemblé toutes les affaires nécessaires, et j'ai également rempli le réservoir de ma voiture d'essence. Je me souviens encore comment, dans les derniers jours avant la guerre, j'ai parcouru la ville dans ma voiture pleine de toutes ces choses.

Mais, si vous aviez ramassé des choses, pourquoi n'avez-vous pas quitté la région de Kherson?

Nous étions vraiment prêts à partir. Mais, avant de partir, j'ai décidé de vérifier à nouveau les informations disponibles sur Internet. J'ai vu que des explosions se produisaient non seulement ici, mais sur tout le territoire ukrainien : à Kyiv, Dnipro et dans d'autres grandes villes. Cela m'a troublé, j'ai commencé à hésiter et je ne voyais plus l'intérêt d'aller ailleurs. Ensuite, il a semblé que tout le territoire de l'Ukraine était en danger. De plus, nous nous avons été un peu rassurés après avoir parlé avec des parents

installés dans des villes voisines et avons décidé de ne pas prendre le risque. Je suis allé chercher mon frère et nous avons également invité plusieurs familles chez nous pour se cacher dans l'abri antibombes que nous avions préparé. Le soir du 24 février, nous avions environ douze personnes à la maison et ensemble, nous nous sentions plus rassurés. C'est pourquoi nous sommes restés ici.

Comment s'est passé votre voyage dans la ville voisine? Était-ce effrayant de conduire, sachant que le danger pouvait survenir à tout moment?

C'est difficile de répondre. Probablement. Sur le chemin d'une ville voisine, j'ai vu une colonne de chars venir sur moi. C'était la première fois que je voyais un tank. Pas à la télé, pas comme un monument ou à une exposition au musée, mais un vrai tank, vous savez? Avez-vous déjà vu un char rouler dans la voie en sens inverse? Quand vous le voyez venir sur vous, vous vous sentez complètement démuni de toute défense. Vous êtes comme un microbe contre une grosse machine. Et même si vous conduisez dans des voies différentes, cela devient vraiment effrayant. Mais, heureusement, tout s'est déroulé sans incident et je suis rentré chez moi avec mon frère.

Que s'est-il passé les semaines suivantes?

Au début, il n'y avait presque aucune information sur le cours des événements dans notre région. Cependant, quelques jours plus tard, un message annonçait que les occupants s'étaient emparés du bâtiment du conseil local et y avaient hissé leur drapeau. Mais il n'y avait pas d'affrontements dans la ville même. Nous avons à peine vu l'armée russe. Mais nous avons tout de même décidé d'enlever l'enseigne de notre association, afin de ne pas trop attirer l'attention. Je me souviens aussi que dans les premiers jours, de nombreux coups de feu et explosions ont été entendus à proximité. Donc, nous avons passé la plupart de notre temps dans l'abri antiaérien. En un mot, c'était l'horreur. Sensation constante de stress des avions survolant la maison. Pendant un certain temps, je n'ai pas quitté la maison, mais le quatrième jour, j'ai commencé à sortir et à voir ce qui se passait autour.

Que retiens-tu particulièrement de ce que tu as pu voir ces jours-là?

Ma voiture avait le plein d'essence, aussi j'ai eu l'occasion de voir de mes propres yeux la situation dans notre région. Je me souviens qu'à l'époque, il était presque impossible d'acheter de l'essence, il y avait des prix fous et des files d'attente pour le carburant. Bref, c'était le chaos. Il y avait aussi de longues files d'attente dans les épiceries, les pharmacies et les banques. Les gens étaient paniqués et très stressés. Cela se ressentait même dans la façon dont ils se comportaient sur la route: la manière de conduire était très agressive. Il était clair que de nombreuses personnes fuyaient la ville. Ce que j'ai vu à cette époque m'a donné un sentiment très désagréable. C'est difficile à décrire, mais c'est un sentiment terrible d'être impuissant face à ce qui se passe. Je me souviens qu'à cette époque, je lisais constamment les nouvelles et ne comprenais pas comment je pouvais être utile.

Je pense que ce sentiment est connu de beaucoup d'entre nous. Avez-vous une recette pour le combattre?

J'ai eu de la chance, car j'ai rapidement commencé à coopérer avec les autorités locales [ukrainiennes] pour aider la population rrom et ceux qui m'entouraient et qui étaient restés ici. Je me souviens que j'ai commencé à appeler les autorités locales et à proposer mon aide. En fait, je me fichais de ce qu'il fallait faire, acheter quelque chose ou emporter quelque

chose, l'essentiel était d'aider d'une manière ou d'une autre. C'est ainsi que nous avons commencé à établir une communication et à coordonner nos efforts pour distribuer l'aide humanitaire. Par exemple, ils m'ont appelé et m'ont proposé certains produits : pain, lait, pâtes, etc., et m'ont dit que si vous avez besoin de quelque chose, venez nous voir. J'ai donc eu l'occasion d'aider ceux qui en avaient le plus besoin. Après avoir commencé à partager des photos [sur les réseaux sociaux] et à parler de la distribution d'aide humanitaire aux Rrom locaux, j'ai été approché par l'organisation religieuse Porteurs de Bible, et par plusieurs musiciens rroms qui avaient émigré de Russie aux États-Unis, ainsi que par des organisations rroms d'Ukraine et d'Europe comme ARKA, Romney's Voice et le fonds allemand EVZ. De plus, nous avons également été aidés par des résidents locaux. Tous m'ont apporté une aide financière et, avec les fonds reçus, j'ai acheté des produits et aidé à répondre aux besoins de base de la population rrom locale. Étant donné que le montant de l'aide humanitaire était assez limité, je me suis rendu dans différents quartiers de notre ville et j'ai demandé aux Rrom locaux quelles familles avaient le plus besoin d'aide. La priorité était d'aider les personnes âgées, mais j'ai aidé tous ceux qui en avaient besoin, y compris la population non rrom. De plus, si quelqu'un avait déjà des produits ou d'autres biens parmi ceux que j'avais apportés, nous les échangions, car il y avait une grande pénurie dans la ville et de nombreux biens n'étaient tout simplement pas disponibles. C'est le genre d'entraide qui existe entre les Rroms pendant la guerre.

Comment la ville a-t-elle changé ces derniers mois, et quelle est la situation aujourd'hui ?

La plupart des gens sont partis. Notre ville semble dévastée. La population n'était pas très nombreuse, même avant la guerre, mais maintenant quand je marche, je vois des rues presque vides. La ville a de gros problèmes de trésorerie et généralement de travail. La plupart des magasins sont fermés et le petit nombre qui reste n'accepte que les paiements en espèces. Nous avons eu la chance de trouver plusieurs magasins où vous pouvez toujours payer par carte. Sinon, je ne serais pas en mesure d'acheter des produits pour l'aide humanitaires. Aussi, je sais qu'il est très difficile d'obtenir des produits pour enfants ou des médicaments. Un de mes amis a dû subir une intervention chirurgicale et l'hôpital local n'avait même pas d'analgésiques. Par conséquent, nous avons dû collecter ce que nous avions auprès de familles. Quant aux kits alimentaires distribués par l'armée russe, les habitants ne les ont pas pris au début, mais la situation dans la région est devenue si difficile qu'ils ont commencé à y prêter attention [au fait que ce soit russe]. Actuellement, les monnaies ukrainienne et russe fonctionnent simultanément dans la région de Kherson. Les occupants disent qu'ils sont là pour longtemps. Mais personne ici n'en est content. L'incertitude et le manque de sentiment de sécurité se font sentir.

Comment la guerre a-t-elle affecté la communauté rrom ? Est-ce que beaucoup de gens sont partis ? Comment ceux qui restent survivent-ils ?

Cela dépend. Tout dépend du groupe auquel appartiennent les Rroms et du niveau de richesse de la famille. Avant la guerre, environ la moitié de la population rrom était constituée de groupes rroms de Crimée et de Serbie. D'après mes observations, la plupart des Rroms serbes ont quitté la ville. Environ cinq ou six familles sont restées. Et pour les Rroms de Crimée, c'est tout le contraire. La plupart d'entre eux sont restés. La plupart, dont les ressources le permettaient, partaient. Mais maintenant, je ne suis

pas sûr qu'il soit possible de partir même s'il y a un grand désir. Au début, il n'y avait aucun problème pour partir, mais il était impossible de venir ici ou d'apporter des biens ou de l'aide humanitaire. Et maintenant je sais qu'il est même impossible de quitter la ville. Il y a une énorme file d'attente sur le chemin du territoire contrôlé par l'Ukraine, mais seules quelques voitures peuvent passer chaque journée. De manière générale, je peux dire que la guerre et l'occupation de la région de Kherson ont particulièrement touché les couches les plus vulnérables de la population rrom. Par exemple, dans l'une des communautés rroms, le principal moyen de gagner sa vie avant la guerre était de travailler dans les champs. Ils allaient au champ et faisaient les récoltes, nettoyé des oignons, etc. Ils pouvaient gagner environ 400 à 500 hryvnias par jour de travail. Et cet argent leur suffisait pour plusieurs jours. Actuellement, ces personnes se retrouvent sans aucun revenu.

De plus, je sais que de nombreux Rroms viennent dans nos villes et dans les villes voisines. Il s'agit principalement de personnes originaires de territoires où des hostilités ont eu lieu et qui se sont retrouvées sans domicile ni biens. La situation de ces personnes est particulièrement difficile. Je suis également au courant de cas de pillage de maisons de Rroms par l'armée russe dans les villages voisins. Ils ont sorti tous les objets de valeur qu'ils ont trouvés : tapis, électroménagers et autres choses. Et dans la cour de l'une des familles, même la porte a été enlevée. Il m'est difficile d'imaginer pourquoi ils en avaient besoin, peut-être pour créer des fortifications. La plupart du temps, ils ont volé dans les maisons de famille qui avaient quitté leur domicile à cause de l'occupation, mais aussi celles qui sont restées. En particulier, leurs voitures ont été prises. L'un des Rroms locaux a même déclaré qu'il s'était préparé à cela, et lorsque les occupants lui ont rendu visite, ils n'ont pas pu prendre sa voiture, car il l'avait mis en panne et elle n'a tout simplement pas démarré. Mais la plupart sont beaucoup moins chanceux. Le même homme m'a dit que de nombreuses personnes ont tout simplement fui leurs villages à pied pour sauver leur vie.

Parlez-moi, s'il vous plaît, de la sécurité. Il y a beaucoup d'informations sur la disparition de personnes dans les médias. Vous sentez-vous menacés ?

En fait, des informations sur les enlèvements de députés, de journalistes et de militants ont commencé à circuler dès le début de l'occupation. Mais c'étaient des gens que je ne connaissais pas personnellement. Cette nouvelle faisait peur, mais comme elle ne nous concernait pas personnellement, elle n'était pas ressentie comme aujourd'hui, quand vous savez que l'armée russe a kidnappé un journaliste que vous connaissez ou un type de la rue d'à côté. Alors maintenant, je comprends mieux la réalité de cette horreur. Et je sens constamment que le danger est quelque part à proximité, et même à la maison, je ne me sens pas en sécurité. Je ressens constamment le risque qu'ils s'en prennent à moi.

Pouvez-vous me dire ce qui est arrivé à ces deux personnes ? Ont-elles réussi à revenir après l'enlèvement ?

Heureusement, tout va bien pour elles maintenant. Elles sont toutes les deux revenues après un moment, mais ce qui leur est arrivé était effrayant à imaginer. Premièrement, ils ont kidnappé un journaliste local. Ils n'ont probablement pas aimé ce qu'il a écrit sur l'occupation et ceux qui collaborent avec les Russes. Ils lui ont tendu un piège et l'ont kidnappé lors d'une réunion. Et un peu plus tard, un Rrom a été enlevé alors qu'il se rendait chez ses amis à vélo. Je

l'ai appris sur les réseaux sociaux et pendant plus d'une semaine personne ne savait ce qui leur arrivait à tous les deux et où ils se trouvaient. Mais plus tard, ils sont revenus et ont dit qu'ils avaient d'abord été gardés quelque part à proximité, puis emmenés à Kherson. Ils ont été interrogés sur la présence de militaires ukrainiens parmi leurs connaissances, l'emplacement de dépôts militaires et l'organisation de rassemblements contre l'occupation prétendument rémunérés. Il est intéressant de noter que les Russes ne peuvent toujours pas croire que les gens se sont rendus à des rassemblements de leur plein gré. Ils ont également dit qu'ils avaient été forcés d'effectuer toutes sortes de sales besognes : on leur avait ordonné de creuser des tranchées, de ramasser des cadavres et des membres et d'enterrer les soldats morts ukrainiens et russes. Après cela, le journaliste a réussi à partir et l'autre est toujours en train de se remettre de ce qu'il a vu.

Dites-moi, comment vos amis et connaissances de la Fédération de Russie ont-ils réagi à l'attaque de la Russie contre l'Ukraine ?

C'est un sujet difficile, mais en général j'ai été très déçu par l'incompréhension et le manque de soutien des Russes et des Rroms russes, bien qu'il y ait eu des exemples de soutien de Rroms russes, mais ils étaient peu nombreux. Dès le début de la guerre, j'ai essayé de couvrir activement les événements sur les réseaux sociaux. Mais, dans la plupart des cas, je n'ai rencontré qu'un déluge de critiques et de querelles sans fin dans les messages privés. Par conséquent, après un certain temps, j'ai complètement cessé de répondre aux messages et coupé la communication avec de nombreuses personnes. À noter que les réactions ont été assez différentes selon les plateformes. J'ai reçu des messages négatifs principalement sur Instagram. Je pense que c'est parce que Facebook est surtout utilisé par des personnes plus éduquées, mais Instagram est généralement plus populaire parmi les Rroms.

Et qu'ont dit vos détracteurs ? Sur quoi exactement n'étaient-ils pas d'accord ?

En fait, c'étaient des messages remplis de propagande russe. Quelqu'un a dit que ce n'était pas une guerre, mais une opération spéciale, d'autres ont dit que la guerre était mauvaise, mais n'ont pas condamné l'invasion de la Fédération de Russie. La plupart d'entre eux ont dit que les Rroms sont une nation neutre et qu'aucun d'entre nous ne connaît toute la vérité, ou m'ont simplement critiqué pour une prétendue propagande nationaliste. Mais parfois, il s'agissait même de menaces directes et d'accusations de fascisme. De plus, un homme m'a proposé de l'argent si je changeais de nationalité et que je travaillais « pour le développement de la population rrom en Russie ». Bien sûr, j'ai immédiatement refusé, mais ce qui m'a le plus surpris, c'est sa réponse : « Qui sait ? Vous pouvez toujours changer d'avis selon les circonstances. »

Je me demande comment cette position sur les Rroms en tant que nation neutre peut être en corrélation avec le souvenir de la participation de nombreux Rroms à la Seconde Guerre mondiale ? Comment l'expliquent-ils ?

Je pense que c'est un double standard banal. Beaucoup n'ont pas aimé quand, par exemple, j'ai partagé une vidéo musicale avec la participation d'un chanteur rrom ou que des jeunes rroms défendent l'Ukraine dans les rangs des forces armées. Pendant la Seconde Guerre mondiale, de nombreux Rroms sont allés à la guerre pour défendre leur maison. Il en va de même pour accuser l'Ukraine de nazisme. Oui, nous avons eu des problèmes avec la violence des groupes radicaux, nous ne pouvons pas garder

le silence à ce sujet, et de tels cas devraient faire l'objet d'enquêtes adéquates par les forces de l'ordre. Mais ce problème existe aussi en Europe et en Russie même. On connaît les meurtres commis par des skinheads dans la Fédération de Russie et la violence contre les Rroms par la police antiémeute à Plekhanovo [Russie]. En outre, des films xénophobes tels que *Burden of the Gypsies* et *Narkogypsy* ont été diffusés à la télévision russe.

Quelle est votre attitude face au nationalisme ukrainien? Est-ce qu'elle a changé d'une manière ou d'une autre depuis le début de la guerre?

Oui, ça a changé. Parce que le nationalisme ukrainien d'aujourd'hui est aussi différent de ce qu'il était dans le passé. Il faut se rappeler que le 20e siècle a été une ère de régimes totalitaires, et l'Union soviétique en faisait partie. Les Tatars, les Ukrainiens, les Rroms et de nombreux autres peuples ont souffert pendant l'ère soviétique. Notamment en raison de la répression et des nombreiuses déportations vers la Sibérie. Par conséquent, je pense qu'à l'avenir, nous devons nous coordonner d'une manière ou d'une autre avec les mouvements nationalistes, trouver un langage commun et des points de contact. En tout cas, quelle que soit notre origine ethnique, nous sommes tous Ukrainiens, car nous vivons dans le même pays. Et par conséquent, nous devons construire notre pays avec des efforts conjoints.

Comment voyez-vous l'avenir? Avez-vous des projets pour le futur proche?

Avant la guerre, j'avais de nombreux plans pour le développement de la communauté rrom locale, mais tous mes plans ont été perturbés par la guerre. Par conséquent, il est très difficile de planifier quoi que ce soit maintenant. Beaucoup de gens sont partis, et je ne sais pas qui reviendra et qui ne reviendra pas. Et je ne veux pas quitter mon pays. Je veux travailler sur des problèmes qui sont importants pour la société. J'espère donc que la région de Kherson sera libérée. Et même si c'est plutôt calme ici ces derniers temps, ce silence me fait plutôt peur. Et quand j'entends les bruits des tirs, je comprends que la ZSU [Forces armées de l'Ukraine], les nôtres, est quelque part à proximité.

Comment la guerre a-t-elle changé votre vie?

J'ai appris à apprécier ce que j'ai. Par exemple, le fait que je pouvais aller chez mes frères et rentrer à minuit. Ce n'était alors rien de spécial. Maintenant, le couvre-feu commence à 18 heures et je n'ai nulle part où aller, car la plupart des membres de ma famille sont partis.

16 JUIN 2022
Traduction Patrick Le Tréhondat

« IL Y A UN FORT ENGAGEMENT DE LA COMMUNAUTÉ RROM CONTRE L'AGRESSION RUSSE »

ENTRETIEN AVEC VIKTOR CHOVKA

Viktor Chovka est le fondateur et l'animateur du site RomaUA. Après des études universitaires, il travaille en 2013 comme journaliste et anime une émission consacrée aux Rroms sur la chaîne de télévision publique Tusa-1. En 2018, il présente une émission de télévision rom sur une chaîne locale 21. Depuis 2008, il a participé à diverses formations, écoles, séminaires pour les Rroms soutenus et organisés par la Fondation internationale Renaissance, l'OSCE, le Conseil de l'Europe, etc. Il est l'auteur de nombreux articles sur les Rroms notamment «L'éducation des enfants rroms en Europe» et «Les Rroms slovaques en Ukraine». . En 2020, il crée le site RomaUA. Il a bien voulu répondre à nos questions.

Tout d'abord, parlons de ta situation actuelle. Peux-tu nous dire oùtu vis actuellement et comment toi et la communauté rrom font face à la guerre?

Avant le début de la guerre, à savoir le 23 février, pour des raisons familiales, je suis allé à l'étranger dans l'un des pays européens, prévoyant d'y rester sept jours. Cependant, dès le lendemain, le 24 février, la guerre a commencé. Ce fut un grand choc pour nous tous, pour ma famille. Ma femme et ma fille étaient à Uzhhorod. Je me suis arrêté pour un séjour temporaire dans la ville de Košice, République slovaque. Ma famille s'y est installée en mars. Mais notre maison nous manquait vraiment, nos parents étaient à Uzhhorod, alors nous sommes rentrés chez nous en avril. Uzhhorod est le centre régional le plus important d'Ukraine, et la région de Transcarpathie est toujours considérée comme la région la plus sûre. À ce jour, un seul missile a frappé la Transcarpathie (près de la ville de Volovets). Cette situation a conduit un grand nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays, à migrer vers notre ville et notre région. Une grande partie d'entre eux sont des familles rroms des régions du nord-est et de l'est de l'Ukraine. Jusqu'à 1 000 personnes vivent à Uzhgorod (principalement venant des villes de Kharkiv, Lozova, Merefi, Mykolayiv et de l'oblast de Donetsk – Slovyansk, Kramatorsk, Zaporizhzhya, Kryvyy Rih et d'autres villes). Cependant, parfois, 2 à 3 fois par jour à Uzhgorod, il y a des alarmes de raid aérien, qui sont très perturbantes, surtout pour les enfants. Nous ressentons constamment une pression et la crainte pour notre sécurité, même si nous comprenons que la guerre est malgré tout loin de nous par rapport à d'autres régions. En outre, de nombreux Rroms servent désormais dans les forces armées ukrainiennes. Nous connaissons deux ou trois douzaines de Rroms rien qu'à Uzhgorod qui aujourd'hui combattent.

Peux-tu nous dire quelques mots sur la situation de la communauté rrom d'Ukraine? Son importance.

Aujourd'hui, la minorité nationale rrom est la plus discriminées en Europe, et en Ukraine elle est la

moins protégée et la plus défavorisée parmi les autres minorités nationales présentes. Selon le dernier recensement officiel effectué il y a plus de 20 ans, l'Ukraine comptait 47 587 Rroms, dont 14 000 en Transcarpathie. Aujourd'hui, des enquêtes font état de près de 300 000 à 400 000 personnes, selon différentes estimations. Bien sûr, dans des conditions de guerre et de grande migration, le nombre exact de Rroms restés en Ukraine est très difficile à estimer.

Avant le début de la guerre, c'est-à-dire au début de 2022, selon les ONG rroms, près de 100 000 Rroms vivaient sur le territoire de la Transcarpathie. Si nous examinons les données officielles des médecins, des éducateurs et de la police, ils estiment à 76 400 le nombre de Rroms, mais ces statistiques ne sont pas exactes, car de nombreux Rroms n'ont pas de passeport, ce qui rend difficile le calcul du nombre exact.

Les représentants de la minorité nationale rrom en Ukraine sont souvent confrontés à un certain nombre de problèmes similaires. Il s'agit notamment de l'absence de documents attestant de la citoyenneté ukrainienne ou du statut spécial d'une personne, ainsi que de documents attestant d'autres faits juridiques (enregistrement à l'état civil, droit de propriété, enregistrement du lieu de résidence, etc.). Il y a aussi les problèmes en matière d'éducation, d'emploi, de soins de santé et d'accès aux services sociaux. De même, il faut souligner le faible niveau de connaissance juridique des membres de la minorité nationale rrom et leur accès limité à l'assistance juridique, notamment gratuite, en raison de leur méconnaissance de leurs droits et surtout du manque de confiance dans les autorités.

Nous avons vu à RomaUA qu'il y avait un fort mouvement de solidarité et d'engagement contre l'agression russe dans la communauté rrom, en particulier une forte implication dans les forces armées. Nous avons également noté l'engagement des femmes rroms.

Le site de RomaUA est vraiment remarquable. Tous les jours, vous publiez notamment des témoignages, souvent très émouvants, de Rroms sur la guerre. Peux-tu nous en dire plus sur le fonctionnement et l'histoire du site? Comment travaillez-vous?

L'idée de créer notre propre source d'information, qui rendrait compte de la vie des Rroms en Ukraine et dans le monde, est née il y a quatre ou cinq ans. Notre équipe était déjà active à la télévision et à la radio, avec notamment la production de programmes télévisés pour et sur les Rroms d'Uzhgorod, tels que *Романо джівіпен* (La vie des Roms) et *Романо Лав* (La parole des Rroms).

Nous n'avions aucune expérience pour pouvoir créer notre propre agence d'information et d'analyse, que nous avons décidé d'appeler RomaUA. Nous nous sommes appuyés sur des sites similaires, qui fonctionnent déjà avec succès dans des pays européens (Slovaquie, République tchèque, Hongrie, Suède, Bulgarie, etc.). Ces médias rroms sont largement plus développés que le nôtre. Nous avons une petite équipe : moi-même (rédacteur en chef), Petro Gabrin (administrateur) et Sergiy Kostiv (support technique).

En fait, le site lui-même et son contenu lors du premier semestre après sa création ont été financés par des fonds personnels. Ensuite, nous avons reçu un soutien du Fonds international Renaissance de Kyiv.

Grâce à cela, nous avons créé notre propre réseau de contributeurs et de correspondants dans toute l'Ukraine que nous avons appelé EqualNet. Il se compose principalement de jeunes Rroms instruits et de militants pro-rroms.

Le site web de RomaUA est désormais presque entièrement consacré à une couverture approfondie

de l'agression russe contre l'Ukraine et de la situation des Rroms face à cette attaque. Nous nous concentrons sur les problèmes des Rroms qui migrent en raison de la guerre ; les difficultés rencontrées par les familles rroms ; les réflexions de Rroms témoins oculaires de crimes de guerre ; le soutien international aux communautés rroms en Ukraine et la situation des Rroms à l'étranger. Le premier mois de guerre, tout le monde était en état de choc et de dépression Il a donc été difficile d'assurer une bonne coordination de l'équipe du site. Aujourd'hui, nous nous sommes adaptés aux nouvelles réalités et travaillons sous différentes formes. Nous recevons des articles, des rapports, y compris des reportages vidéo. Nous enregistrons nos propres reportages avec nos téléphones. Nous accordons également une grande attention aux migrants rroms, dont le destin les a conduits dans notre région, la Transcarpathie.

La communauté rrom d'Ukraine participe activement à la défense de notre pays. Un grand nombre d'hommes rroms ont rejoint l'armée et sont devenus volontaires. Nous essayons d'en parler, même si nous nous rendons compte qu'ils ne sont pas toujours prêts à parler de leur expérience militaire. En outre, les femmes rroms qui ont la possibilité de voyager à l'étranger, notamment les militantes de la société civile rrom, participent activement à des activités de bénévolat et d'information à l'étranger.

26 JUILLET 2022

Propos recueillis par Patrick Le Tréhondat

RomaUA, un site rrom

Nous sommes une équipe de personnes partageant les mêmes idées qui animons ce site d'information pour une couverture objective et complète de la vie des communautés rroms en Ukraine, promouvant une attitude tolérante envers les représentants des minorités nationales, avec l'objectif de réduire la méfiance à leur égard et le « discours de haine » dans les médias.

Tous les articles, en dehors du dernier, publiés dans notre dossier ainsi que les photos proviennent du site RomaUA

Pour tout contact : romaua.agency@gmail.com

Z

LA PAROLE À BILKIS[1]

1. Білкіс. Groupe féministe d'« activistes intersectionnel trans-inclusif avec un agenda anticapitaliste », il a été créé en 2020 à Kyiv.
Les illustrations sont de Zhenya.

PAROLES FÉMINISTES

ENTRETIEN AVEC BILKIS, PROPOS RECUEILLIS PAR PATRICK LE TRÉHONDAT

Tout d'abord, parlons de la situation avant le 24 février. Pouvez-vous nous dire comment Bilkis s'est formé. Vous vous présentez comme un «groupe d'activistes intersectionnel trans-inclusif avec un agenda anticapitaliste». Comment articulez-vous ces dimensions politiques et sociales?

Bilkis a été créé il y a deux ans et demi par deux de nos membres à Kharkiv. L'activité a commencé par la tenue de conférences, l'organisation de manifestations de rue pour l'action internationale des seize jours d'actions actives contre la violence basée sur le genre, l'écriture de textes sur les thèmes de la violence basée sur le genre, les droits des femmes et des personnes homosexuelles, le concept de consentement et bien d'autres sujets, la publication d'histoires de femmes et de personnes homosexuelles qui ont souffert de la violence basée sur le genre et partagé leurs histoires, afin de rendre visible un sujet souvent réduit au silence. Il y a un an, nous avons élargi notre groupe et d'autres participantes nous ont rejointes, avec lesquelles nous avons également organisé des actions jusqu'à seize jours d'actions actives contre la violence sexiste: il s'agissait de la tenue de rassemblements et d'interventions dans la rue avec affichage, distribution de tracts, publication d'histoires personnelles que des femmes et des personnes homosexuelles ayant survécu à la violence ont également accepté de partager.

En février, nous avions prévu d'organiser les 5 et 6 mars un stage intensif de deux jours pour les adolescentes avec des conférences et des interactions. Avec cet événement, nous voulions construire la communication et renforcer la solidarité entre les filles. Mais, malheureusement, en raison de l'agression de la Russie, cet événement n'a pas eu lieu. De la même façon, la sortie d'un petit journal sur les troubles alimentaires, que nous avions également préparé en hiver et prévu de sortir au printemps, n'a pas pu voir le jour.

En raison des violentes attaques dans l'est de l'Ukraine, nos membres ont déménagé à Lviv et nous préparons actuellement de nombreux nouveaux projets intéressants, tout en fournissant une aide humanitaire aux personnes qui en ont besoin.

Plus spécifiquement, sur la question de la transphobie et de l'homophobie en Ukraine, pouvez-vous nous dire quelle est la situation en Ukraine et quelles sont vos activités sur ces questions?

La situation est un peu polaire. D'une part, dans cette guerre, les membres de la communauté LGBTQ+ ont le sentiment qu'ils et elles semblent avoir disparu des radars tout comme les difficultés auxquelles ils et elles étaient confronté·es avant la guerre. Désormais plus personne ne mène des actions de rue, des marches pour l'égalité. Dans l'ensemble des territoires occupés, c'est un désastre. Nous connaissons des cas où la police est venue dans les maisons, rien qu'à la recherche de quelques journaux… pour commencer. Les représentants des LGBTQ+ ne sont pas des surhumains – ce sont des gens ordinaires, des étudiants, des travailleurs, pour eux, c'est une situation très stressante. Cela est fortement influencé par le niveau de vie de ces personnes.

Il y a aussi des endroits où les attaques de l'ennemi ont détruit des locaux où se trouvaient des centres communautaires. De plus, il y a la peur d'écrire des posts, des centaines de messages sont supprimés pour que l'on ne retrouve pas leurs auteur·trices car c'est dangereux. Maintenant, l'attention portée au problème de la persécution des LGBT est beaucoup moins importante, car le pays se noie dans un problème mondial, donc, bien sûr, le sujet s'est un peu oublié. Quelqu'un [de la communauté LGBTQ+] avait des parents dans le Donbass qui ont dû se faire discrets, devenir aussi gris que la plupart des gens et cesser d'exister en tant que personnes. En Ukraine, les personnes LGBTQ+ n'ont pas encore tous les droits (par exemple, il est impossible de se marier, il est impossible d'avoir des enfants), mais les militant·es y travaillent. Notre organisation a fourni une aide financière aux représentants LGBTQ+. Mais d'un autre côté, il y a des évènements heureux. Par exemple, à Berlin cette année, pour la première fois, la communauté ukrainienne LGBTQ+ a été active, malgré toutes les difficultés qui ont été provoquées par cette guerre. La communauté LGBTQ+ est devenue plus visible dans les marches de la fierté qui ont eu lieu dans d'autres pays. Certaines pages sur les réseaux sociaux – Instagram font état de messages sur les personnes LGBTQ+ qui sont au front. La Russie utilise également les LGBTQ+ dans sa propagande. Il y a souvent des «informations» sur leurs combats contre des homosexuels nazis à Marioupol et on montre des magazines gays qu'ils auraient trouvés avec des croix gammées, et ils concluent: «Ce n'est pas pour rien que nous tuons les Ukrainiens.»

Enfin, pouvez-vous nous dire quelques mots sur le paysage du mouvement féministe en Ukraine, ses groupes, son histoire?

Malheureusement, nous ne sommes pas des expertes en la matière, nous allons donc dire ce que nous savons, mais c'est loin d'être un tableau complet du mouvement féministe en Ukraine.

Ces dernières années, le féminisme en Ukraine est devenu un mouvement politique de plus en plus populaire et de plus en plus puissant. Il existe des groupes féministes aux orientations très différentes – de l'extrême gauche à la droite modérée, des activistes queers aux groupes transexclusifs. Le mouvement féministe en général est représenté par diverses organisations, mais il existe aussi des initiatives populaires non officiellement enregistrées, ce qui est notre cas.

Avant le début de la guerre à grande échelle de la Russie contre l'Ukraine, la majeure partie de l'ensemble du mouvement des femmes était engagée dans des activités éducatives, de défense des droits des femmes, de construction et de développement du mouvement en Ukraine. Cependant, depuis le 24 février, un grand nombre d'organisations ont changé leurs activités pour surmonter les conséquences de la guerre, pour aider les femmes qui souffrent de la guerre.

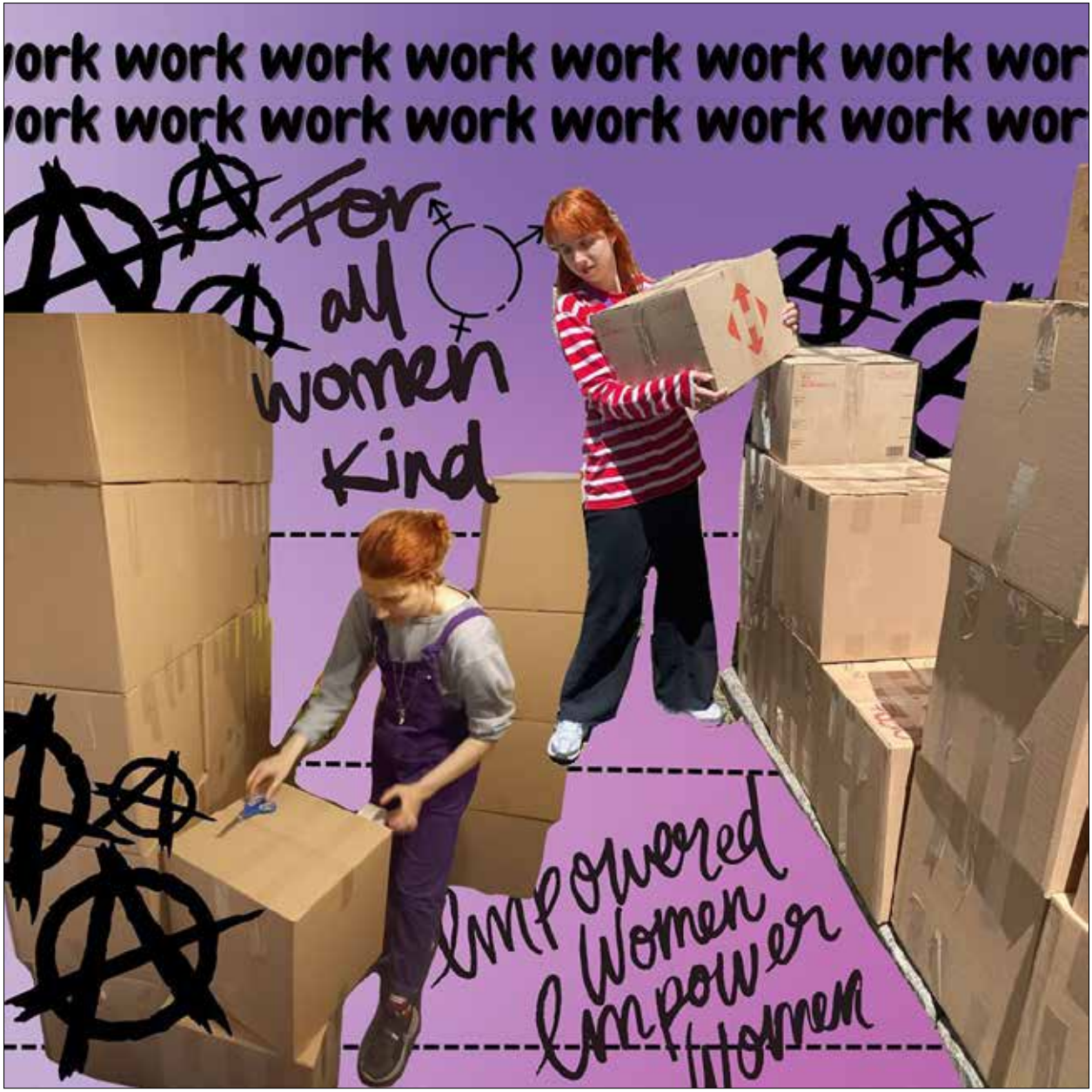
Avez-vous des relations avec d'autres groupes féministes et notamment à l'étranger?

Actuellement, en Ukraine, nous entretenons des relations avec l'organisation l'Atelier féministe[1], ainsi qu'avec des militantes féministes de Kharkiv et de Dnipro.

En ce qui concerne l'étranger, nous n'entretenons pas de relations étroites ou de contacts constants avec un quelconque groupe, mais de temps à autre, des représentantes du mouvement féministe de différents

1. Voir «La parole à l'Atelier féministe», dans *Soutien à l'Ukraine résistante,* n° 9 et dans le présent volume.

Nite
for
WoMeN
ZipeloR


work work work work work work work wor
work work work work work work work wor
For all women kind
Empowered Women Empower Women

pays nous écrivent, désireuses d'en savoir plus sur nos activités. Nous avons reçu également à plusieurs reprises des dons venant d'initiatives ou d'organisations européennes de gauche. Nos membres ont également participé à des réunions féministes en ligne avec des féministes du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine et ont participé à la rédaction d'un manifeste des féministes ukrainiennes.

Une question plus personnelle : quelles autrices vous ont inspirées ?

LISA : J'ai été personnellement inspirée par des artistes qui, à travers leur travail, montrent les conditions dans lesquelles se trouvent les femmes et comment elles luttent. Parmi elles, Marina Abramovitch, Ada Rybachuk, Teodozija Bryzh. Pour moi, ce n'est pas une histoire d'inspiration, mais de la réalité que vous voyez et que vous voulez changer.

IVANKA : Je ne veux pas que mes amis meurent, même si depuis le début de la guerre j'ai peu de contacts avec eux et elles, il y en a beaucoup qui sont dans d'autres pays, mais le pouvoir de l'amitié est plus fort et reste en moi. J'étouffe, tout en ayant la force de m'adapter, de résister au stress et de préserver mon esprit. Je ne comprenais pas comment on m'avait donné à vivre, mais là j'ai tout perdu. Dans la vie, j'essaie de travailler comme une *visnovka*, je m'accroche même si j'ai moins d'espoir que l'Ukraine vaincra les occupants russes !

ZHENYA : Je n'ai pas été inspirée par des penseuses, mais par des exemples de véritables militantes de base qui parlent honnêtement de la position des femmes dans un monde patriarcal et capitaliste, qui organisent des rassemblements et des conférences sur les thèmes de la lutte contre la violence sexiste, des droits des femmes et des personnes homosexuelles, de la résistance à l'hétéronormativité et autres. Je suis inspirée par les femmes et les personnes homosexuelles qui déclarent ouvertement leur position politique, parlent d'expériences traumatisantes et défendent courageusement leurs droits, même si la société tout entière les condamne. Très souvent, je réfléchis à l'expérience de notre initiative et à ce que Bilkis a réussi à faire au cours de ses années d'existence et cela m'inspire.

YANA : Il n'y a pas d'autrices spécifiques qui m'inspirent. Cependant, j'ai toujours été inspirée par l'une ou l'autre des pensées de diverses autrices, qui ont trait aux questions de justice, de liberté et d'égalité. C'est une source d'inspiration de parler de questions politiques et éthiques dans mon cercle de collègues et des amies, de réfléchir ensemble à de grandes questions. Je suis également inspiré par les personnes qui m'entourent, qui sont tout autant aussi idéologiques que possible que profondément dévouées au travail qu'elles font.

Venons-en à la période qui a suivi le 24 février. Comment avez-vous vécu l'invasion des chars russes et l'agression impérialiste ?

LISA : J'ai vécu l'invasion de la Russie à Kyiv, restant seule à la maison et ne sachant pas quoi faire – mon ami, avec qui j'ai vécu pendant six ans, m'a laissée seule dans l'appartement le matin du 24 février. Mes autres ami·es ont pris soin de moi et m'ont aidée à quitter Kyiv pour me rendre dans une autre ville chez mes proches ; nous avons roulé pendant dix-sept heures, alors que le trajet dure habituellement cinq heures. J'ai passé trois mois dans une ville avec mes proches, dans l'ouest de l'Ukraine – qui a également été bombardée, j'ai entendu des explosions et vu un incendie. Je suis originaire de Crimée, c'est donc la deuxième fois que je perds ma maison et ma vie à cause de l'agression russe et des Russes.

ZHENYA : Je me suis réveillée tôt le matin à Kharkiv à cause du bruit des bombes, j'ai appelé mon père, qui avait une voiture et pouvait nous emmener, moi et mes ami·es, de Kharkiv à Poltava (ma ville natale) ; de là nous avions prévu de partir pour Lviv, et plus tard pour l'Allemagne. J'ai passé les deux premiers mois de la guerre en Allemagne, à Potsdam. J'ai participé à des manifestations où l'on demandait au gouvernement allemand d'imposer un embargo sur le pétrole et le gaz en provenance de Russie et de fournir des armes à l'Ukraine. Avec mes ami·es, nous avons également imprimé des tracts et les avons distribués lors de ces manifestations. Cependant, je me sentais hors contexte et j'avais vraiment envie de retourner en Ukraine, car je comprenais qu'ici je pourrais apporter une aide plus importante et significative, par exemple, face à la crise humanitaire qui s'est produite en raison de l'agression russe. En général, au sujet de tous mes souvenirs de la période qui s'est écoulée depuis le début de la guerre à grande échelle, j'ai l'impression qu'il s'agit d'une sorte de cauchemar, et mes souvenirs sont enveloppés de brouillard. Je n'ai pas senti l'arrivée du printemps et de l'été, c'est comme si je vivais encore en février.

YANA : Le 24 février, à 5 heures du matin, je me suis réveillée à cause du bruit des explosions. Le 23 février, j'avais fêté mon 23e anniversaire. J'ai immédiatement pris la décision de quitter la ville – Kharkiv, et après presque une semaine, nous nous sommes arrivé·es à Lviv avec mes ami·es. Nous avons passé presque une journée dans le train, qui prend habituellement douze heures. Puis il nous a fallu seize heures pour aller de Lviv à Przemysl : en temps normal, cela prend trois heures. Je suis allée en Allemagne pendant deux mois, mais je suis revenue en Ukraine parce que je ressentais le besoin d'être ici. Ma principale douleur durant cette guerre, outre la douleur générale, est que ma famille – mère, grand-mère et sœur de 11 ans – vit sous occupation dans la région de Kharkiv depuis le 27 février et jusqu'à ce jour. Il n'y a pas de connexion, pas d'Internet. Je parle à ma mère environ une fois par mois, et je vis d'appel en appel. L'inquiétude constante pour la vie et la santé de mes proches a un fort impact sur ma santé mentale. Chaque fois que je pense au fait que dans mon pays, il y a eu une guerre à l'est pendant huit ans, et depuis six mois une guerre à grande échelle, je ressens un fort sentiment d'irréalisation. Je n'arrive pas à croire que cela soit possible et que cela se passe ici et maintenant.

IVANKA : Je viens du Donbass, c'est la deuxième guerre que je connais dans ma vie. Lors de la première, j'ai couru à Kharkiv, lors de la seconde à Lviv. Le 23 février, j'ai eu l'un des jours les plus heureux de ma vie, j'ai senti que l'hiver se terminait, et avec lui mon cycle dépressif de vie. Le 24 février, je me suis réveillée après l'appel d'un ami qui s'inquiétait pour ma sécurité, et pendant plusieurs heures, mon psychisme a refusé d'accepter la réalité comme la vérité ; je pensais que tout cela était un rêve. J'ai passé les premiers jours de la guerre à Kharkiv, puis j'ai attendu le train pendant de nombreuses heures dans le froid et j'ai été évacuée à Lviv, où je vis encore aujourd'hui.

Comment la guerre a modifié les activités de Bilkis et plus largement quelle est votre analyse sur cette agression d'un point de vue féministe, notamment parce que l'on sait que les femmes sont victimes de violences particulières dans le conflit (viols, exil, précarité sociale…).

n help humanitarian help humanitarian help humanitarian help humanitari
an help humanitarian help humanitarian help humanitarian help humanitarian he

Bilkis a changé son registre d'activités pour répondre aux besoins de la population ukrainienne. L'essentiel pour les Ukrainien·nes qui ont tout perdu était de leur fournir un abri, de la nourriture et des médicaments. L'activité éducative que nous menions à Bilkis a été mise en veilleuse afin de répondre aux besoins humains fondamentaux du moment, dont le volume a atteint une ampleur incroyable en raison de la destruction de notre peuple par la Russie.

Le cœur des Ukrainien·nes est plein d'une grande douleur, précisément à cause de la souffrance des femmes et des enfants – que les Russes apportent sur notre terre. L'agression de la Russie nous a montré l'ampleur horrifiante de la violence dont les hommes russes sont capables et la vulnérabilité des femmes et des enfants ukrainien·nes face à l'agresseur. D'un point de vue féministe, sachant les crimes commis contre les femmes – nous comprenons clairement une chose, nous avons besoin d'une protection encore plus grande des femmes, et pour notre protection : il nous faut des armes. La Russie et les Russes sont des criminels absolus qui doivent être punis pour les crimes contre notre peuple, contre nos femmes et nos enfants.

Sur votre page Facebook, vous dites « Nous avions notre propre projet pour financer la communauté LGBTQ+, fournir une aide humanitaire aux mères avec enfants, aux femmes âgées ». Comment cela s'est-il traduit concrètement ?

Nous nous sommes engagées dans l'aide humanitaire. Nous avons accepté des demandes venues de connaissances et de connaissances de connaissances. Nous avons publié des posts et des formulaires pour les personnes dans le besoin, nous avons aidé un peu avec de l'argent que nous avions pour l'évacuation des personnes fuyant la guerre et pour trouver un transport ou un logement pour les familles qui en avaient besoin. Tous les dons et subventions ont été dépensés dans l'humanitaire. Nous avons pu traiter environ 700 demandes, c'est-à-dire aider environ 700 familles. L'un des défis que nous avons dû affronter est le nombre de demandes, c'était plus que ce que nous pouvons physiquement et financièrement gérer.

Oups… j'ai oublié de te demander pourquoi ce nom de Bilkis, que signifie-t-il ?

Nous avons longtemps réfléchi à choisir un nom et nous avons décidé d'utiliser le nom de *Bilkis* – la reine de Saba, décrite dans la mythologie musulmane comme la déesse de l'amour et de tous les pauvres, une demi-démon, une sorcière. Dans la série télévisée *American Gods,* Neil Gaiman la dépeint comme une travailleuse du sexe qui mange les hommes par le vagin après un rapport sexuel. Nous avons trouvé cette histoire symbolique et intéressante et nous avons pris le nom de cette déesse pour notre groupe.

30 JUILLET 2022

Propos recueillis par Patrick Le Tréhondat

CARNET DE BORD D'ACTIVITÉS

Nous avons trouvé le temps de faire une petite pause, et en ce moment de vous écrire un post sur nos activités en mars-juin 2022, c'est-à-dire du début de la guerre jusqu'à aujourd'hui.

Dès les premières semaines de la guerre, nos membres ont commencé à s'engager dans l'aide humanitaire. Aussi, en mars et avril, nous avons un peu aidé à financer les évacuations et la recherche de moyens de

transport ou de logement pour les familles dans le besoin. Au cours de ces quatre mois, nous avons reçu plusieurs aides ainsi que des dons – tous dépensés pour une cause humanitaire.

Nous avions notre propre projet pour aider la communauté LGBTQ+, fournir une aide humanitaire aux mamans avec enfants, aux femmes âgées, envoyer également des médicaments et des colis de nourriture aux personnes handicapées et/ou aux malades chroniques, et à leur demande, envoyer des médicaments à Kharkiv, où notre camarade les a distribués aux femmes.

Pendant notre séjour à Lviv, nous avons envoyé des colis à l'est et au centre de l'Ukraine. Le plus souvent, c'était à Dnipro et Kropyvnytsky, car c'est là que beaucoup de gens des régions de Donetsk et Louhansk ont été évacués.

Pendant cette période, nous avons pu traiter environ 700 demandes, soit aider environ 700 familles. Notre équipe comptait à l'origine cinq membres et quatre le mois dernier, donc nous pensons que c'est beaucoup pour notre petite équipe !

Comment avons-nous aidé ? Médecine et équipement médical ; kits alimentaires ; des produits d'hygiène et produits ménagers ; couches pour enfants et adultes ; nourriture pour bébé… Malheureusement, il y a plus de demandes que nous ne pouvons traiter matériellement et financièrement. Mais tout ce temps, nous avons travaillé au maximum et nous avons toujours essayé d'optimiser le processus afin de pouvoir aider celles et ceux que nous pouvons le plus rapidement et efficacement possible.

À ce stade, nous continuons de livrer à l'aide humanitaire, mais à une échelle plus réduite. Premièrement, à cause des finances, il nous en reste peu actuellement ; deuxièmement, à cause de l'épuisement. Un tel travail demande beaucoup d'énergie, alors maintenant nous essayons de combiner nos activités dans d'autres directions qui nous donnent force et inspiration.

Nous sommes tellement reconnaissantes à toutes celle tous ceux qui ont fait un don ; votre contribution a rendu toute cette aide possible !

28 JUILLET 2022

Hier, nous avons envoyé 16 colis à la ville de Chuguyiv, dans la région de Kharkiv. La semaine dernière, une femme nous a écrit pour nous demander de l'aide et nous a dit qu'elle et 15 autres personnes vivent, presque tout le temps, ensemble dans le sous-sol de leur maison En une semaine nous avons récolté seize colis : chacun pèse environ 20 kg.

Nous y avons mis des produits alimentaires, des produits d'hygiène, des produits ménagers et des médicaments. Cette fois-ci, nous avons eu l'aide d'autres militantes qui nous ont aidés à charger et à déplacer des colis de notre entrepôt au bureau de poste. Ce dont nous leur sommes très reconnaissantes. Les colis sont toujours en route, mais nous espérons vraiment qu'ils arriveront le plus tôt possible et que les habitant·es de Chuguyiv recevront de l'aide dès que possible

Traductions Patrick Le Tréhondat

Pour tout contact : fem.bilkis@gmail.com

Page Facebook de Bilkis

Compte Instagram de Bilkis

Pour soutenir Bilkis, même les petits dons sont importants :

Compte : UA683220010000026200328957771

Bénéficiaire : Kutsenko Yana

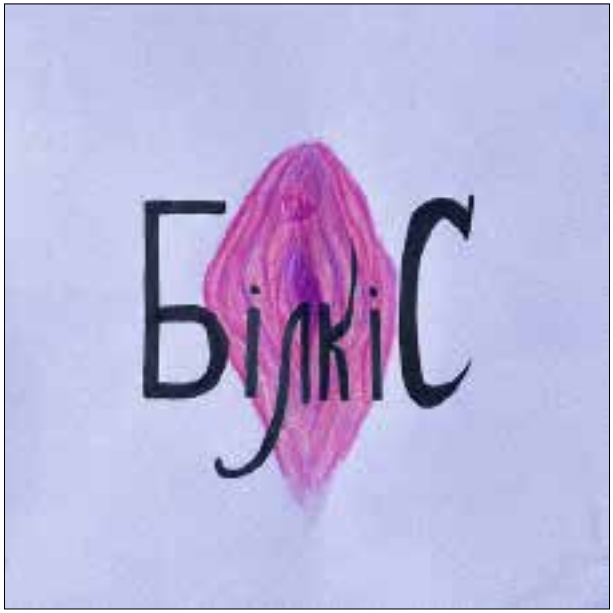
Banque : JSC UNIVERSAL BANK

Code Swift : UNJSUAUKXXX

ЗВІТ
BIKIS
З ЛЮБОВ'Ю
від Білкіс
МИРУ ТА ПЕРЕМОГИ
НАШІЙ УКРАЇНІ

EQUALITY
Empowered
Women
Empower
Women
Stay
Queer
WOMEN
FOR
WOMEN
for
WOMEN

QUEER
FEMINISM


БілкіС

дуже дякуємо вам, турботливі і сильні феї
16:00
Переслане повідомлення
від
Savex
RIO
16:00
GIRL
POWER

LA PAROLE À L'ATELIER FÉMINISTE[1]

1. Notre premier dossier « La parole à l'Atelier féministe », dans *L'Ukraine résistante,* n° 9, 30 juin 2022.

UKRAINE, GUERRE, FÉMINISME

«Féministes et la guerre» est une série de conversations informelles entre féministes recueillies par l'Atelier féministe. Les témoignages et les réflexions de femmes qui ont participé à des mouvements sociaux avant et pendant l'invasion russe sont aussi importants que les rapports sur les grandes décisions politiques.
Yosh, responsable de l'Atelier féministe, vivait à Lviv jusqu'au 24 février. Yosh a été contrainte de fuir l'Ukraine déchirée par la guerre pour se réfugier à Berlin.
Maryna Usmanova est à la tête de l'ONG Different, féministe et ouverte aux LGBT, elle vivait à Kherson. Sa maison est maintenant temporairement occupée par l'armée russe. En raison du risque d'être capturée et d'atteinte à son intégrité physique, elle a également été contrainte de déménager à Berlin.
Anna Sharigina est directrice de programme de l'ONG féministe Sphere et cofondatrice de l'ONG LGBTQ+ Kyivpride. Anna vit à Kharkiv, une ville située à la frontière entre l'Ukraine et la Russie.

LE MILITANTISME AVANT L'INVASION RUSSE

YOSH: Je voulais vous dire à quoi ressemblait ma journée type avant la guerre. Il semble que j'avais réussi à trouver le rythme de vie qui me permettait de travailler et d'éviter l'épuisement. Je faisais beaucoup de promenades. Je vivais près du parc dans les conditions confortables de Lviv. Je vis à Lviv depuis presque dix ans. Avant cela, j'avais vécu à Kharkiv. Et j'ai beaucoup aimé vivre à Lviv : je trouvais mon environnement confortable, la ville, certains rituels quotidiens… Jusqu'à récemment, j'ai travaillé, peut-être quatre heures par jour. J'ai également consacré beaucoup d'efforts à la recherche d'un nouvel emploi, à la création de nouvelles perspectives et à la préparation du transfert de la responsabilité de l'Atelier féministe à la nouvelle équipe. Voilà, pour résumer, à quoi ressemblait ma vie d'avant-guerre. Et la vôtre ?

MARYNA: Eh bien, j'avais beaucoup de travail avant la guerre. Au contraire, j'étais surmenée car nous étions responsables d'un tas de projets. Chez nous, il y avait beaucoup d'activités. On s'est trouvé un tout nouveau bureau au centre-ville. J'ai remarqué que notre collectif avait beaucoup grandi. Je veux dire que de nouvelles personnes nous avaient rejointes, et nous nous avons progressé en tant que professionnelles, entre collègues, militantes. Nous avions beaucoup de travail. Je vois maintenant que nous étions heureuses à l'époque, car nous faisions beaucoup de choses. Nous avions de grands projets, nous ne pouvions pas suivre tout ce que nous voulions. Notre seul problème était le surmenage.

J'ai travaillé très dur, et j'ai peut-être eu de la chance, j'ai fait une dépression nerveuse à cause du travail. J'ai commencé à prendre des antidépresseurs et des médicaments contre l'anxiété. Au début de la guerre, j'en prenais aussi. J'ai eu beaucoup de chance – sans eux, cela aurait été probablement beaucoup plus difficile. J'étais donc déjà dans une sorte d'état catatonique. Je prenais déjà des médicaments… C'est pourquoi le début de la guerre ne m'a

pas tant affectée… Ce n'était pas aussi stressant que cela aurait pu l'être.

Ma vie était remplie de travail. Je ne peux pas dire que tout s'est terminé de façon radicale. À l'époque, je ne savais pas quand j'allais tout reprendre. Le fait est que, maintenant, je n'ai pas la moindre idée de ce que je devrais faire. Je suppose que mon état précédent, bien que difficile, était plus confortable pour moi.

ANNA: Je peux dire que j'ai une expérience similaire à la tienne, Yosh. J'ai subi une sorte de burnout – c'est ainsi que je l'exprime. J'étais épuisée et insatisfaite de l'argent que je recevais du militantisme. Je pensais que par rapport à 2021, en 2022 je travaillerais plus et recevrais moins d'argent. Ce n'est pas que j'avais l'intention d'abandonner le militantisme. Cependant, j'envisageais aussi d'autres opportunités… Je me suis sentie mieux après être allée aux Pays-Bas. Nous y étions avec ma collègue. Nous étions là pour le projet d'Amnesty International. Et c'était vraiment intéressant. J'aime voir comment nos collègues européennes travaillent – elles nous soutiennent vraiment et sont ouvertes d'esprit.

Cependant, à l'approche de la guerre, je suis revenue à mon état de «limace». Je n'avais envie de rien faire. Il semblait que malgré la quantité de travail accompli, cela ne devenait pas plus facile, ni meilleur… Et toute cette pression à laquelle nous étions confrontées… Mais nous avons continué à élaborer des plans, nous avions de grands projets pour mars. Bien sûr, nous avions prévu la Kharkiv Pride. Mais je n'avais plus d'énergie. Vous savez, je suis d'accord, contrairement à cette période, j'ai plus d'énergie maintenant, mais plus de travail aussi. C'est comme ça.

À PROPOS DU SENTIMENT DE DANGER

YOSH: D'un côté, j'ai peur d'écrire aux gens de Kharkiv. J'ai des dizaines de contacts là-bas, des connaissances, des personnes dont je suis proche. J'ai peur de leur envoyer des SMS, car j'ai peur d'apprendre que quelque chose leur est arrivé, à elles ou à leurs proches.

ANNA: Eh bien, contrairement à Kherson, Kharkiv n'a en aucun cas été occupée. Oui, nous sommes bombardé·es, mais il semble qu'après la deuxième bombe, ce genre d'explosion qui fait trembler toute la maison, vous avez l'illusion d'être… sous un dôme. Ma partenaire et moi avons des stratégies différentes : J'ai une casquette imaginaire d'invisibilité, et elle a une couverture en plastique pour micro-ondes qu'elle met sur la nourriture. C'est vraiment dur pour moi. Je suis sûre que vous pouvez être prête à faire le travail. Vous pouvez exister dans ces conditions, vous pouvez travailler et vivre. Mais cela ne rend pas ces conditions plus faciles. Nous sommes toujours sous pression.

En attendant, je pense que nous, en tant que personnes, notre organisation, nous sommes habituées à travailler sous pression. Et cela nous aide à supporter la pression maintenant. C'est mon impression personnelle. J'avais un syndrome de stress post-traumatique, et j'ai travaillé avec un psychologue avant la guerre, et lentement j'ai commencé à me rétablir. Et cette retraumatisation qui se produit maintenant est également difficile, mais j'étais passée par cette étape avant, bien que sous une forme plus légère. Je continue à travailler même quand je suis traumatisée.

YOSH: C'était lié à l'activisme ? Ton traumatisme…

ANNA: Oui, exactement. Je vais vous donner un exemple. Il y a eu de violentes agressions physiques

pendant que je travaillais à la Kyiv Pride. Puis vint la Kharkiv Pride, avec également des agressions physiques. Quelque temps après la Pride, et avant la Pride aussi, j'étais habituée à prendre certaines mesures de sécurité. À savoir où s'enfuir, regarder autour de soi à la recherche d'endroits sûrs, toujours avoir un spray au poivre, etc. Ou être prête… à être violemment battue. Et donc, j'étais toujours… ou pendant six mois qui incluaient la Pride et nos activités de mars… j'étais toujours prête à ce qu'à tout moment ils puissent se montrer et m'attaquer.

J'avais peur pour moi, ma partenaire et mon fils. Et maintenant, je ressens la même chose. Quand je quitte la maison, c'est ce que je me dis : « Si j'entends une explosion, je dois me coucher. » Lorsque je conduis, je regarde toujours où je peux garer la voiture ou rouler plus vite. Cela m'affecte : il est difficile de se lever le matin, de se forcer à sortir de la maison, etc. Mais au moins, je sais que cet état ne me tuera pas. Je peux mourir d'une bombe ou d'un bombardement, mais pas de cet état d'abattement.

YOSH : Jusqu'à la fin, je ne pouvais pas croire que la guerre allait arriver, et quand on me le demandait, je niais sa possibilité même. Beaucoup de gens autour de nous se préparaient à la guerre, et élaboraient des plans. Je n'ai fait aucun plan et, dès le premier jour de la guerre, j'ai fui l'Ukraine dès la deuxième nuit de la guerre. Ce seul jour a suffi pour comprendre que je ne pourrais pas travailler dans ces conditions. Mon niveau d'anxiété était intolérable. En même temps, j'ai senti que je n'avais pas d'autre choix que de travailler à l'organisation de l'Atelier féministe et d'aider mon équipe à couvrir financièrement nos activités… La situation était la suivante : presque tous mes collègues cherchaient un nouvel emploi, car notre budget était épuisé. Et le premier jour de la guerre, nous sommes toutes venues au bureau, nous avons tenu une réunion pour nous soutenir moralement, et pour comprendre qui fait quoi, qui planifie quoi. Et tout le monde voulait se porter volontaire, faire quelque chose. J'ai compris que ma mission consistait à collecter des fonds et à assurer la coordination stratégique des activités. Et c'était le moment de demander un soutien international. S'il y a déjà suffisamment de personnes prêtes à travailler sur le terrain, je dois leur fournir les ressources nécessaires pour un travail à long terme. Mais je ne pouvais pas le faire à cause de l'anxiété et de la pression élevées. Au milieu des sirènes de raids aériens qui, à Lviv, peuvent être entendues plusieurs fois par jour il faut se concentrer sur la façon de paraître convaincante pour les partenaires internationaux, les donateurs.

Et il s'avère que j'avais raison. Ma décision de quitter l'Ukraine a été spontanée. Mais je vois maintenant que dans la communication internationale, on hésite souvent à engager des femmes ukrainiennes, car elles ont l'air trop émotives, traumatisées, peu convaincantes, même pour la communauté féministe.

C'est pourquoi vous devez avoir ça l'esprit : ces nouvelles conditions de travail et la situation globale, comment vous êtes perçue, et essayer de vous calmer. Bien qu'une autre chose m'ait touchée de près : je n'ai pas eu d'attaques. Enfin presque.

Mais j'ai une autre expérience d'avant-guerre : six mois plus tôt, j'ai commencé à vivre dans mon propre appartement. Et c'est intéressant, ce niveau de confort plus élevé était ambigu pour moi. Je sentais la menace d'agresseurs potentiels, et de ceux qui pouvaient me cibler en tant que militante féministe, qui pouvaient trouver mon adresse. Mais la changer était plus difficile avec un appartement loué. Et c'était l'une des raisons pour lesquelles je n'avais pas assez de ressources pour assurer ma sécurité. C'est

aussi l'une des raisons pour lesquelles j'ai pensé à changer d'activité.

KHERSON ET L'OCCUPATION

MARYNA : Pour ce qui est de l'appartement, j'ai aussi quelque chose à ajouter : notre organisation est enregistrée à la même adresse que ma maison à Kherson. Donc vous pouvez le googeliser… Vous avez compris, non ? Les activistes essaient d'éviter d'être vus aux adresses où ils sont enregistrés. Tous ces types armés arrivent – et les gens disparaissent.

Je ne croyais pas du tout qu'une guerre se préparait, mais quand même, nous avions un accord, nous en discutions en famille, nous élaborions nos plans «juste au cas où». Donc, nous le savions tous et toutes : si nous entendons la première explosion, nous quittons la ville. Et nous étions sûr·es que cela n'arriverait pas. J'ai dit alors : d'abord ils passeront par Chonhar, puis par autre chose, et ainsi nous arriverons à tout faire à temps. En fait, le 24 février, nous avons entendu les premières explosions à Kherson. Le fait que nous en ayons déjà parlé nous a aidés, car nous sommes parti·es immédiatement avec un collègue et deux autres familles.

Pour répondre à la question de savoir à quoi ressemble ma journée maintenant… Je parle avec ma mère, qui est restée avec mon père à Kherson sous occupation. Je parle avec mes collègues. Deux de mes collègues qui sont restés dans la ville, pour ainsi dire, à cause des chats. Ils sont toujours là, et nous cherchons toujours des possibilités de les faire sortir. Aujourd'hui, nous avons parlé pour la énième fois. Il est vraiment difficile d'évacuer les gens. C'est littéralement comme ça : quelqu'un a laissé sa voiture, puis il dit où sont les clés. Récemment, une femme a dit où elle avait laissé sa voiture et ses clés. Elle nous a demandé de trouver quelqu'un qui puisse conduire et faire sortir les gens. Les gens partent à leurs risques et périls car ils ont beaucoup de problèmes : il y a ceux qui sont sortis après avoir été captifs…

Les checkpoints d'occupation russes… Ils ne laissent pas sortir les gens. Les Ukrainiens laissent entrer tout le monde, sans problème. Et ils ne laissent pas les gens sortir, et parfois ils le font, mais il n'y a aucune garantie. Et parfois les Russes tirent, vous comprenez ? Quelque part, par exemple, la route est plus ou moins dégagée, et la rumeur dit qu'on peut sortir par là. Et donc vous y allez. Dix voitures peuvent passer, et puis quelqu'un se fait tirer dessus, quelqu'un se fait arrêter. C'est comme ça que ça se passe. Mais je cherche aussi des ressources, je cherche comment utiliser ces ressources d'une manière plus ou moins claire pour les donateurs, et utile pour les Khersoniens. Parce que nous, moi personnellement, nous nous concentrons sur Kherson maintenant.

YOSH : Qu'en est-il de la communication ? Y a-t-il des problèmes ? Êtes-vous en contact avec vos proches ?

MARYNA : Oui, nous sommes en contact via Viber, Telegram, des appels vidéo… Mais les routes sont bloquées… On ne peut pas sortir. Les gens essaient de chercher d'autres options – sortir par les transports maritimes, mais ils commencent à tirer sur les bateaux. Je connais des gens qui ont essayé de quitter la ville. Avant cela, ils étaient arrêtés pendant un jour ou deux, interrogés, torturés…

L'ACTIVISME DES FÉMINISTES EST-IL AUJOURD'HUI FÉMINISTE EN UKRAINE ?

YOSH : Il me semble qu'il y a un changement majeur dans la société, et maintenant, je suppose qu'il est juste de dire que tout le monde est engagé dans cette sorte d'activisme : nous communiquons avec nos

proches, beaucoup de gens essaient de les évacuer, de les convaincre… J'ai passé un certain temps à essayer de convaincre mes parents de fuir cette région dangereuse. Mais j'ai arrêté de le faire, ils ne veulent pas partir. Et il semble qu'ils soient en sécurité là-bas maintenant. À votre avis, est-ce du militantisme féministe pour vous ? Où est le féminisme dans tout cela ? Y a-t-il quelque chose que nous pouvons étiqueter comme une approche féministe ou non ? Ou, quand il s'agit de survie, ce genre de choses perd de leur sens.

MARYNA : Eh bien, je ne sais pas, mais tout ici est une approche féministe pour moi.

ANNA : Eh bien, je ne sais pas si c'est féministe ou non… Mais je suis sûre à 100 % que ce n'était pas du tout mon rêve de le faire. Et je ne suis pas intéressée. Je sais que ce n'est pas le moment de choisir ce qui est intéressant et ce qui ne l'est pas.

Je veux dire, maintenant, on ne mange pas toujours quand on en a envie… Il faut manger, quand le moment est venu, on le fait. Avant, par exemple, je pouvais gagner du temps en ne cuisinant pas et en commandant des plats à emporter. Mais maintenant, je ne peux plus commander de plats à emporter. Alors maintenant, je dois passer du temps à cuisiner et tout le reste. Mais je ne pense pas que cela puisse être considéré comme de l'activisme féministe. C'est plutôt une activité attribuée aux femmes… Et je n'aime pas ça.

LA VISIBILITÉ DES FEMMES ET DES HOMMES PENDANT UNE GUERRE DE GRANDE AMPLEUR

ANNA : Le système militaire tourne toujours autour des hommes. Je parle souvent avec des femmes, et elles disent qu'elles ont aussi l'impression qu'il y a trop d'hommes. Des hommes se battant à la guerre, des hommes parlant de la guerre, des hommes faisant des commentaires sur les actions militaires. Des hommes s'approvisionnant en armes et autres. On voit donc des hommes partout, mais les femmes sont à peine visibles. Et les femmes sont automatiquement remises à la place où elles se trouvaient auparavant – effectuant un travail reproductif invisible, qui n'est pas intéressant et n'a jamais été considéré comme un exploit ou un acte d'héroïsme. Cela m'agace au plus haut point. Mais pour le moment je n'en parle pas, je pense vraiment que je dois l'endurer. Maintenant, dans une situation comme celle-ci, pour le bien de la patrie… nous devons… rester silencieuses, je dirais. Je suis prête à faire ce travail et à rester silencieuse pendant un certain temps. Je ne sais pas combien je peux l'endurer. J'ai écrit un post Facebook sur le type d'une organisation de droite radicale basée à Kharkiv qui était assez agressif. Il est mort au front. Pour moi, c'était un post sur les sentiments et sur le choc, le choc émotionnel. Et sur le fait d'être humain… Et tout le monde a commencé à montrer ce post aux autres, comme, regardez, même les lesbiennes ont reconnu la contribution de l'homme. Un homme est venu me voir et m'a demandé de parler de ce type pour une représentation théâtrale sur les expériences de guerre par les femmes. Et j'ai répondu que ce n'est pas l'expérience des femmes, c'est l'expérience de ce type, sa vie et sa mort. Et on déforme encore comme si on devait parler des hommes. Et alors je ne me tais plus.

MARYNA : Pour moi, c'est très différent, tout tourne autour des femmes maintenant. Parce qu'une fois encore, notre contexte est un peu différent. À Kherson, dans la région de Kherson, des femmes brandissent des affiches dans les rues, des femmes viennent manifester dans la rue. Et vous voyez, je

suis en contact avec des femmes qui livrent des médicaments à Kherson, qui viennent à des réunions et ne sortent pas ensuite car leur visage serait reconnu, etc. Des femmes qui accomplissent vraiment des actes héroïques. C'est probablement parce que je suis plus concentrée sur là où je vis, n'est-ce pas ? Dans mon endroit préféré, dans ma ville natale.

Et il n'y a pas de combats là-bas, ça se passe dans la région. Et les principaux problèmes ici sont plutôt d'ordre humanitaire. Tout l'héroïsme est l'héroïsme des femmes. Par exemple, je connais des femmes qui sont les administratrices des chaînes Telegram qui disent aux Khersoniens tout ce qu'ils ont besoin de savoir. Parce que la tour de télévision a été détruite par un bombardement. Ce sont aussi des femmes, dont les noms doivent être tenus secrets, sinon ils viendront les chercher. Bien que je comprenne aussi que ces femmes agissent publiquement, les gens de Kherson les connaissent… Mais se souviendra-t-on d'elles par la suite ? C'est une grande question. J'aimerais qu'on se souvienne d'elles.

ANNA : Même maintenant, vous savez, quand je regarde les réunions à Kherson, elles montrent surtout des hommes. Je ne dis pas que les femmes ne font rien. Au contraire, je pense que leur contribution est grande et vraiment importante. Mais elle est aussi invisible. Et ce, non pas parce qu'elles veulent elles-mêmes que cela reste ainsi, mais à cause de la manière dont cela est dépeint. Une fois encore, l'histoire est écrite par des hommes et à partir des centres d'hommes.

QUI SOUFFRE LE PLUS DE LA GUERRE ?

YOSH : Il est beaucoup, beaucoup plus difficile pour moi de parler de l'expérience des femmes et de la signification de l'activisme féministe. Je veux dire que maintenant je parle de besoins humanitaires, de besoins urgents. C'est ce que tout le monde veut entendre. Et je ne peux même pas penser à mettre l'accent sur certains aspects qui étaient importants avant la guerre. Je suis tout à fait d'accord avec toi, Anya, quand tu dis que nous devons nous accrocher. Oui, j'ai l'impression que dès que la guerre sera terminée, nous devrons en rediscuter car le sexisme a empiré, etc. Mais en réalité, ce n'est pas comme ça que les choses se passent. Nous ne pouvons pas savoir quand le moment viendra réellement. Mais subjectivement, je suis un peu énervée quand certaines organisations, structures mondiales, demandent comment les femmes souffrent plus de la guerre ? Vous connaissez cette approche ? Elle sonne faux, et c'est avec surprise que j'ai décidé d'expliquer qu'aujourd'hui les hommes et les femmes souffrent de la même manière. Ou parfois, je réalise que je suis en train d'expliquer que, sous certains aspects, les hommes souffrent davantage. Ou quand j'en viens à l'explication de la souffrance des femmes… C'est peut-être pour cela que lorsque je suis partie, je ne sais pas comment décrire ce sentiment, qu'en tant que femme je peux quitter le pays, mais que tous les hommes que je connais n'ont pas le droit de le faire. Et c'est une violence exercée par l'État sur les corps humains qui doivent se battre. Pour moi, c'est un énorme problème. Même si je comprends la nécessité de protéger le pays, cette division entre les sexes est un problème pour moi. Et j'ai beaucoup d'empathie pour les hommes. Avant la guerre, je n'avais pas autant d'empathie pour les hommes. Avant, il était plus facile pour moi de me battre pour les droits des femmes que maintenant.

ANNA : Ça ne me parle pas du tout. Mon centre d'intérêt, par exemple, n'a pas changé du tout. Que ce soit avant la guerre ou maintenant, je ne suis pas pour

ou contre les hommes. Je milite pour les femmes, et l'accent sur les femmes est toujours là. Rappelez-vous les femmes qui étaient à Boutcha, Irpin et d'autres endroits qui ne sont pas assez connus. Des femmes qui ont été violées pendant des semaines pour que l'occupant ne touche pas à leurs enfants. Les hommes ne souffrent pas plus que les femmes, ils souffrent plus eux-mêmes qu'avant la guerre. Nous avons l'habitude de dire que les hommes se battent à la guerre, et la guerre est plus importante, car on peut y perdre la vie. Mais les femmes qui passent tout leur temps à s'occuper de leurs enfants, par exemple, ce n'est pas non plus une vie. Et oui, probablement, elles ne seront pas battues physiquement, ou elles ne mourront pas physiquement. Mais elles rencontrent aussi des traumatismes, des retraumatisations, etc. Je suppose que c'est une mauvaise façon d'estimer qui se sent le plus mal. Qui peut parler pour qui ?

YOSH : Maryna, et qu'en est-il de toi ? Il m'est difficile d'imaginer ta situation, ton organisation, ta famille. Comment imagines-tu ton avenir ? Dans les premiers jours de la guerre ou même avant, des lettres nous ont été envoyées, à d'autres organisations, concernant le déménagement de l'organisation. Mais la formulation était amusante : « Nous vous conseillons de partir. »

MARYNA : Oui, on les a eues aussi.

YOSH : Ce plan était-il réel ? Vous l'avez envisagé ? Ou c'est complètement irréaliste…

MARYNA : Pour l'instant, nous avons demandé à une volontaire de venir dans notre bureau, de cacher notre matériel dans un endroit plus éloigné. Et de fermer le bureau. C'est tout ce que nous pouvions faire.

YOSH : Je pensais qu'après avoir déménagé en Allemagne, je visiterais différents événements de solidarité, mais je n'ai même pas pu venir au 8 Mars. Notre amie commune m'a dit plus tard que ce n'était pas facile. Il y a aussi cette contradiction. D'un côté, j'ai l'impression d'être arrivée dans un endroit où la solidarité est forte, où les ressources sont nombreuses, où chaque week-end, un rassemblement de soutien à l'Ukraine est organisé. Et en même temps, ce n'est pas quelque chose que notre organisation fait. Ce qui est féministe dans nos activités, c'est d'expliquer comment nous sommes passés d'une organisation qui défend un programme antimilitariste depuis des années à la publication sur les médias sociaux d'appels à armer l'Ukraine. Écoutez, est-ce qu'il y a une séparation dans la communauté des activistes, sur qui peut faire quoi, sur qui peut être représenté, quelles sont les opinions que l'on peut exprimer. Il semble que nous avons discuté précédemment de l'existence d'une certaine vague dans la société ukrainienne, d'une certaine haine à l'égard de celles qui ont quitté le pays. Mais spécifiquement dans la communauté des activistes et spécifiquement dans les régions dangereuses, y a-t-il des voix qui prétendent que si vous avez quitté le pays, vous n'avez pas le droit de nous représenter, par exemple ?

MARYNA : Eh bien, disons que dans ma communauté, cela n'existe pas. Je veux dire dans la communauté LGBT… Je n'y ai pas été confrontée. Parmi les activistes, différentes activistes qui défendent différentes causes – là, certainement… À Kherson, j'étais dans un champ d'activistes assez large. Là-bas, oui, cela peut être n'importe quoi, j'ai rencontré la haine envers celles qui sont parties, et maintenant il y a une montée de la haine envers celles qui sont restées. D'abord, toutes celles qui sont parties sont

considérées comme des traîtres, et maintenant il y a autre chose – toutes celles qui sont restées sont considérées comme des collaboratrices. L'un alimente l'autre très facilement. Des gens sont venus me dire que je devais me taire parce que j'étais partie. Mais maintenant ils ne le font plus. Je veux dire, Kherson est occupé depuis deux mois. Et maintenant, tous ceux et celles qui ne sont pas parti·es ne sont pas si fier·es de ce fait… comme ils et elles l'étaient dans les premiers jours.

ANNA : Personnellement, je continue à m'occuper des problèmes des femmes et des femmes LGBT, puisque je me suis concentrée sur ces questions et que je suis une experte dans ce domaine. Notre organisation dispose d'une communauté de personnes engagées que nous pouvons aider et que nous connaissent bien.

Et si chaque ONG prend en charge un certain groupe avec lequel elle a déjà travaillé, je pense que davantage de personnes en bénéficieront. Si nous aidons tout le monde, et, en fin de compte, nous n'aidons personne en particulier. Tout le monde n'a pas accès aux smartphones, aux ordinateurs portables, aux connexions mobiles, à l'internet mobile. Et si je peux aider les gens de ma communauté locale. Je les connais et je les aide – ça ne me semble pas mal. Des dizaines de volontaires aident l'armée, et nous aidons aussi de différentes manières, que ce soit par de l'argent ou autre chose. Les ONG ne sont tout simplement pas construites de cette manière, elles fonctionnent un peu différemment, et c'est peut-être le mieux.

YOSH : En raison de cette pression et de ce stress, certaines personnes écrivent que leurs opinions se sont radicalisées, qu'elles sont devenues moins tolérantes, et elles l'expriment dans les commentaires, sur les pages de l'Atelier féministe.

Et nous sommes aussi profondément inquiètes à ce sujet, nous sommes aussi plus vulnérables… Et il y a ce contraste frappant, que tout ce qui se passe localement à Lviv dans notre communauté, c'est plutôt amical et agréable. Si un conflit survient, nous pouvons le régler. Et tout va bien, la solidarité prévaut toujours. Mais ce qui se passe dans l'espace en ligne est très différent. De temps en temps, d'autres activistes, des féministes viennent exprimer une sorte de critique à cause de la guerre. Je m'attendais à plus de solidarité, plus de soutien, plus d'empathie, plus de compréhension que… Nous n'arrivons pas, par exemple, être aussi sensibles, à trouver les mots. Pour moi, trouver les mots est une grande partie de l'activisme féministe. On cherche aussi les images visuelles, on pense qui on décrit et comment. Pendant la guerre, c'est devenu plus difficile, nous avons mis l'accent sur la réaction rapide, l'aide et la parole. Et non sur les mots qui sont utilisés – et tous les jours nous avons des commentaires négatifs qui nous blessent.

MARYNA : Oui, ça existe. Je ne sais pas, maintenant c'est difficile à dire, peut-être que je continue à chercher les mots… Peut-être qu'il y a eu une période où je ne pouvais pas m'exprimer quand il s'agissait de certaines questions urgentes. C'est difficile à dire. Eh bien, il y a un phénomène psychologique tout à fait naturel – la pensée en noir et blanc s'intensifie. La guerre nous fait diviser les gens en amis et en ennemis de manière plus radicale. Et cette distinction se déplace dans toutes les sphères, celles qui en ont besoin et celles qui n'en ont pas besoin.

YOSH : Anya, pour finir, pouvez-vous dire quelques mots, qu'est-ce qui va changer selon vous lorsque le temps de s'engager dans l'activisme sera enfin

revenu ? Y a-t-il des problèmes et des questions sur lesquels vous aimeriez déjà travailler ?

ANNA : Tu sais quoi, pour la énième fois, je me suis surprise à penser que si la guerre va durer dix ans ou plus, parfois j'ai tellement peur de cela… Cela signifie que je vivrai dix ans en temps de guerre, et j'aurai 55 ans. Et ensuite, il y aura au moins dix ans de ruine, et je n'aurai plus de vie. C'est la prédiction pessimiste que j'ai… Et puis je comprends que je ne peux pas retarder la vie. Je ne peux pas retarder l'activisme, et je ne peux pas retarder le féminisme. Et je pense, avons-nous vraiment besoin de donner des semaines et des mois de nos vies aux occupants russes et aux Russes ? Ou pouvons-nous être vraiment actives dès maintenant ? C'est pourquoi je dirai que j'essaie d'agir de telle sorte que plus tard je n'aurai pas besoin de me justifier – que je n'ai pas dit ceci ou cela, et que maintenant je dois recommencer à zéro. J'aspire à garder une certaine base, une certaine fondation qui a déjà été construite grâce à notre effort commun.

Et que se passera-t-il à l'avenir ? Disons que, dans un avenir proche, nous fournirons une aide financière et psychologique. Ensuite, je suppose que nous parlerons de santé sexuelle et de culture du consentement. Puis viendra la réhabilitation, peut-être pour les combattants, peut-être que nous travaillerons avec les femmes dans les foyers où les soldats traumatisés reviennent… Je ne sais pas encore.

YOSH : Merci beaucoup de vous avoir joint à nous.

MARYNA : Merci.

YOSH : C'était une conversation vraiment agréable, ça ne ressemblait pas à celle du disque rayé.

ANNA : Je vous envoie des câlins, Yosh, Maryna. J'ai été très heureuse de vous voir.

YOSH : Merci pour vos pensées et réflexions. Au revoir.

FÉVRIER 2022

Traduction Patrick Le Tréhondat

LA VIDÉO SOUS-TITRÉE EN ANGLAIS : HTTPS://YOUTU.BE/USHWCWU8NS0

FEMAPARTEMENT À LVIV : LES PREMIERS MOIS DE TRAVAIL POUR UN LOGEMENT POUR LES FEMMES ET LES ENFANTS

KATERYNA DOVBNYA[1]

Depuis le début de l'invasion de la Russie en Ukraine, l'Atelier féministe a ouvert deux refuges pour les femmes et les enfants qui ont été touchés par la guerre et/ou qui ont besoin d'un logement. La fourniture de services sociaux et de soutien social aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays est une activité radicalement nouvelle du travail de notre organisation. Mais nous l'avons pris en charge parce qu'un grand nombre de personnes dans

1. Kateryna Dovbnya est membre de l'Atelier féministe.

le pays ont besoin de satisfaire leurs droits fondamentaux, comme le logement, la nourriture, les moyens de survie. Depuis 2014, notre organisation travaille avec des femmes, des personnes trans et non binaires, parmi lesquelles il existe des groupes vulnérables : les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, les minorités sexuelles, les personnes ayant différentes conditions de santé physique et mentale, et autres. Pendant ce temps, nous avons testé diverses méthodes d'aide non violente et l'implication de diverses ressources pour résoudre des situations difficiles. Dans notre travail pour les refuges, nous utilisons ces approches et continuons à les améliorer.

Nous avons ouvert le premier refuge à la mi-avril, cet endroit s'appelle FemApartement. Cinq militantes de différentes parties de l'Ukraine (Kharkiv, Kyiv, Lviv) vivent à FemApartement. Ce sont des jeunes femmes qui ont de l'expérience dans le bénévolat, l'activité publique, certaines sont même membres d'organisation. Le but de notre ONG dans ce projet est de soutenir celles qui aident les autres.

Au troisième mois de la guerre, l'Ukraine était déjà confrontée au problème de l'épuisement des femmes volontaires et militantes. Dans une plus large mesure, cela est dû à l'impossibilité de combiner un tel volontariat fort, mais chaotique, avec le travail, et en partie avec l'absence totale de travail rémunéré. Nous fournissons aux militantes vivant dans le refuge un logement gratuit, une aide psychologique, un minimum de produits alimentaires, ménagers et d'hygiène. Nos résidentes sont engagées dans diverses activités militantes et de bénévolat : deux filles travaillent dans l'équipe du groupe de Kharkiv Bilkis. Pendant la guerre, elles ont fourni une aide humanitaire ponctuelle à plus de 700 personnes. Nous avons également une représentante de l'industrie de la création, une musicienne, qui crée du rap féministe et aide à l'organisation d'une page Instagram pour les femmes de militaires, qui collecte de l'argent pour des munitions pour nos militaires. Une mère et sa fille de Kyiv ont vécu à FemApartement pendant un mois et demi. Pendant son temps libre, l'archéologue et enseignante a fait du bénévolat au Center for United Solutions, et sa fille a tissé des filets. De plus, une militante de la région de Lviv a récemment emménagé chez nous. Elle a demandé un abri car elle est étudiante et n'a pas la possibilité de louer un logement aux prix actuels. En même temps, elle s'efforce d'être plus proche des personnes qui ont besoin d'aide. Et l'aide est vraiment nécessaire, car plus de 242 000 personnes déplacées sont officiellement enregistrées rien qu'à Lviv. Notre équipe a donc décidé de la soutenir en lui proposant un hébergement temporaire. Cela lui a permis de participer au travail d'un autre refuge qui est le nôtre et d'y devenir administratrice. Aussi, depuis le début de la guerre, elle fait beaucoup de bénévolat : elle travaille comme traductrice pour des médecins américain es qui viennent en aide aux déplacé·es à Lviv, et distribue de l'aide humanitaire à la frontière avec la Pologne.

Le 1er juin, l'équipe de l'Atelier féministe a ouvert un grand refuge pour les déplacées dans la partie centrale de la ville. Le but de cet abri est d'offrir des conditions confortables de séjour temporaire et de réadaptation aux femmes et aux enfants touché·es par la guerre. Ce refuge est une immense et belle maison dans laquelle vivent 18 personnes, dont neuf enfants d'âge différent, le plus jeune a 2 mois et le plus âgé a 13 ans. 90 % sont des familles de la région de Donetsk, une femme vient du Sud et une autre femme de Kharkiv. Le refuge a trois administratrices et une coordinatrice qui travaillent douze heures par jour pour aider à résoudre les problèmes domestiques, soutenir les résidentes, faire respecter

les règles de fonctionnement, passer du temps avec les enfants, et commander et distribuer quotidiennement de la nourriture, de l'eau, des produits d'hygiène, etc. Ivanka, notre nounou professionnelle et tutrice pour les classes plus jeunes, passe trois heures avec les enfants trois fois par semaine. Les enfants jouent dans la salle de jeux ou vont dans les parcs, les écocentres, etc.

À partir du 15 juin, des psychologues pour enfants de l'Ordre de Malte ont commencé à travailler avec les enfants, et donneront des cours une fois par semaine. Les résidentes adultes du refuge une fois toutes les deux semaines assistent à des réunions de résidentes animées par la psychologue Natalya, où nous discutons de problèmes domestiques importants et apprenons à nous connaître, apprenons à vivre ensemble et à nous entraider. Après deux de ces rencontres, certaines résidentes ont exprimé le désir de suivre une thérapie individuelle, ce que nous considérons comme un assez bon résultat de notre travail auprès des résidentes du refuge. La cuisine World Central nous a offert deux repas gratuits et des fruits pour les enfants tous les jours jusqu'à fin juin. Les résidents peuvent également assister à des événements ouverts organisés par notre organisation.

Nous sommes reconnaissantes à Arena-Lviv, aux militantes de Lviv de l'Atelier féministe et à des dizaines de personnes attentionnées qui ont apporté et apportent de nombreuses choses nécessaires pour créer du confort et de la convivialité pour nos résidentes. Tous les membres de l'Atelier féministe, en particulier l'équipe de gestion de crise qui, en fait, coordonne le travail, sont fières des refuges que nous avons réussi à créer. La plupart des abris communaux, qui étaient organisés dans les écoles et les jardins d'enfants, ont été fermés fin juin afin de préparer le travail à l'automne. Ainsi, un grand nombre de réfugié·es sont à nouveau à la recherche d'un logement. En particulier, la plupart des personnes qui vivent avec nous vivaient déjà à Lviv et dans la région depuis plusieurs mois, mais il leur faut chercher un nouveau logement. La nécessité de fournir des logements aux personnes est donc toujours d'actualité. Deux membres de notre équipe sont également des déplacées internes. Par conséquent, pour nous, aider les femmes avec des enfants qui souffrent de la guerre est aussi personnellement important. Nous nous efforçons toutes à notre manière de leur permettre de retrouver le sentiment d'un chez-soi et de sécurité.

PUBLIÉ PAR L'ATELIER FÉMINISTE

13 juillet 2022
Traduction Patrick Le Tréhondat

L'Atelier féministe solidaire des femmes kurdes

Le 21 juillet dernier, l'Atelier féministe organisait à Lviv une réunion publique sur «La situation actuelle au Kurdistan et les perspectives de l'internationalisme féministe». Les organisatrices y ont déclaré: «Cette année, le 19 juillet marque le 10e anniversaire de la révolution du Rojava. [...] Les organisations autonomes de femmes y jouent un rôle important, voire moteur: unités d'autodéfense de femmes, centres de santé, coopératives féminines, structures autonomes de femmes.» Participait à cette réunion une des membres d'une délégation de femmes allemandes qui s'est rendue dans le Rojava. Celle-ci a évoqué la résistance active non seulement aux attaques militaires contre la région, mais aussi aux structures patriarcales de la société kurde.

LA PAROLE À SOTSIALNYI RUKH[1]

1. Nous reproduisons ci-après divers documents, déclarations, interviews, brèves publiés par Sotsialnyi Rukh (Mouvement social), organisation anticapitaliste, féministe et écologiste ukrainienne. Pour d'autres documents et prises de position, voir nos précédentes livraisons.

« NOTRE OBJECTIF PRINCIPAL EST MAINTENANT DE GAGNER CETTE GUERRE »

VIKTORIIA PIHUL[1]

Dans cet entretien, Viktoriia Pihul, initiatrice avec d'autres féministes du manifeste «Le droit de résister», explique comment les femmes ukrainiennes s'organisent et se défendent dans les conditions effroyables créées par la guerre de Poutine.

Comment le mouvement féministe essaie-t-il de faire face et d'affronter au mieux à la catastrophe actuelle? Quelles sont ses priorités?

La guerre que nous vivons actuellement a affecté et changé tous les aspects de notre vie. Les occupants s'efforcent, entre autres, de démoraliser la population. C'est pourquoi ils utilisent tous les moyens, y compris la violence. En ce moment même, nous devons comprendre que le viol est une manière de montrer son pouvoir et son contrôle sur une situation, et non un désir sexuel. Bien entendu, le travail des organisations féministes dans ces conditions a considérablement changé. Avant la guerre, les féministes et celles qui se battaient avec nous pour les droits et la visibilité des femmes faisaient une très grande partie du travail d'éducation: cours, programmes et événements éducatifs; organisation d'actions, de marches, etc. Aujourd'hui, ce travail se transforme et l'aide est principalement axée sur la survie et le soutien humanitaire: recherche d'aide humanitaire, de médicaments pour les représentant·es des trans, création de refuges, aide aux femmes ayant des enfants pour trouver ou fournir des services de garde. Le Mouvement social, par exemple, collecte l'aide humanitaire pour les femmes et les enfants avec des syndicats. Les organisations avec lesquelles nous entretenons des relations amicales, comme Femsolution, Feminist Lodge et Bilkis, font désormais de même.

Nous vivons un moment contradictoire: d'un côté, le mouvement féministe se rapproche des femmes, entend leurs voix. Le point positif pour les droits des femmes est que les femmes dirigent et sont plus engagées dans les efforts humanitaires communautaires. Cela donne l'occasion aux acteurs humanitaires de solliciter la participation et les conseils des femmes. Je pense qu'il est très important de se concentrer sur ce point: les femmes sont impliquées dans des processus très importants qui permettent aux Ukrainien·nes de vivre et de survivre à l'arrière.

D'autre part, de nombreux problèmes sur lesquels le mouvement a travaillé pendant des années risquent de devenir des questions «pas maintenant». Et ce que les femmes font maintenant pour aider à gagner risque d'être négligé dans le discours public. Parce que toute l'attention est maintenant concentrée sur les opérations militaires et le rôle des hommes, et que la contribution féminine au front sera elle aussi moins visible. Autrement dit, l'inégalité dans la représentation des rôles féminins et masculins n'a pas disparu avec la guerre, mais s'accroît plutôt.

Je considère que les espaces potentiels pour le travail féministe sont l'activisme de base et le travail avec les femmes pour construire une cohésion, la conscience

1. Viktoriia Pihul, féministe ukrainienne, militante de Sotsialnyi Rukh. Propos recueillis par Dick Nichols.

de notre visibilité et la poursuite de la lutte pour la participation politique des femmes. Par exemple, les quotas de genre, le travail des délgué·es au genre, la promotion et la mise en œuvre de la convention d'Istanbul, qui a été ratifiée le mois dernier par Ukraine, le travail sur le problème de la violence domestique, la création de refuges pour les femmes. Tout cela peut être réalisé lorsque les femmes veulent défendre leurs intérêts et combattre le stéréotype selon lequel, en politique, tout est fait par quelques grandes personnes et qu'elles ne décident de rien.

Olena Zelenskaya (la «première dame» d'Ukraine [épouse de Volodymyr Zelensky]) a déclaré: «Notre résistance, comme notre future victoire, a pris un visage particulièrement féminin. Les femmes combattent dans l'armée, elles s'engagent dans les [unités] de défense du territoire, elles sont à la base d'un puissant mouvement de volontaires qui approvisionnent, ravitaillent, nourrissent… elles accouchent dans des abris, sauvent leurs enfants et s'occupent de ceux des autres, elles font tourner l'économie, elles vont à l'étranger pour chercher de l'aide. D'autres font simplement leur travail, dans les hôpitaux, les pharmacies, les magasins, les transports, les services publics… pour que la vie continue.» Dans quelle mesure cette image de l'engagement des femmes dans la lutte contre l'invasion russe est-elle exacte?

Dans ce contexte, je tiens à souligner que les rôles des sexes sont en train de changer en Ukraine. Les femmes sur le front intérieur sont aussi en guerre, ce qui est tout aussi important. Les paroles de Zelenskaya reflètent vraiment ce que j'ai vu pendant ces plus de quatre mois de guerre. Alors que de nombreuses personnes se retrouvent au chômage et que la plupart des hommes s'engagent dans les forces armées ukrainiennes, les femmes assument de nouveaux rôles et occupent plusieurs emplois pour compenser la perte de revenus de la famille. De nombreuses femmes, obligées de laisser leur maison et leurs biens derrière elles, doivent faire face aux nécessités de la vie quotidienne dans un nouvel endroit. À propos, l'État a accordé une aide unique de 6 500 hryvnias (220 euros) aux Ukrainien·es, mais c'est très peu si l'on tient compte de l'inflation.

En même temps, les femmes passent de plus en plus de temps avec les enfants, tout comme elles suivent des cours à distance. Les femmes décident très souvent de rester dans les territoires occupés pour s'occuper de leurs parents âgés ou d'autres personnes. Elles ont aussi peur de perdre leurs sources de revenus. Elles sont donc de plus en plus exposées à la violence, qu'il s'agisse de celle des Russes ou de la violence psychologique domestique. Tout cela crée une charge supplémentaire et exige beaucoup d'efforts de la part des femmes. Je tiens à souligner qu'elles considèrent souvent leur travail et leur contribution à la résistance comme allant de soi. Il nous incombe, en tant que féministes, de soutenir les femmes, de reconnaître leurs besoins et de les aider de toutes les manières possibles. Le plus important est de ne pas laisser le visage féminin de la guerre dans l'ombre.

Quelle importance a eu, pour le moral général de la résistance à l'invasion russe, la forte augmentation de la participation des femmes dans l'armée et les organisations de volontaires?

Dès le début, nous étions tous sous l'effet de l'adrénaline, entreprenant toutes sortes d'activités: volontariat, recherche de munitions, aide humanitaire, transport de personnes hors de zones dangereuses. Avec le temps, bien sûr, cette phase a été remplacée par une immersion dans le traumatisme et l'impuissance.

Mais j'entends et je vois dans l'espace public des femmes qui disent : « Nous n'avons pas le droit d'abandonner. » Comme je l'ai dit, les femmes ont commencé à se regrouper localement pour aider. Elles tissent des filets de camouflage, préparent des repas pour les militaires, emballent et expédient l'aide humanitaire. Cela favorise la cohésion, de sorte que les femmes sentent qu'elles ne sont pas seules dans leur chagrin. Il me semble que, même sur le plan psychologique, il y a là un certain soutien auquel nous nous accrochons. Aujourd'hui, le bénévolat n'est plus une activité réservée aux militant·es, mais une activité proche et compréhensible par presque tout le monde. Quant à la participation des femmes dans l'armée, je me souviens immédiatement de notre *Пташка* (« oiseau » en ukrainien) d'Azovstal. Cette fille, Katya, qui a défendu Azovstal à Marioupol jusqu'à son dernier jour. Elle chantait des chansons et disait qu'elle se battrait jusqu'au bout. Sa photo et la vidéo de son chant sont devenues virales sur tous les réseaux sociaux. Elle est devenue l'un des symboles de la défense de Marioupol. Aujourd'hui, 35 000 femmes servent dans l'armée ukrainienne, 1 000 d'entre elles sont des commandantes, et deux sont des générales. Il est important que les femmes se soient également intégrées du premier jour de la guerre dans la défense du territoire. Aujourd'hui, on parle davantage de la participation des femmes dans l'armée, et elles deviennent un exemple pour nous tous qui sommes sur le front intérieur.

Concernant les attitudes au sein de l'armée ukrainienne, Hromadske International[1] notait en 2014 : « Pour être honnête, il n'y a encore rien à célébrer car les changements sont très lents. À l'état-major général des forces armées ukrainiennes, vous pouvez entendre l'expression "mon cher", donc l'armée doit être réformée en commençant par là. Beaucoup ne comprennent pas que des changements significatifs n'auront lieu qu'après plus d'une génération. » Ce commentaire semble être confirmé par la célébration par l'armée du 30e anniversaire de l'indépendance de l'Ukraine, qui a vu des femmes soldates défiler en talons hauts. Le sérieux de la lutte de résistance contre l'invasion russe contribue-t-il à mettre fin à ce genre d'inepties sexistes ?

Le sexisme et l'inégalité sont toujours présents dans l'armée. En 2014, les femmes qui étaient, par exemple, tireuses d'élite ou artilleuses, étaient inscrites dans ses registres d'emploi en tant que « responsable des communications » ou quelque chose de similaire, et elles recevaient moins d'argent. En huit ans, la situation a changé, mais globalement les problèmes demeurent. Par exemple, au début de la guerre totale, les femmes ont reçu des gilets pare-balles et des chaussures d'hommes, qui sont souvent trop grands, car il n'y en avait pas de plus petits. Les gilets pare-balles pour femmes sont également très différents, mais il n'y en avait pas. Il en va de même pour les articles d'hygiène : serviettes hygiéniques, shampoings, produits antimoustiques et même épingles à cheveux. Je tiens à mentionner l'initiative bénévole Zemliachky, qui soutient beaucoup les femmes qui servent et font de l'aide humanitaire pour les femmes qui combattent, étant donné leurs besoins particuliers. En ce qui concerne les stéréotypes publics, je voudrais vous faire part d'un cas qui a impressionné non seulement le mouvement féministe, mais aussi la plupart des personnes qui n'en font pas partie. À la fin du mois de mai (alors que la guerre avait commencé depuis trois mois), un humoriste ukrainien a « plaisanté » : « Pouvez-vous imaginer à quoi ressemblerait un bataillon de femmes ? Je ne peux pas. Ce serait un bataillon de troupes de

1. Hromadske International.

suceuses»… et avec d'autres références aux fellations. C'était un cas flagrant de dévalorisation, de sexisme et de masculinité toxique. Qui plus est, les gens dans le public ont ri, et une chaîne YouTube de stand-up a publié la vidéo (et ne l'a toujours pas supprimée). Cette vidéo a été envoyée à l'une des féministes par une femme qui avait combattu à Debaltsevo en 2015 et avait connu l'enfer sur terre, notamment les corps déchiquetés de ses camarades. On ne peut qu'imaginer ce qu'elle a ressenti en voyant cette vidéo.

De même, un musicien, qui a rejoint les forces militaires de l'Ukraine, a, le 8 mars sur son Instagram, «félicité» les gars qui se cachent de l'armée, en laissant entendre qu'il s'agissait de femmes. Ce ne sont que des exemples de cas récents très médiatisés, mais au niveau national, il existe toujours une perception inégale entre les femmes et les hommes qui se battent. Mais les hommes qui sont dans les forces armées avec des femmes notent leur courage, leur intrépidité et leur bravoure. Diverses initiatives bénévoles réalisent des films et des projets sociaux pour sortir de l'ombre les femmes de l'armée et montrer qu'elles sont à égalité avec les hommes au combat, et les hommes eux-mêmes en témoignent. Je pense que cette guerre va briser beaucoup de stéréotypes. Mais c'est quand même un prix très élevé à payer.

En temps de crise – la défense d'une nation envahie et de guerre civile – les femmes combattantes apparaissent toujours : par exemple, dans le camp républicain durant la guerre civile espagnole, les femmes soviétiques dans la Grande Guerre patriotique et plus récemment les bataillons de femmes au Rojava, si importants dans la défaite de l'État islamique. Quelles similitudes et différences avec ces expériences voyez-vous dans l'engagement des femmes ukrainiennes dans la résistance à l'invasion russe ?

Je pense que l'Ukraine a désormais son propre caractère. C'est très différent du récit soviétique de *War Does Not Have a Woman's Face*[1] et ce n'est pas comme la résistance des femmes au Rojava, car les femmes kurdes ont dû se battre pour obtenir des droits fondamentaux et une représentation dans la société. En Espagne [pendant la guerre de 1936-1939], il y avait des conflits constants sur la façon dont les femmes essayaient d'obtenir le droit de se battre en tant qu'égales dans l'armée républicaine, mais elles étaient constamment rejetées dans des rôles secondaires. Il m'est difficile de dire quoi que ce soit sur la position des femmes dans l'armée aujourd'hui, car il vaut mieux que ce soient les femmes elles-mêmes qui le disent, une fois le temps de la guerre aura passé. D'après ce que nous pouvons voir, la position des femmes dans l'armée est étonnamment bonne, mais entourée de nombreux préjugés (comme je l'ai décrit ci-dessus). Le principal problème est que l'armée est prévue principalement pour la participation des hommes. Les hommes et les femmes résistent en commun, pour les droits de tous les peuples. Mais il faut comprendre que le rôle des femmes y est très important, car leur position serait bien pire si la Russie prenait le pouvoir. Car le pouvoir de l'agresseur est très conservateur et refuse catégoriquement les droits des femmes.

Nous avons lu qu'il existe en Ukraine une forte tradition féministe, si ce n'est sous ce nom, de femmes autosuffisantes résistant aux attitudes et normes patriarcales. Quelle vérité y a-t-il dans cette vision ? Comment se manifeste-t-elle dans la mobilisation actuelle des femmes contre l'invasion russe ?

1. Svetlana Alexievitch, *La guerre n'a pas un visage de femme,* Paris, J'ai Lu, 2005.

En Ukraine, le féminisme est désormais un mouvement de base, dirigé par des militantes. Si vous demandez à une femme moyenne de la périphérie ce que sont les féministes, elle vous répondra quelque chose du genre : « Ce sont des jeunes filles folles qui n'ont pas de vie personnelle, alors elles se teignent les cheveux en couleurs vives et détestent les hommes. » Par exemple, mon ami me dit toujours que les féministes ne peuvent être que des jeunes filles qui n'ont pas d'enfants et qui veulent juste trouver une communauté ou un endroit où traîner. Évidemment, il y a énormément de femmes avec des enfants dans le mouvement féministe, mais cette attitude persiste. Je pense que cette faible popularité du féminisme est due aux conditions économiques et sociales : les femmes doivent travailler, s'occuper des enfants, subvenir à leurs besoins d'une manière ou d'une autre, et être une femme au foyer (le stéréotype selon lequel une femme est la gardienne du foyer ne disparaît pas). Dans la course constante à la survie, il faut avoir le temps et l'énergie de faire partie d'un mouvement, d'une organisation ou d'une communauté. On dit en effet des femmes ukrainiennes (et elles le disent d'elles-mêmes) qu'elles sont très fortes, capables de prendre beaucoup de choses en main, de travailler dur et de gravir des sommets. Mais, comme je l'ai déjà dit, elles considèrent très souvent cela comme acquis.

Au milieu de tous ces événements et avec ce bénévolat, le travail des organisations féministes avec les femmes a augmenté de façon spectaculaire. Il est également important qu'en plus des organisations féministes, il y ait des organisations dans lesquelles les femmes jouent un rôle de premier plan, et qui se battent essentiellement pour les droits des femmes dans certains aspects (comme les droits du travail) – je veux mentionner le syndicat des infirmières Be like Nina. Je pense que cela nous aide à instaurer la confiance et à montrer que le féminisme consiste à lutter pour nos droits et notre autodétermination.

La composante la plus forte du mouvement antiguerre russe est Résistance féministe antiguerre, dont la chaîne Telegram diffuse des rapports réguliers sur ce qui se passe réellement en Ukraine, notamment des correspondances de femmes vivant dans les zones temporairement occupées par les forces russes. Comment le mouvement ukrainien envisage-t-il de collaborer avec ses consœurs russes ?

Je suis les activités de ce mouvement et je considère ces filles comme les seuls éléments de gauche en Russie. Alors que les militant·es de gauche autrefois populaires se séparent ou continuent à raconter de vieux récits sur l'URSS et les « peuples frères » et à tourner des vidéos sur YouTube, ces filles s'engagent dans des activités et des journaux clandestins, distribuent des tracts, rédigent des documents critiques. Je pense que c'est un point important dans une société russe totalement fragmentée, où c'est chacun est pour soi. De nombreuses femmes membres de la Résistance antiguerre féministe ont signé le manifeste des féministes ukrainiennes que j'ai rédigé avec mes camarades. Je ne peux faire aucune prédiction quant à une interaction future. Il est important de comprendre que les initiatives féministes ukrainiennes traversent également des moments difficiles. À la lumière des événements militaires, de nombreuses personnes ne veulent même pas entendre parler d'une quelconque coopération avec quoi que ce soit de russe. Et ici, tout dépendra de l'évolution de la situation.

Quelles sont les questions les plus importantes que les féministes du reste du monde doivent comprendre à

propos de la lutte de leurs sœurs contre l'invasion russe en Ukraine?

Nous avons vu de nombreuses déclarations pacifistes de féministes occidentales, y compris leur manifeste. Face à la guerre et à la mort quotidienne des femmes et de nos enfants, nous sommes critiques vis-à-vis de cette position. Dans ce contexte, je fais partie d'un groupe de travail de féministes ukrainiennes qui ont rédigé le Manifeste féministe ukrainien. Nous appelons à soutenir les femmes ukrainiennes[1], y compris notre droit à la résistance armée. Cette guerre nous montre que le féminisme est un mouvement qui doit répondre à des situations changeantes, être flexible et développer des principes en fonction de nouvelles conditions. Ce que je veux dire ici, c'est que succomber au raisonnement et à la pensée géopolitiques et se retirer du conflit en condamnant toutes les parties n'est pas une position viable. Nous devons clairement distinguer le violeur de la victime et aider la victime à affirmer son droit d'exister et d'être un sujet.

Y a-t-il autre chose que vous souhaitez ajouter?

Notre objectif principal est maintenant de gagner cette guerre. Nous comprenons qu'elle peut être longue, et que ce ne sera pas un processus rapide, mais nous gardons espoir. Ce qui est essentiel pour la victoire, c'est de ne pas laisser la guerre et tous les terribles événements en Ukraine disparaître de l'agenda du monde. Si tout le monde s'y habitue, il sera plus difficile pour nous de survivre et le problème ne sera pas seulement le nôtre – il y a un risque pour le monde entier aussi. Je vous demande de soutenir l'une des plus grandes campagnes du Mouvement social pour l'annulation de la dette extérieure de l'Ukraine. C'est un lourd fardeau pour l'économie ukrainienne, qui a été créé par des années de domination oligarchique. Nous avons créé un site web où nous avons rassemblé des arguments, une pétition et des documents de soutien venus du monde entier. C'est important pour les femmes aussi, car c'est nous qui allons reconstruire l'Ukraine. Je tiens à dire que les femmes font déjà beaucoup pour que l'Ukraine se redresse. Et nous, en tant qu'organisation de gauche, nous nous battons pour nos droits sociaux et ceux du travail, que le gouvernement tente de réduire à divers degrés. C'est important pour que la reconstruction de l'Ukraine après la guerre soit possible et fondée sur les principes de non-discrimination.

PUBLIÉ PAR *LINKS INTERNATIONAL JOURNAL OF SOCIALIST RENEWAL'S VISION*
13 juillet 2022
Traduction Léonie Davidovitch

1. « Le droit de résister : manifeste féministe », *Mediapart,* 7 juillet 2022.

LA RECONSTRUCTION DE L'UKRAINE DOIT PROFITER À LA POPULATION, MAIS L'OCCIDENT A UNE AUTRE IDÉE

VITALIY DUDIN[1]

De hauts responsables ukrainiens et occidentaux se réunissent en Suisse cette semaine pour discuter de la reconstruction du pays. La conférence sur le redressement de l'Ukraine, qui se tient à Lugano, a pour but de réunir le gouvernement et les entreprises pour discuter des investissements et des réformes nécessaires pour les soutenir. La guerre de la Russie contre l'Ukraine n'a pas seulement fait des milliers de morts et de déplacés, elle représente un défi extrême pour le développement économique de l'Ukraine. Et ce sont les travailleurs qui en supportent le coût.

Alors que les employeurs ukrainiens doivent faire face à la destruction des biens et des infrastructures, plus de 80 % des décès sur le lieu de travail ont été causés par l'armée russe depuis le 24 février. Selon les données officielles, une personne meurt chaque jour sur son lieu de travail en Ukraine, notamment des cheminots, du personnel médical et d'autres travailleurs du secteur public. On estime que l'Ukraine perdra cette année 50 % de son PIB en raison de l'invasion russe. Des centaines d'entreprises ont été détruites et, par conséquent, 30 % des emplois ont été perdus. Selon le *Financial Times,* d'ici à la fin de l'année, le taux de chômage en Ukraine sera de 25 % – un record en Europe. Jusqu'à présent, les employeurs ukrainiens ont eu les coudées franches pour faire face aux défis de l'invasion russe. Les organismes publics ont relâché leur surveillance du marché du travail. Et les réformateurs du Parlement et du gouvernement ont cherché à faire passer des réformes radicales du travail qui priveraient les travailleurs ukrainiens de leurs droits.

Mais alors que des millions de personnes tentent de trouver un moyen de survivre à la récession économique en Ukraine, une autre question se profile à l'horizon : que se passera-t-il lorsque la guerre prendra fin ?

L'équilibre futur du pouvoir économique et de la prospérité dans le pays sera probablement déterminé par les changements qui s'opèrent actuellement en Ukraine.

LE CHANGEMENT DÉMOGRAPHIQUE À VENIR

La guerre de la Russie a, comme on pouvait s'y attendre, réduit le coût de la main-d'œuvre en Ukraine. En mai, les salaires ont baissé en moyenne de 10 % par rapport à la période d'avant-guerre. Les salaires annoncés pour des emplois dans des domaines tels que l'extraction de matières premières, la sécurité et le travail manuel ont presque diminué de moitié. On a de plus en plus l'impression que les effets négatifs de la crise du marché du travail sont davantage ressentis par les travailleurs que par les employeurs. Les Ukrainiens étaient prêts à endurer toutes les difficultés au lendemain de l'invasion russe. Mais le cours de la guerre ayant changé, tout le monde ne pense

1. Responsable de Sotsialniy Rukh.

pas que la situation actuelle – où les entreprises sont avantagées par rapport aux travailleurs – soit juste.

Cet avantage s'est traduit par la décision du Parlement ukrainien d'annuler des parties considérables de la législation du travail ukrainienne pour les employeurs ukrainiens. Plus important encore, les employeurs sont en mesure de suspendre les contrats de travail : dans ce cas, les employés ne perçoivent pas de salaire, mais sont toujours considérés comme employés. Des milliers d'employés d'entreprises privées sont restés effectivement au chômage pendant des mois, même sans raison officielle, en raison de l'absence d'application de la loi. Au 1er avril 2022, environ cinq millions de citoyens ont demandé des allocations pour perte de revenus - mais à la fin du mois de mai, le nombre de chômeurs enregistrés était de 308 000, soit seize fois moins.

L'Ukraine est donc devenue encore plus un paradis pour les «employeurs de l'ombre» qui n'emploient pas les gens officiellement. Depuis l'invasion russe, l'État a annulé toutes les inspections du travail et ne contrôle plus les dettes sur les salaires - un problème récurrent pour les travailleurs ukrainiens. Des milliers d'employés d'entreprises privées sont restés au chômage pendant des mois sans raison officielle.

Dans le même temps, l'Ukraine est également confrontée au fait que six millions de personnes, dont une majorité de femmes, ont quitté le pays. En Europe, certaines personnes – mais pas toutes, loin s'en faut – se sont retrouvées dans des pays où les salaires sont plus élevés, où les lois sont respectées et où les logements et les jardins d'enfants sont abordables. Le retour des jeunes mères au travail dans des villes relativement paisibles est peu probable. Les sociologues prévoient qu'après la fin de la loi martiale, qui interdit actuellement aux hommes de moins de 60 ans de quitter le pays, l'Ukraine pourrait être confrontée à une nouvelle vague d'émigration, les hommes partant à l'étranger pour trouver du travail, retrouver leur famille ou se mettre à l'abri du conflit en cours. Pour éviter que ce changement démographique ne devienne permanent, l'Ukraine devra réfléchir à sa politique socio-économique – afin d'encourager les gens à rester dans le pays, plutôt qu'à le quitter.

RECONSTRUCTION OU ANTI-UTOPIE ?

Des tâches telles que la reconstruction des infrastructures, la relance de la production industrielle et la satisfaction des besoins sociaux peuvent être abordées dans le vaste contexte socio-humanitaire de la reconstruction. Mais malgré les meilleures pratiques internationales, notamment celles de l'Organisation internationale du travail, il est peu probable que la reconstruction de l'Ukraine tienne compte de l'avis de la population et de ses intérêts à long terme.

Jusqu'à présent, les plans de reconstruction de l'Ukraine ont largement suivi les traditions néolibérales. L'un de ces plans, rédigé par des fonctionnaires du gouvernement ukrainien, des experts de premier plan et des associations d'entreprises, s'appuie largement sur les principes de déréglementation et de libéralisation. Il ne fait aucun doute que ces principes constitueront la base de l'analogue du «plan Marshall» qui sera proposé aux partenaires européens.

Entre-temps, cependant, certaines mesures sont déjà mises en œuvre par le gouvernement ukrainien. Par exemple, après la destruction des grandes entreprises industrielles par la Russie, l'État veut se concentrer sur le développement des microentreprises comme moyen de relancer l'économie. Les propositions du gouvernement ukrainien pour la reconstruction se résument à l'octroi de prêts aux microentrepreneurs ou à la formation de la population aux technologies

de l'information. Ces mesures ont peut-être fonctionné en temps de paix, mais aujourd'hui, le développement de l'emploi indépendant sera entravé par la destruction des infrastructures ukrainiennes, le faible pouvoir d'achat et l'instabilité générale. Ces facteurs structurels peuvent empêcher les petites entreprises de mettre en place des chaînes d'approvisionnement et de trouver des consommateurs.

Le plan plus vaste qui sera présenté à Lugano cette semaine sera probablement basé, du moins en partie, sur les idées contenues dans le document *A Blueprint for the Reconstruction of Ukraine*, publié par un groupe d'économistes internationaux en avril.

Ce plan prévoit :

1) d'introduire des contrats de travail plus flexibles et d'éliminer la législation du travail qui empêche le développement d'une politique économique libérale ;
2) de fournir des subventions gouvernementales afin d'attirer les entreprises étrangères ;
3) de privatiser à grande échelle, y compris les plus grandes banques ukrainiennes ;
4) de soutenir en priorité le secteur des exportations ;
5) d'utiliser des travaux publics à faible niveau de qualification et à forte intensité de main-d'œuvre pour réparer les infrastructures ;
6) de créer une agence technocratique qui distribuera l'aide internationale.

Les principaux risques sont que la privatisation et la réduction du nombre de fonctionnaires détruisent les emplois protégés, et que les emplois nouvellement créés soient précaires. Il est également à craindre que les projets d'infrastructure ne servent qu'à enrichir les sociétés étrangères et que l'économie ukrainienne ne conserve sa nature essentiellement extractive au lieu de développer de nouvelles industries innovantes. Ignorer le rôle des organisations de travailleurs dans le processus de reconstruction ne fera qu'intensifier les problèmes d'emplois fictifs, de chômage et d'inégalité.

Il existe cependant des alternatives à envisager pour la reconstruction de l'Ukraine. En définitive, l'objectif ne devrait pas être de reconstruire le capitalisme périphérique, mais d'introduire des éléments de l'économie sociale et solidaire dans le pays :

UNE BASE ÉCONOMIQUE DURABLE. La priorité doit être donnée à la construction d'installations et d'infrastructures de production qui créeront des emplois protégés à grande échelle, amélioreront le niveau technologique de l'économie et se concentreront sur la demande intérieure plutôt que sur les exportations. L'investisseur principal doit être un État capable de mobiliser les ressources nécessaires.

UNE CONFIANCE ACCRUE DU PUBLIC. Pour que l'argent soit dirigé dans la bonne direction, toute la société ukrainienne doit être impliquée dans le processus de décision. Il est nécessaire que les syndicats soutiennent les projets d'infrastructure et les priorités d'investissement.

SÉCURITÉ DE L'EMPLOI. Abolir la loi du temps de guerre qui donne aux employeurs ukrainiens le droit de suspendre leurs obligations découlant des conventions individuelles et collectives. Doter les inspecteurs du travail des ressources et des pouvoirs nécessaires pour exercer un contrôle sur le lieu de travail ukrainien. Les travaux publics de masse devraient s'accompagner d'un développement des compétences des travailleurs afin d'améliorer leurs perspectives de carrière. Des subventions devraient être accordées aux entreprises ukrainiennes qui emploient des groupes de salariés vulnérables, augmentent les salaires ou impliquent les syndicats dans la prise de décision.

LES ENTREPRISES PRIVÉES SE SONT RÉVÉLÉES EXTRÊMEMENT IRRESPONSABLES PENDANT LA CRISE. La société ukrainienne d'après-guerre a besoin d'intégration, et celle-ci sera assurée par le développement d'entreprises publiques et de coopératives qui ne réalisent pas de profits au détriment de la société et de l'environnement.

L'Ukraine est confrontée à une tâche colossale pour faire face aux énormes destructions et relancer l'industrie, mais les politiques néolibérales ne s'y prêtent pas. Une stratégie basée sur l'intervention du gouvernement dans l'économie et le financement de programmes d'emploi est nécessaire. Cela nécessite à son tour des politiques de redistribution par la fiscalité et la confiscation des richesses excédentaires des plus riches d'Ukraine. Il s'agirait d'une expression concrète de la politique de désoligarchisation promise de longue date par l'Ukraine, qui a, semble-t-il, disparu de l'agenda politique depuis le début de la guerre.

À court terme, la guerre de la Russie a affaibli le pouvoir des travailleurs ukrainiens. Mais à long terme, le mouvement ouvrier ukrainien pourrait se développer et améliorer les conditions d'emploi. Malgré tout le pessimisme, la société ukrainienne croit en un modèle de reconstruction plus juste.

4 JUILLET 2022
Traduction Patrick Le Tréhondat

СОЦІАЛЬНИЙ
РУХ

Sotsialniy Rukh en trois mots

Sotsialniy Rukh, organisation ukrainienne anticapitaliste, ecosocialiste, féministe et internationaliste a édité en plusieurs langues une présentation de ses combats et de son programme. Les versions en allemand, arabe et chinois sont en préparation.

ANGLAIS
www.syllepse.net/syllepse_images/social-movement-anglais.pdf

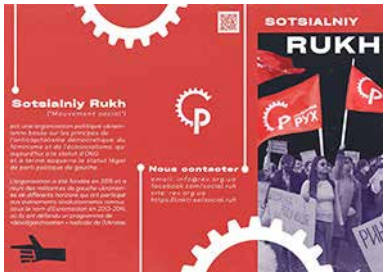
FRANÇAIS
www.syllepse.net/syllepse_images/socialny-rukh--francais.pdf

CASTILLAN
www.syllepse.net/syllepse_images/socialny-rukh-esp.pdf

GREC
www.syllepse.net/syllepse_images/socialny-rukh-grec.pdf

ITALIEN
www.syllepse.net/syllepse_images/socialny-rukh-italien.pdf

PORTUGAIS
www.syllepse.net/syllepse_images/sotsialniy-rukh-portugais.pdf



PRISES DE POSITION

MOBILISATIONS AU JAPON

Les radicaux du Japon protestent activement contre l'invasion de l'Ukraine par Poutine. Ce sont les héritiers de la Ligue étudiante de Dzengakuren (Fédération japonaise des associations d'autonomie étudiante), qui a été à l'origine des mouvements locaux et mondiaux de «nouvelle gauche» dans les années 1960 (même alors leurs protestations ont inspiré d'autres mouvements antiguerre à travers le monde).

Ils s'opposent aussi fermement à l'impérialisme russe qu'ils s'opposaient à la renaissance du militarisme japonais et de la présence militaire américaine Oui, ils ont immédiatement condamné l'attaque de la Russie le 24 février, et depuis lors leitmotiv de la bonne moitié des articles de leur hebdomadaire, c'est la solidarité avec le peuple ukrainien, contre la guerre de Poutine, la condamnation des actions génocidaires des occupants russes et la critique des staliniens de la gauche qui refuse de soutenir les victimes de l'agression impérialiste.

25 février : les étudiants de Zengakuren sont sortis pour une action sthíjnu à l'ambassade de Russie à Tokyo (banderole centrale : «Arrêtez l'invasion russe de l'Ukraine !») ;

5 mars : les étudiants militants solidaires se sont joints à la manifestation organisée par les Ukrainiens vivant au Japon ;

5 mars : les militants de la section japonaise la 4e Internationale, la Ligue communiste révolutionnaire du Japon, près de la gare de Shinjuku à Tokyo, la jonction ferroviaire la plus fréquentée au monde, expliquent aux passants pourquoi il vaut la peine de soutenir l'Ukrainien assistance ;

17 mars : travailleurs et étudiants militants antiguerre sont devant l'ambassade russe ;

19 juin : une autre journée d'action étudiant-travailleur : des militants de gauche ont organisé des manifestations à Okinawa, Osaka et d'autres villes japonaises - dont une manifestation au centre-ville de Tokyo (symboliquement, la police a la lettre «Z» sur ses casques). Parmi les banderoles ; «Briser l'agression russe en Ukraine».

8 JUILLET 2022

Page Facebook de Sotsialniy Rukh (Mouvement social)

DROIT DE LA GUERRE, GUERRE POUR LE DROIT

BERNARD DRÉANO[1]

Il y a sept ans, Severodonetsk était une «ville de l'arrière» d'une guerre dite de «basse intensité». Aujourd'hui, elle est détruite par une guerre clairement de «haute intensité».

Décembre 2015 : Alice, notre volontaire de l'Assemblée européenne des citoyens envoyée en Ukraine dans le cadre d'Echanges & Partenariats, racontait[2] :

> J'embarque dans un train de nuit pour rejoindre une équipe de Vostok-SOS dans l'est de l'Ukraine. Après seize heures de train, je descends à la petite gare de Rubihzne, récemment reconstruite après avoir été démolie par les combats, comme en témoigne sa structure de contre-plaqué flambant neuve. Cette gare est l'arrêt le plus commode pour rejoindre Severodonetsk, ville moyenne ayant émergé comme nouveau pôle régional dans le Donbass ukrainien après la perte de Louhansk et Donetsk. C'est là que Vostok-SOS a établi sa base arrière. Une des activités principales de l'association consiste à distribuer des cartons de nourriture, de médicaments ou de vêtements dans les villages les plus proches de la ligne de front et les plus difficiles d'accès. L'équipe de Vostok-SOS en charge de cette aide humanitaire en assure toutes les étapes, de la commande des produits à leur livraison, en passant par l'emballage des cartons. […] De Severodonetsk, plusieurs heures de route sont nécessaires pour rejoindre la ligne de front. Vostok-SOS a déjà parcouru des milliers de kilomètres sur ces routes et est intervenu dans presque tous les villages de la région de Louhansk restés sous contrôle ukrainien. Lors de mon séjour, les voyages se font donc à destination de la région de Donetsk : d'abord dans la «zone grise», espèce de «no man's land» entre les républiques autoproclamées et le territoire contrôlé par l'État ukrainien, puis dans trois villages autour de l'aéroport de Donetsk. Dans ces territoires, les positions ne sont pas consolidées et les combats se poursuivent, malgré les accords de cessez-le-feu de Minsk. […]. En plus de Vostok-SOS et de l'HCR [Haut-commissariat aux réfugiés de l'ONU], quelques autres organisations se rendent dans cette zone et apportent aux habitants ce qui peut améliorer leur situation. À la nuit tombée, une femme court par exemple chercher une lampe-torche en expliquant qu'elle lui a été donnée par l'ONU, ce qui amuse certains d'entre nous, ce terme sonnant un peu exotique dans la bouche d'une babouchka. En plus de la lampe torche, cette femme revient les mains chargées de pirojkis, beignets traditionnels, qu'elle offre à chacun d'entre nous, confirmant par là-même à Vostok-SOS que l'aide alimentaire apportée devient moins indispensable. La crise humanitaire, si elle persiste, est moins aiguë et la situation, bien que dans un état déplorable, se stabilise. Il convient désormais pour Vostok-SOS de développer un nouveau mode d'action dans ces régions afin d'intervenir sur des thématiques de fond.

La guerre était bien là depuis la fin 2014. Avec des hauts et des bas jusqu'en 2021, mesurable au degré de fluidité des passages dans la zone grise entre le territoire ukrainien et les zones séparatistes. Fluidité

1. Membre de l'Assemblée européenne des citoyens (AEC) et du réesau français de solidarité avec l'Ukraine et du RESU.
2. http://volontaires.echanges-partenariats.org/archives-ep/echanges-partenariats/index-p=7351.html.

qui avait quasiment disparu des semaines avant l'agression de février 2022.

Le 16 juin 2022, Yulia Krasilnykova, directrice exécutive de Vostok SOS, était à Paris présentant un rapport fait par son organisation sur la situation dans les territoires ukrainiens libérés après les replis russes[1]. Et depuis le début du mois, Severodonetsk était venue allonger la liste des villes martyres, détruite puis occupée par les soldats de Poutine.

Une ville martyre, comme Marioupol, comme hier l'ouest d'Alep ou Homs en Syrie, comme avant-hier Grozny en Tchétchénie, pour ne parler que de celles dont la destruction a été ordonnée au Kremlin… Car il y en eut d'autres ces dernières années comme Gaza ou comme Fallouja ou Mossoul en Irak.

Détruire une ville, est-ce un grave crime de guerre ? Ou un crime contre l'humanité ? Et que signifient d'ailleurs ces qualifications, ou celles de crime d'agression, de génocide ? Quel sens a le « droit de la guerre », ou le « droit humanitaire », avec quelles conséquences pratiques ou symboliques ? Il existe des règles de « combat loyal », depuis la plus haute antiquité et leurs violations aussi… et un droit moderne.

Ce droit moderne commence par le Néerlandais Grotius[2] et son livre De j*ure belli ac pacis* (Du droit de la guerre et de la paix) publié en 1625, dont les principes définissent la guerre comme opposant les armées des États belligérants et distinguent objectifs militaires et objectifs civils. C'est le début de l'élaboration d'instruments de droit international, en particulier le « droit de La Haye » (car initié par la conférence de La Haye de 1899) et les fameuses conventions de Genève. Par exemple, en matière de respect des prisonniers, lors de la Seconde Guerre mondiale et globalement – car non sans accrocs – les nazis respecteront les conventions de Genève à l'égard des combattants français ou anglais, et les alliés à l'égard des combattants allemands. Ce qui ne sera pas le cas, par exemple, des Français par rapport aux combattants « irréguliers » algériens ou des Américains par rapports aux prisonniers faits en Afghanistan

Le droit international humanitaire, dont les jalons sont posés par Henri Dunant (première convention de Genève et fondation de la Croix-Rouge en 1864) va se développer après la Seconde Guerre mondiale, à partir de la Charte des Nations unies. On distingue le *jus ad bellum* (le droit du recours à la force par les États et les limitations de cette dernière) et le *jus in bello* (le droit dans la guerre, une fois celle-ci déclenchée, en particulier pour la protection des non-combattants).

De très nombreuses conventions ont été conclues à l'échelle internationale, précisant, par exemple, les conditions de protection des biens culturels, l'interdiction d'armes particulières, le commerce des armes, etc. Malheureusement certaines n'ont pas été ratifiées par des puissances impérialistes et/ou particulièrement militaristes et souvent belligènes comme les États-Unis, la Russie, la Chine, Israël, la majorité des pays arabes… C'est le cas notamment du traité signé à Rome en 1998 instituant la Cour pénale internationale, et qui définit de manière très précise les crimes et violations du droit humanitaire international.

La Cour internationale de justice, crée en 1945, comme « organe judiciaire principal des Nations unies », intervient si elle est saisie par des États, et elle a réglé des contentieux secondaires entre des États plutôt secondaires, car les États peuvent refuser

1. A Trail of Death and Destruction Report based on the findings of the international VOSTOK SOS/ DRA human rights mission to Ukraine, DRA e.V .Berlin 2022.
2. Hugo de Groot, dit Grotius (1583-1645).

de comparaître, et la cour est restée impuissante lors de conflits majeurs, ou impliquant des puissances majeures. Saisie par l'Ukraine agressée par la Russie la Cour a jugé le 16 mars 2022 que cette dernière «devait suspendre ses opérations militaires sur le territoire ukrainien», sans aucune conséquence.

La Cour pénale internationale, créée en 1998, est une juridiction pénale chargée de juger les personnes (et non les États) accusées de génocide, crimes contre l'humanité, crimes d'agression (tous crimes imprescriptibles) et crimes de guerre (prescription de trente ans). Cent-vingt-trois États reconnaissent la Cour. Des États très importants s'en tiennent soigneusement éloignés n'ayant pas ratifié le traité fondateur (États-Unis, Israël, Russie, Ukraine…) ou tout simplement ne l'ayant pas signé (Chine, Inde, Pakistan, Arabie saoudite, Iran…). La Palestine a voulu adhérer à la CPI en 2009 mais a été considérée comme «n'étant pas un État au sein du droit international» du fait du refus de pays (européens en particulier) de la reconnaître comme tel. La Cour pénale internationale, et des tribunaux *ad hoc* (ex-Yougoslavie, Rwanda) ont cependant fonctionné, même si leurs fonctionnements ont été critiqués notamment la propension de la CPI à juger certains (plutôt pauvres, souvent africains) plutôt que d'autres, «selon que vous serez puissant ou misérable les jugements de la cour vous rendront blanc ou noir», disait déjà La Fontaine.

Cette fois-ci, le procureur de la CPI, s'est autosaisi et ses enquêteurs sont déjà sur le terrain.

L'intérêt du statut de Rome de la CPI c'est qu'il définit avec beaucoup de précision les crimes dont la Cour a à connaître (plus explicite que ce qui avait été développé en 1945).

AGRESSION, CRIME DE GUERRE, CRIME CONTRE L'HUMANITÉ, GÉNOCIDE

Le crime déjà parfaitement établi dans le cas présent de l'Ukraine est celui d'agression, considéré comme imprescriptible, un crime majeur contre la paix selon la Charte des Nations unies.

Ce crime est précisément défini dans l'article 8 du statut de Rome de la Cour pénale internationale :

> La planification, la préparation, le lancement ou l'exécution par une personne effectivement en mesure de contrôler ou de diriger l'action politique ou militaire d'un État, d'un acte d'agression qui, par sa nature, sa gravité et son ampleur, constitue une violation manifeste de la Charte des Nations unies.

Ladite Charte, proclamée le 26 juin 1945 par «Nous, peuples des Nations unies résolus à préserver les générations futures du fléau de la guerre», précise que «les membres de l'Organisation s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations unies» (Charte, article 2, paragraphe 4). L'agression russe du 24 février 2022 correspond absolument à toutes les caractéristiques d'un tel crime, par exemple (article 8 bis) : «L'invasion ou l'attaque par les forces armées d'un État du territoire d'un autre État ou l'occupation militaire, résultant d'une telle invasion ou d'une telle attaque, ou l'annexion par la force de la totalité ou d'une partie du territoire d'un autre État ; le bombardement par les forces armées d'un État du territoire d'un autre État, ou l'utilisation d'une arme quelconque par un État contre le territoire d'un autre État, le blocus des ports ou des côtes», etc.

Il est clair que d'autres agressions ont été perpétrées dans les décennies précédentes commises par d'autres États, comme l'Irak de Saddam Hussein les 20-22 septembre 1980 contre l'Iran (explicitement ou implicitement soutenue par les pétromonarchies, les Occidentaux, l'URSS), ou le 2 août 1990 contre le Koweït (unanimement condamnée par le Conseil de sécurité de l'ONU), ou l'agression d'Israël au Liban en juin 1982 même si elle a lieu dans le cadre d'un état de belligérance préexistante, internationale et interne, Il est vrai que, dans le cas ukrainien, les interventions directes et explicites des forces armées de la Fédération de Russie avaient commencé en février 2014 en Crimée et, de manière plus violente, dans le Donbass à la même époque.

Les crimes de guerre imputables à l'armée de la Fédération de Russie et ses forces annexes sont déjà très nombreux à avoir été identifiés et documentés, notamment (article 8 du statut de Rome) :

> La destruction et l'appropriation de biens, non justifiées par des nécessités militaires et exécutées sur une grande échelle de façon illicite et arbitraire ; la déportation ou le transfert illégal ou la détention illégale ; le fait de diriger intentionnellement des attaques contre la population civile en tant que telle ou contre des civils qui ne participent pas directement part aux hostilités ; le fait de diriger intentionnellement des attaques contre des biens de caractère civil, c'est-à-dire des biens qui ne sont pas des objectifs militaires ; le transfert, direct ou indirect, par une puissance occupante d'une partie de sa population civile, dans le territoire qu'elle occupe, ou la déportation ou le transfert à l'intérieur ou hors du territoire occupé de la totalité ou d'une partie de la population de ce territoire, le fait de diriger intentionnellement une attaque en sachant qu'elle causera incidemment des pertes en vies humaines dans la population civile, des blessures aux personnes civiles, des dommages aux biens de caractère civil ou des dommages étendus, durables et graves à l'environnement naturel qui seraient manifestement excessifs par rapport à l'ensemble de l'avantage militaire concret et direct attendu ; le fait d'attaquer ou de bombarder, par quelque moyen que ce soit, des villes, villages, habitations ou bâtiments qui ne sont pas défendus et qui ne sont pas des objectifs militaires ; le fait de diriger intentionnellement des attaques contre des bâtiments consacrés à la religion, à l'enseignement, à l'art, à la science ou à l'action caritative, des monuments historiques, des hôpitaux et des lieux où des malades et des blessés sont rassemblés, pour autant que ces bâtiments ne soient pas des objectifs militaires ; le pillage d'une ville ou d'une localité, même prise d'assaut, etc., etc.

Les forces armées ukrainiennes, défendant leur propre territoire, ne sont globalement pas en position de commettre le type de crimes de guerres évoqués ci-dessus. En revanche, on a signalé du côté russe comme du côté ukrainien, des faits de non-respect des conventions de Genève concernant le traitement de prisonniers, qui sont aussi constitutifs de crimes.

Les crimes contre l'humanité (imprescriptibles) sont caractérisés par leur dimension massive et généralisée. Par exemple, si le viol est considéré aujourd'hui comme un « grave crime de guerre », la généralisation des viols devient un crime contre l'humanité. L'article 7 du statut de Rome précise qu'on « entend par crime contre l'humanité des actes commis dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique lancée contre toute population civile et en connaissance de cette attaque : meurtre ; déportation ou transfert forcé de population ; emprisonnement ou autre forme de privation grave de liberté physique en violation des dispositions fondamentales du droit

international», et le statut donne une description très précise de ce que cela signifie, par exemple :

> Par persécution, on entend le déni intentionnel et grave de droits fondamentaux en violation du droit international, pour des motifs liés à l'identité du groupe ou de la collectivité qui en fait l'objet.

Bien entendu on trouvera aussi, dans l'histoire contemporaine, d'autres États, d'autres forces armées qui ont perpétré des crimes de guerres massifs et des crimes contre l'humanité… et dont les responsables n'ont pas été jugés pour autant… du moins par les instances internationales ou nationales officielles.

Le crime de génocide, défini en 1945 est le plus grave des crimes contre l'humanité. Le statut de Rome précise (article 6) :

> On entend par crime de génocide l'un quelconque des actes ci-après commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel : meurtre de membres du groupe ; atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe ; soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle ; mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe ; transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe.

Notons au passage que l'URSS de Staline s'était opposée en 1945 à la mention du mot «social» dans la définition des groupes visés (national, ethnique, racial ou religieux), pour éviter d'être incriminée dans le génocide provoqué par les suites de la «dékoulakisation» en 1932-1933, visant en principe des paysans «moyen-riches», en fait tous les paysans tout particulièrement en Ukraine (l'*holodomor* que les Ukrainiens considèrent à juste titre comme un génocide). Les Ukrainiens d'aujourd'hui s'en souviennent, et devant la destruction des villes (crimes de guerre), systématique dans le Donbass (crime contre l'humanité) et certaines pratiques des autorités russes (déportations), parlent de génocide. Toutefois, juridiquement l'incrimination de «génocide» se discute… même si on peut sans doute déjà parler de certaines pratiques génocidaires. En la matière, ce n'est pas le nombre de victimes qui est en cause, mais l'intention, c'est pour cela que l'on a parlé de génocide pour le massacre ciblé de Srebrenica en Bosnie, que sont évidentes l'intention génocidaire de Daech à l'encontre des Yézidis en Syrie et Irak, et sans doute celle de l'armée birmane à l'encontre des Rohingas au Myanmar.

Au regard des crimes évoqués ci-dessus, le non-respect par le Fédération de Russie des traités ou accords qu'elle a ratifié ou signé, apparaît presque anecdotique. Il n'est toutefois pas inintéressant de les rappeler.

La Fédération de Russie a garanti l'intégrité des frontières de la République d'Ukraine de manière précise (en plus des instruments généraux du droit international) à deux reprises : avec le mémorandum de Budapest du 5 décembre 1994 entre la Russie et l'Ukraine, par lequel cette dernière accepte d'abandonner les armes nucléaires présentes sur son sol (et les remet à la Russie) et adhère au Traité de non-prolifération nucléaire de l'ONU. L'exécution de ce mémorandum est garantie par la signature des États Unis et de la Grande Bretagne (rejoint plus tard par la France et la Chine)… des «garants» qui ne seront guère efficaces quand la Russie remettra en cause les frontières en 2014. Pourtant la Fédération de Russie avait réitéré cette garantie des frontières lors de l'accord Ukraine-Russie de Sotchi de 1995 sur le partage de l'ancienne flotte militaire soviétique de la mer Noire (20 % pour les Ukrainiens, 80 % pour les Russes) et le maintien de la base russe à

Sébastopol (maintien prolongé jusqu'en 2042 par un nouvel accord en 2010).

Une fois la guerre du Donbass commencée en 2014, un accord a été conclu à Minsk (Minsk 1, 5 septembre 2014) entre l'Ukraine, la Russie et les républiques séparatistes (LNR, DNR), sous l'égide de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe), prévoyant un cessez-le-feu sous contrôle OSCE, des mesures de désengagement militaire, une autonomie des districts de Donetsk et Louhansk, des élections libres… Il n'a jamais été question de donner à l'OSCE les moyens de faire respecter le cessez-le-feu, violé de part et d'autre… Et *a fortiori* d'organiser des élections dans des conditions acceptables, la Russie et les séparatistes rompant ces accords en organisant des «élections» sans contrôle. À la suite de l'échec des accords dits de Minsk 2 ont été signé le 12 février 2015 dans ce qu'on a appelé le «format Normandie» [«Normandie» parce que les quatre dirigeants s'étaient rencontré en 2014 en Normandie lors de l'anniversaire du débarquement du 6 juin 1944.] par François Hollande, Angela Merkel, Petro Porochenko, Vladimir Poutine. Si les affrontements ont alors nettement diminué sur la ligne de front du Donbass, aucun progrès n'a été fait, et Minsk 2 a été définitivement enterré avec la reconnaissance par la Douma russe de l'«indépendance» des Républiques séparatistes LNR et DNR en 2022 quelques jours avant l'invasion.

Les Ukrainiens se battent, exerçant leur droit légitime à l'autodéfense face aux agresseurs; les crimes de ces derniers sont avérés, ou le seront de plus en plus… quant au jugement des responsables…

Et les nouvelles qui nous parviennent du front ne sont pas bonnes.

28 JUIN 2022

L'UKRAINE ET LE PACIFISME

DAN LA BOTZ ET STEPHEN R. SHALOM[1]

Il est urgent de mettre fin à la guerre en Ukraine. Mais pour atteindre cet objectif, le slogan «Dehors la Russie maintenant!» est un bien meilleur slogan que «La diplomatie maintenant».

Le mouvement pacifiste a, en général, une histoire admirable d'opposition aux guerres qui ont causé tant de souffrances. Ses militants ont défendu la paix et la justice sociale du Vietnam à l'Amérique centrale en passant par l'Irak, ils ont contribué à enseigner au monde qu'au lieu de la mort et de la destruction, de la xénophobie et de l'intolérance, il est possible d'agir pour une résolution pacifique des conflits, tout en consacrant nos efforts à répondre aux besoins humains réels. Le mouvement pacifiste souligne depuis longtemps le gaspillage gargantuesque que représentent les dépenses militaires et que si l'argent dépensé en armes avait été affecté aux besoins humains, la pauvreté et la faim auraient été éradiquées depuis longtemps.

Ainsi, étant donné que nous admirons et apprécions le mouvement pacifiste, nous avons été déçus et quelque peu surpris de nous trouver en désaccord

1. Dan La Botz et Stephen R. Shalom sont membres du comité de rédaction de la revue *New Politics* (New York). Dan La Botz participe également aux Brigades éditoriales de solidarité.

sur la question de l'Ukraine avec des personnes avec lesquelles nous avons souvent défilé pour la paix par le passé.

Voilà les points avec lesquels nous sommes d'accord avec le mouvement pacifiste. Premièrement, nous sommes conjointement opposés à l'invasion et à l'occupation de régions de l'Ukraine par Vladmir Poutine. Nous sommes d'accord pour dire que l'Ukraine est une nation indépendante et que la Russie est l'agresseur. Deuxièmement, partageons la douleur des soldats et des civils qui meurent, la douleur de ceux que cette guerre a déplacés ou contraints à l'exil. Troisièmement, nous sommes ensemble opposés au militarisme et à la guerre et nous savons que l'OTAN – bien qu'elle ne soit pas directement responsable de cette guerre – représente également un problème parce qu'il s'agit d'une alliance militaire. Au début des années 1990, avec la chute de l'Union soviétique, de nouvelles structures de sécurité mutuelle auraient dû être construites au lieu d'élargir l'alliance de la guerre froide dirigée par Washington.

Ayant autant de choses en commun, nous devrions être en mesure d'avoir une discussion fructueuse afin de, peut-être, trouver des moyens de nous engager dans certaines actions communes. Notre disponibilité à discuter de ces questions ne concerne toutefois pas ceux qui ont excusé, voire soutenu, la Russie ou encore ceux qui, ignorant la responsabilité première de la Russie dans l'agression, veulent rendre les États-Unis, l'OTAN ou l'Union européenne responsables de la guerre. Leur soutien à la Russie les exclut à la fois du mouvement pacifiste et de l'appel à la solidarité internationale avec les victimes de l'agression.

Le mouvement pacifiste, nous semble-t-il, a avancé trois arguments pour justifier son exigence d'une solution diplomatique et pour une paix immédiate. Premièrement, la participation des États-Unis à l'armement de l'Ukraine prolonge la guerre. Deuxièmement, la fourniture d'armes prélève sur le budget américain des fonds qui auraient été alloués à d'importants programmes sociaux comme le logement, l'éducation, la protection sociale et celle de l'environnement. Troisièmement, la guerre en Ukraine menace de perturber la production et la distribution de céréales et de provoquer une hausse des prix du fait de la baisse des stocks, entraînant ainsi une famine massive au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et dans d'autres régions du Sud. Examinons chacun de ces arguments l'un après l'autre.

MILITARISME ET GUERRE

Si nous examinons l'argument selon lequel l'aide à l'Ukraine favorise le militarisme et la guerre, le point de départ doit être celui-ci : « Croyez-vous qu'un pays injustement attaqué a le droit de se défendre ? » Si oui, et si le pays ne dispose pas des moyens de se défendre, a-t-il le droit de recevoir des armes de l'extérieur ? Si le mouvement pacifiste souhaite un monde dans lequel aucun différend ne soit réglé par la guerre, tant qu'un tel monde n'existe pas, il ne peut pas refuser aux peuples, comme les Ukrainiens, le droit à l'autodéfense.

Il est évident que certains pacifistes sont des pacifistes absolus qui estiment que la guerre est toujours mauvaise et contre-productive, y compris en cas d'autodéfense. Une grande partie de ce que les pacifistes disent sur la guerre est extrêmement utile : ils notent que les coûts à long terme sont souvent laissés de côté dans les analyses coûts-bénéfices de la décision de recourir aux armes ; et notamment la militarisation des sociétés en guerre, les inévitables pertes de vies humaines civiles et la violence des comportements qui frappe même les guerriers les

plus vertueux. Cependant, la plupart d'entre nous, dans le mouvement pacifiste, ne sommes pas des pacifistes absolus. Nous pensons généralement que, même en prenant acte de ces coûts, il y a toujours des moments où la résistance militaire contre un agresseur est justifiée. Les pacifistes absolus ne sont pas d'accord, mais il est extrêmement improbable qu'un pacifiste qui croit en la justice puisse dénoncer quelqu'un pour avoir fourni des armes à la victime d'agression. Il n'y a donc aucune raison pour que le mouvement pacifiste attaque la fourniture d'armes à l'Ukraine.

Certains pacifistes appellent les victimes d'agression à recourir à la désobéissance civile non violente ou à d'autres moyens de résistance. Il est certain que la résistance civile et d'autres formes de résistance non violente peuvent être beaucoup plus efficaces qu'on ne le croit généralement, et il est juste que le mouvement pacifiste le fasse remarquer et plaide en faveur de telles politiques. Toutefois, il paraît inapproprié que de l'extérieur on puisse dire aux Ukrainiens, *alors que les bombes tombent,* qu'ils doivent uniquement utiliser la non-violence ou hisser le drapeau blanc et se rendre.

Le mouvement pacifiste croit en la paix, mais bien entendu, il ne considère pas que la paix soit la seule valeur. C'est pourquoi la paix et la justice figurent parmi les objectifs communs de nombreuses organisations pacifistes. Historiquement, la grande majorité des forces pacifistes sont arrivés à la conclusion que, si le fait de ne pas résister aux armées de Hitler aurait pu conduire à la paix, cela n'aurait pas conduit à un monde meilleur. De la même manière, à l'époque de la guerre civile américaine, l'acceptation de la sécession de la Confédération aurait assuré la paix, mais au prix de la poursuite des horreurs de l'esclavage. Dans le cas de l'Ukraine, dans de nombreux domaines, la guerre cause de grands dommages à la justice sociale. Mais la capitulation – car c'est ce que signifie la paix à tout prix – causerait également un terrible préjudice à la justice sociale. Poutine a déclaré qu'il éliminerait l'Ukraine en tant que nation et les Ukrainiens en tant que peuple, en expliquant qu'ils font partie de la Russie. Il souhaite conquérir l'Ukraine et la soumettre à son régime autoritaire, dans une société sans démocratie ni libertés civiles. Notre question est donc celle-ci : guerre ou capitulation ? Qu'est-ce qui cause le plus de dommages ? Les étrangers peuvent-ils vraiment juger à la place des Ukrainiens ?

Au nom de la paix, le mouvement pacifiste n'avait pas demandé à l'Union soviétique ou à la Chine de cesser de fournir des armes au Nord-Vietnam ni aux pays communistes d'Europe de l'Est de cesser de fournir des armes aux sandinistes. Dans les années 1930, la gauche n'avait pas considéré le refus occidental de fournir des armes à la République espagnole comme une initiative de paix, mais comme un manque de volonté politique de la part des nations démocratiques, voire comme une sympathie déguisée envers Franco.

Dans le passé, bien sûr, nous nous sommes souvent opposés aux exportations d'armes parce qu'elles étaient un soutien à des régimes qui violaient les droits humains. Mais dans le cas qui nous intéresse aujourd'hui, les armes sont une tentative d'aider un peuple injustement attaqué à se défendre, tout comme l'était l'objectif du prêt-bail à la Grande-Bretagne et à l'URSS pendant la Seconde Guerre mondiale.

Certains pourraient faire valoir que le Vietnam et l'Espagne républicaine étaient des gouvernements progressistes, alors que l'Ukraine est corrompue, voire fasciste. Nous pensons que la nature du

gouvernement n'est pas la question clé ; ce qui est nodal, c'est le fait qu'il soit engagé dans une juste lutte anti-impérialiste d'autodétermination nationale. En 1935-1937, lorsque l'Italie a attaqué l'Éthiopie, la majeure partie de la gauche a soutenu cette dernière, en dépit du fait que le gouvernement de l'empereur Hailé Sélassié était autoritaire et réactionnaire. La gauche a agi de la sorte parce qu'il était essentiel de soutenir une nation souveraine contre l'impérialisme fasciste italien, un régime qui, en 1936, était allié à l'Allemagne nazie. L'essence de cette position est l'anti-impérialisme et la défense du droit à l'autodétermination.

Le cas de l'Ukraine, cependant, est beaucoup plus facile à trancher. L'Ukraine, qui a connu des problèmes d'ingérence étrangère de toutes parts et de corruption bien enracinée, est fondamentalement un pays démocratique, dont les dirigeants ont été élus. Il existe des libertés démocratiques, bien qu'elles soient indubitablement menacées, surtout dans les conditions de la guerre. Le pays compte, comme bien d'autres, une extrême droite et des organisations néonazies, dont la fameuse brigade Azov. Cependant, ces forces ont obtenu de mauvais résultats aux élections et ne contrôlent pas le gouvernement néolibéral du président Volodymyr Zelensky. En Ukraine, il existe une gauche socialiste, légale et démocratique, que certains d'entre nous, au sein de la gauche américaine, soutiennent.

Si nous pensons que l'Ukraine a le droit de se procurer des armes partout où elle le peut pour se défendre, nous reconnaissons que l'implication directe des États-Unis ou de l'OTAN pourrait conduire soit à une guerre européenne plus large, soit à l'utilisation d'armes nucléaires. Nous devons être vigilants et nous opposer à toute évolution de ce type. Si les choses en arrivaient au point où le gouvernement Zelensky arrivait à poursuivre la guerre contre les souhaits de la population ukrainienne, alors il serait juste que de l'extérieur nous nous opposions à la fourniture de nouvelles armes. Mais, aussi limités qu'ils soient en temps de guerre, les sondages suggèrent que ce n'est pas actuellement le cas.

Nombreux sont ceux qui, à gauche, ont suggéré que Washington menait une «guerre par procuration» contre la Russie et que la Maison-Blanche poussait les Ukrainiens à «se battre jusqu'au dernier Ukrainien». Il est évident que les États-Unis aimeraient voir une Russie affaiblie, mais il est difficile de dire que les Ukrainiens poursuivent leur lutte uniquement à cause de la pression américaine. Les Ukrainiens se battent de leur propre gré, et les États-Unis ne peuvent pas les obliger à se battre, même s'ils pourraient les contraindre à se rendre en leur refusant des armes. En effet, il est clair que l'administration Biden et d'autres dirigeants occidentaux sont quelque peu inquiets des conséquences économiques d'une guerre longue et des risques pour leurs autres intérêts géopolitiques.

LES ARMES POUR L'UKRAINE ET LES DÉPENSES SOCIALES AUX ÉTATS-UNIS

Bien avant que la Russie n'envahisse l'Ukraine, l'administration Biden avait constaté que le soutien du Congrès était trop faible pour faire passer son programme social. Ne détenant qu'une faible majorité au Sénat, les démocrates n'ont pas pu surmonter l'obstruction antidémocratique et les défections d'un ou deux démocrates de droite. Le programme de Biden a également souffert des réductions d'impôts de l'ancien président Trump et de l'incapacité des démocrates à rétablir un taux d'imposition plus élevé sur les sociétés et les riches.

Une politique fiscale progressiste pourrait facilement financer *à la fois* le programme Build Back Better[1] et les armes destinées à l'Ukraine. L'aide à l'Ukraine n'aurait pas affecté un seul vote au Congrès concernant Build Back Better.

Certains pacifistes américains ont critiqué les progressistes du Congrès pour avoir voté en faveur d'une aide militaire et économique à l'Ukraine alors que leur programme social (pour un Green New Deal ou Medicare for All)[2] n'avait pas encore été mis en discussion. Mais le soutien des progressistes du Congrès à l'Ukraine ne les a pas conduits à abandonner leur programme social. On ne peut pas dire non plus que, sans l'aide à l'Ukraine, le Green New Deal et d'autres lois progressistes auraient été adoptés. Les dépenses américaines en armement pour l'Ukraine n'ont eu absolument aucun impact sur le budget social du pays, même si cela pourrait arriver si la guerre se prolongeait ou s'étendait.

LA FAIM DANS LE SUD

Le mouvement pacifiste s'inquiète également, à juste titre, de l'impact de la guerre en Ukraine sur l'approvisionnement en nourriture de l'Afrique et d'autres régions du Sud. L'Ukraine, qui est l'un des principaux producteurs de céréales au monde, a vu ses expéditions bloquées par les combats dans les zones agricoles ; quant aux troupes russes, elles ont incendié des champs et attaqué les silos à grains et les ports ukrainiens. Il est vrai que si l'Ukraine capitulait demain, les exportations de céréales – limitées par les dégâts déjà causés par la guerre – pourraient reprendre. Mais, bien sûr, si la Russie cessait son offensive militaire et retirait ses forces d'invasion, les exportations de céréales pourraient également reprendre.

Pour prévenir les conséquences horribles de l'agression russe sur les populations du tiers-monde, le mouvement pacifiste devrait-il demander à l'Ukraine de demander la paix et vraisemblablement de perdre sa souveraineté ? Non, il devrait demander à la Russie de mettre fin à la guerre et de se retirer d'Ukraine. Si elle ne le fait pas, nous devrions chercher d'autres moyens d'approvisionner en nourriture ceux qui en ont besoin. Par exemple, nous pourrions demander à l'Assemblée générale des Nations unies d'utiliser le pouvoir que lui confère la résolution « S'unir pour la paix » (qui n'est pas soumise au veto) pour escorter les navires céréaliers à destination et en provenance des ports ukrainiens. Nous ne devrions pas demander une action unilatérale des États-Unis pour protéger les convois céréaliers, ce qui pourrait être considéré comme une provocation. Mais une escorte humanitaire sous mandat de l'ONU serait tout à fait différente. Si les compagnies d'assurances se montraient réticentes à assurer les navires naviguant en mer Noire, l'Union européenne pourrait offrir cette couverture.

Le principe clé est le suivant : le mouvement pacifiste ne devrait pas exiger que l'Ukraine renonce à sa liberté parce que la Russie prend en otage les approvisionnements alimentaires du Sud, alors que d'autres solutions moins onéreuses sont disponibles.

LA QUESTION DE LA DIPLOMATIE

Le mouvement pacifiste a une position classiquement favorable à la diplomatie plutôt qu'à la guerre. Mais, revenons à la guerre du Vietnam. Alors que de nombreux opposants libéraux à la

1. NDT : le Build Back Better était un plan destiné à injecter 1 800 milliards de dollars dans des programmes de réformes en matière de santé, d'éducation et de protection de l'environnement.
2. NdT : « Assurance maladie pour tous ».

guerre demandaient des «négociations, maintenant!», le mouvement antiguerre radical – composé de millions de personnes qui ont défilé dans les rues – avait comme mot d'ordre: «Troupes américaines, dehors, maintenant!» L'argument central était que les États-Unis n'avaient aucun droit moral sur le Vietnam et qu'ils n'avaient donc rien à négocier. Ils devaient simplement retirer leurs troupes. Les radicaux savaient, bien entendu, qu'en dépit des exigences de la justice, il était peu probable que les États-Unis prennent simplement congé et qu'il y aurait des négociations. Nous savions également que le Vietnam négocierait, et qu'alors nous ne les critiquerions pas pour cela – c'était leur choix – mais nous comprenions également que ce qui se passait sur le champ de bataille affecterait le résultat de toute négociation. Ainsi, tout en voulant la paix, nous soutenions la lutte du Vietnam pour son indépendance contre les États-Unis.

Il en va de même en Ukraine aujourd'hui. La justice exige le retrait immédiat et inconditionnel de la Russie de toute l'Ukraine. Les militants antiguerre russes ont également adopté cette position. Nous disons à la Russie, comme nous l'avions dit aux États-Unis: «Dehors maintenant!»

En fait, comme presque toutes les guerres, celle-ci se terminera presque certainement par une sorte d'accord négocié. Mais la nature de cet accord – à savoir si le peuple ukrainien pourra continuer à exister en tant que nation indépendante et souveraine – dépendra de la situation militaire sur place. Celle-ci dépendra à son tour de la situation politique et du degré de solidarité avec l'Ukraine dans le monde. Sans armes étrangères, l'Ukraine sera contrainte d'accepter un accord terrible qui pourrait démembrer le pays, voire mettre fin à son existence indépendante et à son gouvernement démocratique.

Avec des armes, l'Ukraine peut gagner la guerre, récupérer l'ensemble de son territoire et défendre son gouvernement démocratique ou, du moins, parvenir à un accord qu'elle juge acceptable. La mort et la destruction qui s'ensuivront en valent-elles la peine? Comment une telle décision peut-elle être prise par quelqu'un d'autre que le peuple ukrainien?

Nous partageons le désir du mouvement pacifiste de mettre fin au militarisme et à la guerre, de démanteler les alliances militaires et de mettre fin à la menace d'annihilation nucléaire. L'OTAN devrait être démantelée et remplacée par des traités garantissant le respect de la souveraineté nationale et réduisant les bases militaires et les armements. Les nations riches, comme les États-Unis, la Chine, le Japon et l'Union européenne ont la responsabilité de veiller à ce que le Sud soit libéré de la faim. Avec tout cela en commun, ouvrons un véritable dialogue sur la question du droit de l'Ukraine à l'autodétermination et à l'autodéfense dans le contexte de l'établissement d'un monde plus démocratique, plus égalitaire et plus sûr pour tous.

FOREIGN POLICY IN FOCUS, 19 JUILLET 2022
Traduction: Patrick Silberstein

POURQUOI UN NOUVEL APPEL SOLIDAIRE INTERNATIONAL AVEC LE PEUPLE UKRAINIEN ?

MICHEL ANTONY, ZBIGNIEW MARCIN KOWALEWSKI, ROBERTO MASSARI, MICHEL NOBILE, MARIANA SANCHEZ, HORACIO TARCUS

Á propos du texte « Avec la résistance du peuple ukrainieni. Pour sa victoire contre l'agression » publié le 7 juin 2022[1].

L'impérialisme a toujours été multiforme, autant sous ses formes coloniales et militaires, que sous ses formes économiques ou financières. Il a toujours été accompagné, à un moment ou à un autre, d'interventions militaires ou de pressions politiques de nature autoritaire. Il a explosé sous le capitalisme, mais il a également touché les sphères dites abusivement « socialistes ». En effet, il ne se réduit pas à un camp particulier. Si l'impérialisme étatsunien (et ses alliés, notamment ceux de l'OTAN) est le plus connu et à juste titre dénoncé, il est loin d'être le seul. L'impérialisme tsariste, puis soviétique (pacte de Varsovie), puis à nouveau russe existe depuis des siècles et est toujours d'une trop grande actualité. Les Tibétains et les Ouïgours savent ce que leur inflige la dictature chinoise dans leurs propres territoires. Les Palestiniens nien finissent plus de voir leur territoire siétioler…

L'Ukraine nous est chère pour ses traditions de lutte et de résistance.

Aujourd'hui, les visions « campistes », qui s'en prennent surtout à un seul camp (et quasi toujours le camp à juste titre dénoncé dit « occidental »), et qui contribuent à maintenir des analyses aujourd'hui fortement datées, nous semblent erronées face au conflit russo-ukrainien et surtout dangereuses pour la survie de l'indépendance ukrainienne.

Nous avons donc voulu, comme autrefois en faveur du Vietnam ou de l'Irak, d'abord manifester notre totale solidarité envers l'agressé, brutalement et sauvagement bombardé et envahi.

Nous avons également voulu rappeler que la Russie poutinienne d'aujourd'hui n'est plus celle des soviets ou des vagues réminiscences socialisantes, mais est au contraire une puissance capitaliste (connaissant les pires hiérarchies et les pires inégalités sociales), autoritaire voire dictatoriale (la liberté d'expression et d'action y sont complètement contrôlées et réprimées) et militariste à vocation expansionniste.

Pour nous, il n'y a pas de morale historique si nous ne condamnons pas d'abord et surtout une invasion militaire, et si nous ne demandons pas, avant toute chose, le respect de la totale intégralité territoriale et le respect des choix propres aux seuls Ukrainiens et Ukrainiennes. Nous n'avons aucune illusion sur la finalité de l'OTAN, mais utiliser à tout bout de champ le prétexte des agissements de cette organisation « occidentale » pour limiter le soutien à l'Ukraine ou pour justifier même partiellement Poutine nous semble une erreur historique et éthique très grave. Il en est de même pour les positions uniquement pacifistes (« la paix tout de suite et à tout prix ») qui sont sympathiques mais dommageables car elles acceptent globalement la politique du fait accompli et donc

1. Voir *Soutien à l'Ukraine résitante*, n° 8, p. 50, www.syllepse.net/syllepse_images/articles/brigades-e--ditoriales-de-solidarite---8.pdf.

le démembrement d'un pays souverain si cela peut contribuer à stopper le conflit.

C'est pourquoi des ami·es et militant.es se sont regroupé.es, tous de tradition socialiste – marxiste ou libertaire – ou tout simplement de tradition démocratique : Roberto Massari et Michele Nobile (Italie), Zbigniew Marcin Kowalewski (Pologne), Horacio Tarcus (Argentine), Michel Antony (France). Mariana Sanchez et l'équipe éditoriale Syllepse ont été d'une aide précieuse pour les contacts et les diffusions.

Les six, malgré leur diversité idéologique, ont cherché à proposer un texte simple et clair, contre la guerre et contre le principal agresseur (l'impérialisme russe, incarné aujourd'hui par Poutine, mais pas contre le peuple russe d'autant que certains sont hostiles à l'invasion et souvent réprimés), et pour la défense et le soutien de l'agressé (l'Ukraine), qui, on l'espère, débouchera comme à l'époque du Vietnam sur une action unitaire mondiale pour libérer totalement un pays scandaleusement démembré et partiellement occupé.

Ce texte en plusieurs langues, et la liste constamment remise à jour des signataires, sont accessibles sur le site d'*Utopia Rossa* (http://utopiarossa.blogspot.com/2022/05/con-la-resistencia-del-pueblo-ucraniano.html. Nous avons recueilli des signatures de 46 pays, de militant.es et personnalités de toute origine sociale appartenant aux mouvances syndicalistes, politiques ou associatives, qui tou·tes ont conscience de l'importance à gauche de faire front face à des secteurs dévoyés passés à des positions neutralistes ou philo-russes.

AVEC LA RÉSISTANCE DU PEUPLE UKRAINIEN,
POUR SA VICTOIRE CONTRE L'AGRESSION

Les signataires[1]

(Allemagne) Harald Etzbach, Eva Gelinsky, Lars Steinau, Sascha Schlenzig, Anna Sailer, Francisco Simon.

(Argentine) Horacio Tarcus, Beatriz Sarlo, Vera Carnovale, Laura Fernández Cordero, Martín Baña, Alejandro Galliano, Maristella Svampa, Pablo Stefanoni, Pablo Alabarces, Carlos Altamirano, Carlos Penelas, Mariano Schuster, Abel Gilbert, Alejandro Katz, Horacio Ricardo Silva, Karina Jannello, Adrián Gorelik, Hugo Vezzetti, Patricia Collado, Laura Klein, Ernesto Manzanares, Julio Cesar Neffa, María Cecilia Trionfetti, Jorgelina Di Iorio, Carlos A. Suárez, Juan Carlos Giordano, Mónica Schottahuer, Graciela Calderón, Noelia Aguero, Blanca López, Mercedes De Mendietta, Pablo Almeida, Mercedes Trimarchi, Rubén Pollo Sobrero, Angélica Lagunas, Mercedes Petit, Susana Muhlmann, Alberto Bonnet.

(Australie) Susan Kippax, Michael Edwards, Michael Karadjis, Federico Fuentes, Tamara Krawchenko, Alex Wodak, Alexander Johnson, Ric Day, Kay Wilhelm.

(Autriche) Christian Zeller.

(Bangladesh) Badrul Alam, Shamsun Nahar Khan Doli, Omoli Kisku, Bangladesh Krishok Federation, Bangladesh Kishani Sabha, Bangladesh Adivasi Samiti.

(Belgique) Jean Vogel, Laurent Vogel, Daniel Tanuro, Thomas Weyts

(Brésil) Maria Elisa Cevasco, Vanessa Oliveira, Fernanda Melchionna, Sâmia Bomfim, Vivi Reis, Luciana Genro, Roberto Robaina, Israel Dutra, Pedro Fuentes, Bruno Magalhães, Nara Machado, Robert Ponge, Rosangela Gaze, Luiz Carlos Fadel de Vasconcellos, René Mendes, Fernanda Giannasi, Élena Mazzeo, Ana Maria Giannasi, Eliezer João de Souza, José Marçal Jackson Filho, Adriano Dias, Babá, Barbará Sinedino, Bruno da Rosa, Bernarda Thailana Ferreira Gomes, Cindy Fucidji Ishida, Diego Vitello, Felipe Melo dos Santos, João Santiago, Joice Siqueira de Souza, Lucas Schlabendorff, Laís Brandão Sathler, Mariza das Mercês dos Santos, Natalia Granato, Pedro Rosa, Rosi Messias, Valdenice Pinheiro Ribeiro, Alessandra Primo, Carlos Abreu Mendez, Daniela Possedon, Maria Tereza Zatti.

(Canada) Jeffery R. Webber, Peter McLaren, Richard Fidler, Vida Cuadra, Nissim Mannathukkaren.

(Catalogne) Alfons Bech, Jonas Nilson, Cristina Mas, Isarn Pardes, Esther del Alcázar, Margarita Olalla, Cristina Darriba, Marc del Alcázar.

(Chili) Patricio Calderón, Manuel Sepulveda Calderón, Haroldo Dilla Alfonso, Jonathan Ríos, Javiera Munita, Permizoo Javier Ayarza, Bastián Guzmán, Claudio Jedlicki.

(Colombie) Jairo Ernesto Luna García, Óscar Gallo.

(Cuba) Julio César Guanche, Samuel Farber, Alina Barbara López Hernández, Ivette García González, Mario Juan Valdés Navia, Mauricio de Miranda Parrondo.

(Écosse) Iain Gault, ecosocialist.scot, Mike Picken, Allan Armstrong.

(Équateur) Marc Saint-Upery.

(Grèce) Pantelis Afthinos, Tassos Anastassiadis, Elea Foster, Dimitris Hilaris, Dimitris Karellas, Yannis Konias, Kostas Kousiantas, Moisis Litsis, Zetta Melambianaki, Sonia Mitralia, Yorgos Mitralias, Louiza Mizan, Athena Moss, Giannis Papadimitriou, Spyros Staveris, Manthos Tavoularis, Sissy Vovou, Riki van Boeschoten, Theodoros Benakis, Theodoros Tsikas.

(État espagnol) Jaime Pastor Verdú, Francesc Matas, Luis M. Sáenz, Ángel Rebollar López, Carmen San José Pérez, Pablo Francescutti, Jesús Jaen Urueña, Bohdan Krawchenko, Javier Cordón Cordón, Juan Manuel Vera, María Teresa Martínez Alcolea, Manuel Pozuelo, Margarita Díaz Pérez, Lucía Castellanos Marcos, Miguel Ángel Rodríguez Lorite, Francisco Javier Caballero Campos, Miguel Capapey, José Antonio Pérez Tapia, María Menéndez, Enrique del Olmo García.

1. Liste à jour le 27 juillet 2022.

(États-Unis) Scott Carter, Linda Allegro, Dan La Botz, Sherry Baron, Nancy Holmstrom, Stephen R. Shalom, Tom Harrison, John Reimann, Sandra McGee Deutsch, Jason Schulman, Alex Chis, Claudette Bégin, Peter Hudis, Suzi Weissman, Robert Brenner, Charles Post, Sam Friedman, Eric Poulos, Ashley Smith, Phil Gasper, Andrew Pollack, Marion Munk, Glenn Allen, Mel Bienenfeld, Aaron Amaral, Jack M. Bloom, Kit Lyons, Gary Holloway, David McCullough, Franklin Dmitryev, David Finkel, Howie Hawkins, William Keach, Avery Wear, Roberta Batorsky, Wendy Thompson, Joel Geier, Carmelo Mesa-Lago, Brian Douglas Blassingame, Joel Jordan, Sohini Sarkar, Bruce Trigg, David Turpin, Enzo Traverso, David Perlman.

(Euskal Herria) Joxe Iriarte «Bikila», Jesus Uzkudun Illarramendi, Marcelino Fraile, Josu Egireun.

(Finlande) Nina Veikkolainen, Marcello Ganassini.

(France) Michel Antony, Michael Löwy, Richard Neuville, Dardo Scavino, Jean Puyade, Christian Mahieux, Patrick Silberstein, Robi Morder, Mariana Sanchez, Hélène Roux, Elisa Moros, Catherine Samary, Pierre Pelan, Patrick Le Trehondat, Sylvain Silberstein, Romain Descottes, Francis Sitel, Armand Creus, Jean-Paul Bruckert, Eva Roussel, Irène Paillard, Stefan Bekier, John Barzman, Laurence Boffet, Nara Caldera, Daniel Guerrier, Hortensia Ines, Julien Troccaz, Jan Malewski, Vincent Présumey, Julien Salingue, Michel Lanson, Franck Gaudichaud, Didier Epsztajn, Patrick Farbiaz, Denis Paillard, Josette Trat, Richard Walter, Claude Deleville, Georges Sarda, Geneviève Dreyfus-Armand, Marc Daniel Lévy, Ludivine Bantigny, Bruno Groppo, Vincent Bruand, Alexis Cukier, Olivier Besancenot, Frank Mintz, Bruno Della Sudda, Yohann Douhet, Christian Varin, Christian Gourdet, Hugues Joscaud, Donato Pascale, Bea Whitaker, Florence Marin, Jacky Assoun, Bernard Fischer, Eva Blumenfeld, Pierre Rousset, Jean Malifaud, Antoine Malamoud, Catherine Hollard

(Géorgie) Maia Barkaia.

(Inde) Jairus Banaji, Rohini Hensman, Kavita Krishnan, Ammu Abraham, Aditya Nigam, Sujeet Bhatt, Tanika Sarkar, Achin Vanaik, T.M. Krishna, Angshuman Choudhury, Nityanand Jayaraman, Navsharan Kaur, Vani Subramanian, Shuddhabrata Sengupta, Suraj Gogoi, Anwar Sadat, J. Devika, Nivedita Menon, Sonia Jabbar, Pamela Philippose, K. Kalpana, Shubha Chacko, Shubhra Nagalia, Anita Dube, Parnal Chirmuley, Rituraj Kalita, Sindhuja Shankaran, Arundhati Ghosh, Radhika Krishnan, Prerna Gautam, T.G. Ajay, Gargi Sen, Vishwa Deepak, Om Prasad, Sajjad Kargili, Anand Kundaji, P. Rohini Rajasekaran, Sumit Sarkar, Abhijit Pathak, Ashima Roy Chowdhury, Ajit Patil, Aashita Dawer, Soumya Datta, Chayanika Shah.

(Irlande) James Monaghan, John D. Meeham.

(Italie) Antonella Marazzi, Roberto Massari, Michele Nobile, Riccardo Bellofiore, Oreste Scalzone, Laris Massari, Giorgio Amico, Andrea Furlan, Giovanna Vertova, Liben Massari, Dario Giansanti, Cinzia Nachira, Anna Della Ragione, Walter Baldo C., Andrea Coveri, Marco Noris, Brunello Mantelli, Gustavo Rinaldi, Debora Trevisi, Daria Lucca, Alessandro Stiglitz, Francesco Brusa, Luigi Ficarra, Rossana Fatighenti, Piero Maestri, Domenico De Stradis, Adriana Scalella, Mauro Giovannini, Gabriella Spigarelli.

(Luxembourg) Murray Smith.

(Mexique) Rafael Mondragón, Manuel Aguilar Mora, Ismael Contreras, Jaime González, Alvaro Vázquez, José Juan Grijalva, Luis Martínez Andrade, Ivett Montalván, Gabriel Roel, Joel Ortega Juárez, Alberto Hijar, Jorge Meléndez, Alejandro Gálvez Cancino, Teresa Juárez Bustos, Linda Ávila, José Atenco, Raymundo Hernández, Alberto Escalante, Guadalupe Aguilar Madrid, Cuauhtémoc Arturo Juárez Pérez, Jesús Alberto Valdés, María Guadalupe Hernández Bravo, María Isabel Cons, Ana Laura Hernández Vázquez, Adán Valencia Córdova, Enrique Alfredo Duarte Rodríguez, María Rosario Quiroz Esquer, Mary Cruz Juárez Ramírez, Ramón Espinoza, Armando Chaguaceda, Carlos Ezequiel Hernández, Marco Aurelio Palma Apodaca, José Martínez Cruz, Jesús Alberto Valdés, María Guadalupe Hernández Bravo, Virginia Barajas Jacinto, Alexis Jovan Aguilera Guillén, Ana María López Rodríguez, Marco Antonio Fonseca, Rafael Álfaro Velasco, María de los Ángeles Márquez.

(Norvège) Anders Ekeland, Karsten V. Johansen, Per Lorentzen.

(Pakistan) Farooq Tariq, Haqooq Khalq Party Pakistan.

(Panama) Ligia Arreaga.

(Pays-Bas) Jan Lust.

(Pays de Galles) Geoff Ryan.

(Pérou) Hugo Blanco, José Carlos Mariátegui Ezeta.

(Pologne) Zbigniew M. Kowalewski, Katarzyna Bielińska, Stefan Zgliczyński, Michał Siermiński, Szymon Martys, Paweł Szelegieniec, Artur Maroń, Jacek Drozda, Paweł Michał Bartolik, Michał Kozłowski, Ewa Majewska, Lech Nijakowski, Piotr Szumlewicz, Zofia Malisz, Łukasz Ostrowski, Rudolf Dettlaff, Sebastian Słowiński, Elżbieta Siermińska, Andrzej Leder, Benedykt O'Connor, Zuzanna Antonowicz, Karolina Kulpa, Łukasz Stylec, Włodzimierz Lengauer, Maciej Kurpiewski, Magdalena Środa, Adam Bicz, Miron Zblewski, Anna Tracz, Agnieszka Lasota, Jan Niemiec, Karolina Lewanowicz, Michał Jakubowski, Anna Sołtysiak, Aleksandra Kiełtyka, Robert Dettlaff, Adrianna Michno, Michał Sokolski, Joanna Wójcik, Aleksander Żerelik, Eliza Mazan.

(Portugal) Gil García, Renata Cambra, João Pascoal.

(Porto Rico) Carlos Pabón Ortega, Nylca Muñoz.

(Québec) Marc Bonhomme.

(Royaume-Uni) Alessandra Mezzadri, Gilbert Achcar, Max Civino, Michael Tucker, Christopher Ford, Paul Crofts, Roland Rance, Simon Pirani, Marko Bojcun, Corinna Lotz, Robbie Griffiths, Paul Feldman, Simon Pearson, Ian Parker, Karol Florek, Sacha Ismail, John Game, Pablo Mukherjee, Aditya Sarkar, Fred Leplat, Andria Efthimiou-Mordaunt.

(Russie) Ilya Budraitskis.

(Sri Lanka) Dharmasiri Lankapeli.

(Suisse) Stefanie Prezioso, Jean Batou, Jean-Michel Dolivo, Hadrien Buclin, Pino Sergi, Janick Schaufelbuehl, Pierre Vanek, Adrian Zimmermann, Joseph Daher, Angelica Lepori, Gabriella Lima, Alexis Michoud, Matteo Pronzini, Dan Gallin, Karl Grünberg, Gitanjali Chaturvedi, Alain Gonthier, Jacqueline Heinen, Sébastien Guex.

(Suède) Ukraina-Solidaritet Sverige, John Andersson, Anders Svensson, Benny Åsman, Bodil Carlsson, Carl T. Ek, Jan Czajkowski, Jan Hägglöf, Kenneth Lewis, Martin Fahlgren, Mats Törngren, Sarah Philipson, Ulf Albihn.

(Tunisie) Santiago Alba Rico.

(Turquie) Oktay Çelik, Görkem Duru, Atakan Çiftçi, Muhittin Karkın, Sedat Durel.

(Ukraine) Hanna Perekhoda, Vladislav Starodubtsev, Taras Bilous, Denys Gorbach, Daria Saburova, Andrij Zdorov, Oleksandr Kravchuk, Serhii Ishchenko.

(Uruguay) Gerardo Garay, Gerardo Caetano, Fernando Errandonea, Ana Campo.

(Venezuela) Stalin Pérez Borges, Orlando Chirino, José Bodas, Miguel Ángel Hernández.

WWW.UTOPIAROSSA.BLOGSPOT.COM

contact: erre.emme@enjoy.it

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE GALLOISE

L'Ukraine a reçu la visite d'un représentant de la campagne de solidarité avec l'Ukraine et d'une figure de la gauche et du mouvement ouvrier gallois, Mick Antoniw. Mick était accompagné de son camarade Wayne Thomas du syndicat des mineurs (NUM). Ils ont apporté une cargaison précieuse (une voiture et bien d'autres choses) au profit de la résistance ukrainienne. À Lviv, ils ont également rencontré Sergey Junak du syndicat des mineurs des houillères et Andrei Denysenko, commandant de l'un des bataillons de défense teritoriale.

«Sotsialniy Rukh exprime sa gratitude à nos camarades gallois qui soutiennent le mouvement ouvrier en Ukraine depuis de nombreuses années et qui, depuis l'agression armée de la Fédération de Russie, ont apporté une contribution tout simplement inestimable à la protection de notre peuple.»

De son côté, le même jour, le syndicat britannique GMB déclarait : «Les responsables de GMB et d'autres syndicats ont livré des véhicules et du matériel médical à l'Ukraine. Le véhicule lourd 4x4 pick-up destiné à leurs homologues ukrainiens sera utilisé par un bataillon la défense territoriale, basé dans l'est de l'Ukraine. Il s'agit de la première de plusieurs livraisons prévues par les syndicats britanniques. [...] En plus du véhicule, l'équipe syndicale a apporté du matériel médical, notamment des garrots, et des produits sanguins utilisés pour traiter les blessés, ainsi que des torches et des pneus de rechange indispensables pour le véhicule.» Barbara Plant, la présidente de GMB, a déclaré : «GMB a de fortes valeurs internationalistes et nous sommes heureux d'avoir pu soutenir le convoi de travailleurs vers l'Ukraine. GMB est fier de soutenir les travailleurs ukrainiens dans leur lutte pour la liberté contre l'agression brutale de Poutine. C'est pourquoi, il est essentiel que les syndicats britanniques fournissent une aide morale et matérielle à ceux qui sont en première ligne.»

29 JUILLET 2022

TOUS DANS LA GUERRE

ÉTIENNE BALIBAR[1]

Nous voici au cinquième mois de la guerre déclenchée par l'invasion russe. Dans cette conférence[2], j'essayerai de mettre en ordre quelques-unes des réflexions que m'inspirent la situation en Ukraine et ses prolongements planétaires. Je formulerai des hypothèses et poserai des questions, mais je n'ai pas de certitude absolue quant à la réponse qu'il faut leur apporter. Sur plusieurs points je me demande même si ces réponses existent – sauf à vouloir projeter sur la réalité qui nous assiège des catégories idéologiques toutes faites. Mais ce n'est pas une raison, bien au contraire, pour ne pas tenter d'articuler ce que nous savions déjà et ce que nous apprenons au jour le jour, de façon à éclairer les enjeux et les éventualités d'un conflit qui nous concerne tous directement. Devant la guerre d'Ukraine en effet, devant la bataille qui fait rage autour des villes du Donbass, devant les menaces qui s'accumulent aux alentours, nous ne pouvons pas nous comporter comme de simples «observateurs engagés» qu'affectent plus ou moins les événements. C'est notre avenir, c'est notre «monde commun» qui sont en jeu, et dont la physionomie va dépendre aussi de nos interprétations et de nos choix. En ce sens, toutes proportions gardées car – ne l'oublions jamais – nous ne sommes pas les combattants ou les victimes directes du conflit, je dirai pourtant que nous sommes dans la guerre, car elle a lieu «chez nous» et «pour nous». Nous n'avons pas le choix, hélas, comme le propose dans une belle leçon de pacifisme révolutionnaire mon ami le philosophe Sandro Mezzadra, de «déserter la guerre[3]». Je n'en conclus pas pour autant que nous devions nous laisser «mobiliser» et emporter par elle d'une façon irréfléchie. La marge laissée au choix est très faible, mais faut-il décider d'avance qu'elle est inexistante ?

De quelle guerre, cependant, sommes-nous ici en train de parler ? Sur ce point déjà l'incertitude règne. Car au-delà du fait que le territoire ukrainien (en partie occupé ou annexé depuis 2014) a été pris d'assaut au matin du 24 février dernier sur l'injonction de Vladimir Poutine, et que l'armée russe y perpètre jour après jour des exactions qui ont entraîné de gigantesques déplacements de populations, mais aussi des actions de résistance exceptionnellement courageuses et intelligentes du peuple ukrainien, il faudrait une vue plus complète des ramifications et des contrecoups de la guerre dans une série d'autres lieux, peut-être dans le monde entier. D'une perception des espaces qui forment le «théâtre» de la guerre, et de la façon dont ils se modifient à mesure qu'elle dure et change de rythme, dépendent en effet non seulement le jugement que nous porterons sur son «caractère» historique, mais l'idée que nous nous ferons de la politique qu'elle appelle ou qu'inversement elle interdit. On ne se lasse pas de répéter la «formule» du *Vom Krieg* de Clausewitz : «La guerre

1. Étienne Balibar est philosophe. Merci à Étienne Balibar et à *AOC* de nous avoir permis de publier ce texte.

2. Adaptation française de ma conférence «In the war : nationalism, imperialism, cosmopolitics», London Critical Theory Summer School, Birkbeck College, 27 juin 2022. Version légèrement corrigée du texte paru le lundi 4 juillet dans *AOC*.

3. Voir Sandro Mezzadra, «Disertare la guerra», *Euronomade,* 11 mars 2022, www.euronomade.info/?p=14889 ; version française, https://blogs.mediapart.fr/mezzadra-sandro/,blog/140322/deserter-la-guerre.

est la simple continuation de la politique par d'autres moyens[1].» Ne serait-il pas tout aussi pertinent de nous demander, ici et maintenant, quelle politique «continue la guerre», ou surgira dans son après-coup (s'il doit y en avoir un), en tant qu'institution et en tant que praxis, sur la base des conditions qu'elle aura créées et des problèmes qu'elle aura révélés?

Ces questions pour l'instant sans réponses, je voudrais commencer à les instruire en choisissant trois points d'entrée: de quoi cette guerre «est-elle le nom», ou comment la définissons-nous pour pouvoir la nommer? Que nous dit-elle des fonctions du nationalisme, de ses fluctuations, de son rapport à la «forme nation» elle-même? Quels sont les espaces politiques dont elle recoupe et, le cas échéant, déplace les frontières?

NOMS ET DÉFINITIONS

Pour saisir le caractère de la guerre en cours, je pense qu'il faut appliquer plusieurs grilles, opérant à différents niveaux et faisant ressortir différentes modalités du conflit. La guerre se développe sur de multiples «théâtres» avec des intensités et des rythmes différents. Il est crucial de bien décrire cette surdétermination intrinsèque, dont vont dépendre son évolution et ses conséquences, même si nos incertitudes en sont d'abord accrues. Cela n'empêchera pas qu'il nous faille décider quel en est l'aspect principal, d'une décision fondée sur l'analyse aussi rationnelle que possible des multiples dimensions de la guerre, mais qui n'en sera jamais simplement déductible et restera par conséquent subjective. Cette décision «commande» notre jugement politique sur les enjeux de la guerre et nos tentatives d'intervention depuis le lieu où nous sommes situés par l'histoire et par la géographie, c'est-à-dire en Europe et comme «citoyens d'Europe» (dont font partie beaucoup d'étrangers venus du monde entier, car l'Europe est de facto une entité cosmopolitique).

Je proposerai de considérer au moins quatre niveaux superposés, mais cette énumération appelle quelques préliminaires sur lesquels je passe aussi vite que possible. D'abord le caractère d'une guerre dépend certes des objectifs que poursuivent les belligérants, mais il ne peut se définir simplement à partir de leurs intentions ou de leurs déclarations: il faut les rapporter à la constitution des institutions et des forces (en général des nations) qui leur confèrent une effectivité, ce qui dépend toujours de conditions historiques déterminées. C'est pourquoi il y a, sans doute, de grands types de guerres, au-delà même des distinctions juridiques (guerres civiles ou étrangères, compatibles ou non avec le droit international...) et des catégories polémologiques (guerres de conquête ou de défense – voire de défense «préventive», de «haute» ou de «basse intensité», symétriques ou asymétriques...), que nous cherchons à identifier en ayant recours aux comparaisons. Plusieurs seraient ici pertinentes, dont certaines ont été régulièrement invoquées depuis le début de la guerre d'Ukraine, et d'autres soigneusement évitées: guerres d'Algérie et du Vietnam, occupation de la Palestine, guerres de Yougoslavie, guerre de Tchétchénie, invasion de l'Irak par les États-Unis... Mais en dernière analyse toute nouvelle guerre est une guerre nouvelle, et les comparaisons, bien qu'elles puissent servir à éviter les évaluations biaisées, fournissent avant tout des contre-exemples. Enfin toute guerre qui dure et engendre ce que Clausewitz appelait des effets de «friction» connaît plusieurs phases de mouvement ou

1. Carl von Clausewitz, *De la guerre,* Paris, Minuit, 1955,, trad. de Denise Naville, livre 1, chap. 1, § 24, p. 69. Les commentateurs s'épargnent en général la discussion du «simple»

de position, souvent associées à des tracés de fronts et de frontières, qui font évoluer son caractère et dans lesquelles changent les rapports de forces. En l'occurrence, après la phase d'invasion proprement dite, dans laquelle l'armée et les unités territoriales ukrainiennes ont réussi à repousser les chars russes et à reprendre l'initiative, la guerre s'est figée dans une confrontation incertaine et dévastatrice, dévoreuse d'hommes et de munitions, concentrée dans les régions orientale et méridionale du pays que la Russie cherche à annexer. On retourne ainsi, en apparence, mais avec plus d'intensité, à ce qui avait été son théâtre initial, ce qui veut dire aussi que son vrai commencement date de 2014 et que nous n'en sommes pas au centième jour mais à la huitième année déjà… Cependant ce n'est qu'avec les développements actuels que toutes les implications du conflit commencent à se faire voir.

Tentons alors une première définition. La guerre des Ukrainiens est proprement ce qu'il faut appeler une guerre d'indépendance nationale, ce qui en ukrainien se dit *maïdan* et appelle la comparaison avec d'autres moments historiques où la constitution d'une nation souveraine se «libérant» de la sujétion d'un empire est passée par la confrontation armée avec celui-ci : la sécession d'une partie de l'Irlande anglaise au début du siècle dernier, les guerres de libération nationale des colonies (ou semi-colonies) européennes en Afrique et en Asie, mais aussi, plus lointainement bien que symboliquement significatives, les «insurrections» qui donnèrent naissance aux nations modernes détachées des empires anglais, espagnol ou ottoman… Et sans doute ici on observera que l'Ukraine (qui avait joui au sein de l'URSS d'un statut de «république fédérative» et, à ce titre, disposé d'un siège aux Nations unies) était déjà devenue un État souverain, internationalement reconnu, à la suite de la dissolution de l'URSS en 1991. Ce point est fondamental parce qu'il fait de l'invasion russe une transgression ouverte du droit international, ce qui qualifie l'un des belligérants comme agresseur et l'autre comme agressé, fondé pour se défendre à faire appel à l'aide étrangère. Mais sur le plan politique, tel que le traduisent les discours de Poutine et l'ensemble de la propagande justifiant l'occupation et la «russification» des territoires conquis, on voit que la puissance impériale – continuée sur ce point par le régime communiste en dépit des principes démocratiques et fédératifs proclamés par la révolution d'octobre 1917 – n'avait jamais considéré comme légitime l'indépendance des territoires ayant appartenu à l'empire. Elle prétend exercer quelque chose comme un droit de «retour[1]». C'est pourquoi on peut dire à bon droit que les Ukrainiens sont engagés dans une guerre d'indépendance qui avait été seulement différée. S'ils remportent la victoire, la souveraineté et l'existence même de leur nation deviendront un fait accompli et ne seront plus contestables. Évidemment, elles auront coûté très cher en termes de destructions et de souffrances.

Nous ne pouvons, cependant, en rester là. La référence à la continuité impériale dans l'espace qui va de l'océan Pacifique jusqu'à la frontière polonaise (et parfois au-delà), mais surtout la référence à la façon dont la révolution russe a remis en question cette forme impériale pour finalement la restaurer et la «moderniser», imposent de considérer les choses

1. Ceci vaut d'une façon générale pour l'ensemble des territoires ayant appartenu à l'empire russe ou à l'URSS après 1945 et constituant ce que le discours officiel russe, de façon quasi-constitutionnelle, désigne comme «l'étranger proche». Mais à l'intérieur de cet ensemble, qui inclut notamment les pays baltes, il est clair que l'Ukraine, pour des raisons économiques, démographiques, historiques et idéologiques sur lesquelles je reviens plus bas, occupe une place tout à fait singulière, perçue non seulement comme «non négociable» mais comme «existentielle».

sous un autre angle et sur une autre scène[1]. La comparaison qui s'impose ici, trop souvent censurée dans les commentaires, est avec les guerres de Yougoslavie des années 1990, même si l'ampleur des destructions et la masse des troupes et des équipements engagés est disproportionnée (mais la nature des crimes de guerre en train d'être commis est, elle, du même ordre)[2]. De ce point de vue, ce que nous avons caractérisé comme une guerre d'indépendance doit aussi nous apparaître comme l'exemple d'une guerre post-socialiste, ayant sa source dans l'effondrement des régimes communistes en Europe, et plus profondément dans l'incapacité de ces régimes à trouver une solution pour la «question des nationalités» héritée des empires : ce qui a entraîné à terme une intensification des nationalismes et de leur hostilité mutuelle, encore aggravée par le désastre social des politiques de «libéralisation à outrance» qui leur ont été appliquées après 1989 par le néolibéralisme triomphant. Mais la profondeur historique dont nous avons besoin est plus grande encore, car l'histoire du communisme européen fait intégralement partie d'un cycle plus vaste et plus complexe : celui de la «guerre civile européenne» qui commence en 1914, enchaîne la guerre impérialiste et la révolution, puis débouche sur le triomphe du nazisme dans l'Allemagne vaincue, entouré d'une constellation de régimes et de mouvements fascistes d'un bout à l'autre de l'Europe, d'où la Deuxième Guerre mondiale, suivie de la Guerre froide entre les deux «camps» et de la division du continent, à laquelle mettront fin les révolutions démocratiques de 1989 et la chute du Rideau de fer (si toutefois il s'agit vraiment d'une «fin»). Envisagée dans ce cadre – celui d'une histoire continentale tragique, faite de révolutions et de contre-révolutions, de nations anéanties ou restaurées (comme la Pologne), scindées ou réunifiées (comme l'Allemagne), de destructions et de reconstructions, de massacres et de génocides, de déplacements de populations et de frontières, d'allers et retour entre le totalitarisme et la démocratie, dont les traces sont omniprésentes partout dans notre continent – la guerre actuelle n'est pas seulement une guerre européenne, comme je l'ai dit ailleurs avec d'autres, mais c'est un nouvel épisode de la guerre civile européenne[3]. Démontrant du même coup que celle-ci n'était pas achevée, ou que les problèmes dont elle surgissait et qu'elle avait reproduits n'étaient pas non plus résolus par l'ordre postcommuniste ayant un moment fait croire à une «fin de l'histoire». De ce fait même la répétition des destructions, des stratégies de la terreur, des exodes massifs, constituant à eux tous une manifestation de la guerre totale, devient moins énigmatique, sans se voir pour autant justifiée le moins du monde. Peut-être avions-nous, Européens, oublié l'histoire que, tous ensemble, nous

1. La reprise de la forme empire par l'URSS est un objet de discussion en soi. Elle ne peut évidemment pas se concevoir comme l'effet du seul pouvoir de Staline et de son idéologie. Peut-être même faut-il voir les choses en sens inverse : c'est le retour du refoulé impérial au sein de la révolution qui explique l'ascension de Staline et les modalités de son exercice du pouvoir.

2. Un aspect particulièrement important de la comparaison concerne les violences exercées contre les femmes, et plus généralement le caractère «viriliste» de la guerre. D'où l'importance de tenir compte des analyses et des propositions des féministes, parmi les rares à mettre en œuvre effectivement une méthode internationaliste. Voir le texte récent de Rada Ivekovic : «Postsocialist Wars and the Masculinist Backlash, Alienocene», 30 mars 2022, https://alienocene.com/2022/03/30/post-socialist-wars-and-the-masculinist-backlash/.

3. Le concept de guerre civile européenne n'est pas la propriété exclusive de Ernst Nolte, dont l'ouvrage de 1997, *Der Europäische Bürgerkrieg 1917-1945*, a lancé en Allemagne la «querelle des historiens». Au contraire, il a été employé (avec des «périodisations» et des interprétations diverses) par des historiens conservateurs, libéraux, socialistes. Voir mon commentaire dans Étienne Balibar, *Histoire interminable : d'un siècle l'autre,* Paris, La Découverte 2020, p. 40-41

«faisons» par nos guerres chaudes et froides entrecoupées de trêves et de refondations étatiques ou diplomatiques…

À nouveau, cependant, parvenus à ce point, nous devons changer de perspective et considérer de plus vastes espaces. Les guerres européennes au 20e siècle ont été, de façon intrinsèque, des guerres mondiales, et inversement les guerres mondiales ont conféré à l'Europe une place non exclusive, mais toujours centrale comme théâtre des batailles, comme siège historique des «puissances» qui s'y affrontaient et des peuples qui en subissaient les plus lourds effets. La guerre actuelle en Ukraine – susceptible de déborder ce «théâtre» initial – intervient alors que l'Europe est irréversiblement provincialisée (ce qui ne veut pas dire, on le voit bien, qu'elle ait perdu toute fonction stratégique et géopolitique) : ce serait plutôt, me semble-t-il, une guerre mondialisée, ou «en cours de mondialisation[1]». Ceci n'a de sens cependant que si nous commençons à la penser comme une guerre «hybride», à la fois «chaude» et «froide», conduite sur le terrain de la technologie et de l'économie dont aucune politique ne peut plus se dissocier en même temps que sur celui des combats et des bombardements, et dans laquelle sont progressivement attirées, de façon essentiellement dissymétrique, plusieurs régions du monde avec leurs populations et leurs États. En effet les belligérants font partie d'alliances mondiales qui leur fournissent un appui direct ou indirect et dont certaines peuvent être dites mener une «guerre par procuration» (*war by proxy*). Étant donné la position de «réserve» adoptée par la Chine sur le plan militaire (ce qui s'explique par l'autosuffisance apparente des armements russes, mais aussi sans doute par le fait que, dans une perspective géopolitique, sa stratégie consiste à la fois à soutenir la Russie en face de «l'Occident» et à s'en dissocier pour faire avancer d'autres objectifs), cette dernière caractéristique vaut surtout, évidemment, pour le camp «occidental». Il est clair que sans un flot permanent, toujours grossissant, d'armements avec leurs instructeurs et de renseignements électroniques, l'armée ukrainienne malgré toute sa valeur et son esprit de sacrifice ne soutiendrait pas l'assaut de l'armée russe. Et surtout, n'en déplaise à la terminologie, la coalition occidentale venue au secours de l'Ukraine mène bel et bien une «guerre économique» pour essayer de faire plier la Russie. Il est hautement significatif de ce point de vue que, des deux côtés, le nom de «guerre» fasse l'objet d'une dénégation : les Russes parlent d'une «opération militaire spéciale» et les Occidentaux disent qu'ils appliquent des «sanctions». Par-dessus tout il faut prendre la mesure des effets combinés qu'engendrent, à l'échelle mondiale, les destructions matérielles, le blocus interdisant l'exportation (et conduisant à la perte) de millions de tonnes de céréales, et la crise économique rampante induite par les sanctions portant sur l'énergie : le monde entre dans une spirale inflationniste lourde de conflits sociaux et voit se profiler des menaces de disette ou même de famine. Ce sont naturellement les pays du «Sud global» qui sont ici menacés avant tout ou subissent déjà les contrecoups de la guerre totale et de la guerre hybride. En réalité, eux aussi sont maintenant «dans la guerre» avec nous, sans pour autant être officiellement «en guerre».

Pour finir, je pense qu'il faut insérer dans nos définitions une caractéristique «virtuelle», nullement imaginaire pour autant, qui concerne l'intensité de la guerre plutôt que son extension. Il y a quelques semaines, dans un article venant à l'appui de son

1. J'emprunte cette formulation à l'excellent éditorial de Denis Sieffert, «Ukraine : Un conflit qui se mondialise», *Politis,* 16 mars 2022.

gouvernement qui a immédiatement fait polémique en Allemagne, Jürgen Habermas a soulevé la possibilité que l'escalade conduise au déclenchement d'une guerre nucléaire entre la Russie et l'OTAN (donc fondamentalement les États-Unis) dans laquelle toute l'Europe serait menacée d'anéantissement[1]. Beaucoup de commentateurs avaient déjà fait remarquer que le pouvoir russe brandit l'utilisation éventuelle d'armes nucléaires (en se servant aussi de l'occupation des centrales nucléaires) comme un instrument de chantage ou d'intimidation, et l'idée d'une «guerre coloniale sous parapluie nucléaire», ayant pour but de contraindre l'adversaire (c'est-à-dire l'OTAN, les États-Unis) à limiter le niveau et la portée de son intervention, avait été proposée par d'autres. Mais ce que suggère Habermas, c'est une question plus générale : dès lors qu'on entre dans une guerre totale, qui porte en elle le risque d'une «montée aux extrêmes», l'évolution du rapport des forces et notamment l'incapacité de l'un des belligérants d'atteindre ses objectifs, considérés comme «vitaux», par des moyens conventionnels, ou la nécessité pour l'autre d'élever le niveau de son engagement à des armes de plus longue portée, peuvent conduire à l'utilisation des armements nucléaires (tactiques ou stratégiques) dont ils disposent. Ainsi que l'avaient soutenu en leur temps (critiquant l'idée d'un «équilibre de la terreur» qui garantirait paradoxalement la paix par dissuasion mutuelle) des analystes de la nouvelle configuration des guerres comme Günther Anders ou Edward P. Thompson, c'est l'existence même des armes nucléaires qui entraîne la possibilité d'une catastrophe, ou d'un suicide collectif de l'humanité, devant lequel on ne peut garantir que les États auront «l'intelligence» (Clausewitz) de se retenir. Ce que Thompson avait appelé l'exterminisme à l'époque de la crise des «euromissiles» (au début des années 1980) ne peut être considéré comme «l'impensable[2]». Et dès lors qu'il n'est pas impensable il faut le penser, ou faire entrer sa possibilité dans la définition de la guerre en cours.

Nous voilà donc ramenés à la nécessité d'une décision subjective, si possible éclairée, mais aussi par définition incertaine et risquée, quant à l'articulation et à la hiérarchie des dimensions de la guerre en cours, et au jugement que nous leur appliquons. Il me semble que la priorité immédiate est de soutenir le combat du peuple ukrainien, qui exprime son exigence d'indépendance nationale : non pas parce que celle-ci serait en soi une valeur absolue, mais parce que le droit à l'autodétermination des Ukrainiens est foulé aux pieds, et que la guerre «totale» qui leur est faite s'accompagne de violations massives des droits de l'homme dont la qualification juridique fait débat, mais ne peut être inférieure à celle de crimes de guerre. Leur défaite serait moralement inacceptable et désastreuse pour la légalité internationale (comme l'ont été d'autres auparavant, dont certaines récentes). Ce soutien est entier mais il n'est pas pour autant aveugle à ses conditions et à ses implications. Je passe donc aux deux autres points que j'ai annoncés.

NATIONS ET NATIONALISMES

«Nationalisme» : le mot fatal est de nouveau au centre de l'espace politique européen, avec son cortège de tueries, d'intolérance et d'exclusions. Force est de reconsidérer ce qui semble conférer à la «forme nation», parmi d'autres formations sociales,

1. «Jürgen Habermas zur Ukraine : Krieg und Empörung», *Süddeutsche Zeitung,* 28 avril 2022.

2. Voir Edward P. Thompson et col., *L'exterminisme : armement nucléaire et pacifisme,* Paris, Presses universitaires de France, 1983.

une singularité et un privilège : qu'est-ce qui la légitime ? dans quelle mesure et pourquoi serait-elle le cadre indépassable de la conscience collective et de l'action historique ? Il est clair que les Ukrainiens qui se battent pour leur indépendance et résistent héroïquement à des forces plusieurs fois supérieures sont animés d'un sentiment d'unité nationale et d'une volonté d'autonomie correspondante. En ce sens ils sont tous des nationalistes, il n'y a pas d'autre mot. Cela n'implique pas qu'ils le soient tous de la même façon ou pour les mêmes raisons. Surtout cela n'implique aucune équivalence avec le nationalisme officiel de l'État russe, bien qu'à un niveau très abstrait il s'agisse de deux espèces d'un même genre et qui se renforcent de leur antagonisme. Non seulement parce qu'on ne peut assimiler des forces aussi inégales et des positions aussi dissymétriques par rapport au droit international (lequel fait de l'autodétermination des peuples une valeur inconditionnelle, sous condition cependant de reconnaissance par la communauté des autres nations, ce qui donne lieu à bien des fluctuations). Mais parce que la substance objective, éthique et politique, de ces nationalismes adverses n'est pas la même des deux côtés. La propagande du régime russe exploite sans mesure les composantes « extrémistes » (voire fascisantes) de la vie politique ukrainienne au cours des dernières années (qui sont réelles, mais très minoritaires), ainsi que l'imaginaire de la Grande Guerre patriotique contre le nazisme tel que l'a « russifié » l'État déjà au temps du communisme, pour décrire le nationalisme ukrainien comme une résurgence de l'hitlérisme. Mais on voit bien qu'en réalité c'est le régime russe actuel qui développe des caractéristiques totalitaires, allant de la répression violente des opposants par une police politique et de la suppression de la liberté d'expression à la construction idéologique d'un néo-impérialisme officiel, attribuant au « peuple russe », dépeint comme un véritable peuple de maîtres, une valeur et une mission historique supérieures. Deux axiomes politiques, me semble-t-il, en découlent. Le premier, c'est qu'il n'existe pas de formation nationale sans « nationalisme ». Rejeter totalement celui-ci en le considérant dans l'absolu comme une idéologie réactionnaire est dénué de sens, sauf si nous croyons devoir (et pouvoir) nous débarrasser de la forme nation elle-même (ce qui, bien entendu, a été la position d'une partie de la tradition socialiste et anarchiste). Mais le second, c'est que les fluctuations du nationalisme et les métamorphoses de la nation dans l'histoire sont corrélatives. L'histoire des nations (en grande partie déterminée par les guerres qu'elles ont menées ou dans lesquelles elles ont été prises : telles guerres, telles nations, ai-je proposé ailleurs)[1] engendre des changements spectaculaires dans la signification et la fonction du discours nationaliste qui peuvent aller jusqu'à de véritables retournements (pensons au nationalisme français dans les années 1940-1945, puis dans les guerres coloniales). Mais celui-ci en retour est susceptible de pousser la nation ou la « défense nationale » dans les directions les plus opposées (même cas de figure à l'appui). Ce qui est politiquement décisif, ce sont donc les proportions, les « équilibres instables » qui s'instaurent entre des formes antithétiques du nationalisme, et sous le même nom. C'est pourquoi il n'est pas vraiment pertinent, à mon avis, de demander ce qu'est « en soi » le nationalisme ukrainien, car la question n'admet pas de réponse univoque. Il faut plutôt se demander : que devient-il au cours de la guerre et sous son influence ?

1. Étienne Balibar, *Cosmopolitique : des frontières à l'espèce humaine,* Paris, La Découverte, 2022, p. 17.

De nouveau j'éprouve ici la fragilité des hypothèses que je vais formuler. Je sais qu'elles pourraient se trouver réfutées du jour au lendemain, et pourtant je crois utile de les prendre en considération. La question névralgique, me semble-t-il, c'est celle du statut de la différence culturelle, et particulièrement du multilinguisme dans les institutions de l'État-nation. Le sens et les effets politiques du nationalisme ukrainien en dépendent et en dépendront. Faisant ici recours à des catégories devenues courantes en sociologie politique et proposant un scénario «optimiste» inspiré par la résistance ukrainienne elle-même et le genre de patriotisme qui s'y exprime, je dirai que l'identité de la nation ukrainienne se déplace idéalement de l'*ethnos* au *demos,* d'un «nationalisme ethnique» à un nationalisme «civique», ou mieux à une prévalence tendancielle du second sur le premier[1]. C'est la leçon de ce qui s'est passé lorsque, déjouant les plans de l'envahisseur, les deux «communautés linguistiques» coexistant en Ukraine et qui, ne l'oublions jamais, ne sont pas séparées l'une de l'autre, mais se recouvrent en grande partie généalogiquement, sociologiquement et géographiquement (de sorte que la majorité des citoyens sont en fait bilingues en fonction de toute sorte de variables), se sont unies dans la même résistance patriotique et identiquement reconnues dans l'objectif d'un État-nation indépendant ukrainien[2]. Beaucoup de forces sans doute tirent en sens contraire, mais elles ne sont pas majoritaires: ce fait est décisif.

Effectuons ici un rapide détour pour comparer les idéologies «nationalistes» en présence. Du côté russe, néo-impérial, c'est la possibilité même d'un État-nation séparé qui est récusée d'avance. Il y a des contradictions internes, sans doute, entre plusieurs discours. Une variante est centrée sur l'idée du «monde russe» *(Russkyi Mir),* entité substantielle unique à laquelle sont censés appartenir indissolublement les trois «peuples frères» grand-russe, russe-blanc et petit-russe (ukrainien) sous l'autorité éminente de l'un d'entre eux. Cette généalogie se caractérise par l'étroite combinaison du religieux et du linguistique, et le sens en est donné symboliquement par le «transfert» du siège métropolitain de Kiev à Moscou au 15e siècle. Une autre variante, beaucoup plus semblable au discours des colonialismes occidentaux, présente l'ukrainien comme un «dialecte» provincial, et ceux qui le parlent comme les représentants d'une race inférieure (de moujiks), à laquelle seule son incorporation à l'empire (grand) russe aurait enfin permis d'«entrer dans l'histoire». Mais ces contradictions n'empêchent en rien les porte-parole de ces idéologies respectives (comme le patriarche de Moscou, Cyrille, ou le théoricien «eurasiatique» Alexandre Douguine, l'un et l'autre proches de Poutine) de se retrouver au service du même impérialisme et de la même dénégation du droit à l'existence des Ukrainiens. Et l'on comprend, par contrecoup, comment le nationalisme ukrainien a construit son propre discours, en affirmant la continuité du peuple-nation en Ukraine à travers les siècles, et en identifiant son existence avec sa résistance

1. Je rejoins Erri de Luca: «On assiste à la transformation de tout un peuple en une seule forme de résistance, armée ou non», https://generationsnouvelles.net/lecrivain-erri-de-luca-frappe-par-la-transformation-de-tout-un-peuple-en-une-seule-forme-de-resistance.

2. Voir l'article très éclairant paru dans la revue ukrainienne *Commons: Journal of Social Criticism* (15 juin 2022): Denys Gorbach: «Ukrainian identity map in wartime: Thesis-antithesis-synthesis?» https://commons.com.ua/en/ukrainian-identity-map-wartime-thesis-antithesis-synthesis/. Un symbole frappant de cette situation est constitué par le fait que le Vocabulaire européen des philosophies (Paris, 2014) a fait l'objet d'une double traduction en russe et en ukrainien publiée à Kiev/Kyiv sous la direction de Konstantin Sigov, aujourd'hui un des porte-parole de la résistance parmi les intellectuels.

permanente à l'entreprise d'élimination conduite par les empires qui l'ont dominé. Ce récit projette une continuité mythique entre des formations sociales complètement hétérogènes (le royaume de Kyiv ou la Rus' du Haut-Moyen Âge et la constitution contemporaine de la nation ukrainienne), séparées l'une de l'autre par de longues périodes d'aliénation et d'acculturation (malgré les événements symboliques qui attesteraient d'un même «projet» de refondation et de retour aux origines, par exemple la principauté ou «hetmanat» des Cosaques au 17e siècle, ou la «Rada centrale» contemporaine de la révolution russe et partie prenante de ses luttes internes entre 1917 et 1920). Évidemment l'idée de la continuité souterraine fondée sur la langue, conformément aux théories romantiques de la constitution des peuples, va de pair avec celle d'une identité collective que le pouvoir impérial (essentiellement celui de l'empire russe car l'Autriche «multiculturelle» avait d'autres priorités) aurait en vain cherché à éradiquer, dans ce qu'on appellerait aujourd'hui un ethnocide. Qu'on m'entende bien cependant : ce récit historiquement problématique est l'analogue d'un très grand nombre d'autres mythes nationaux d'origine et de descendance qu'on peut trouver partout dans le monde, avec ses spécificités et ses fonctions institutionnelles. Je ne cherche pas à lui en opposer un autre terme à terme, mais – avec ce que je crois savoir – je veux indiquer pourquoi l'héritage du passé en Ukraine est probablement un peu plus complexe. Comme l'indique déjà son nom (qui signifie «marche», et donc «région frontalière» en slave, et qui a commencé à être revendiqué au 19e siècle avant d'être officialisé par l'URSS), l'Ukraine est un *borderland* ou un «pays-frontière» dont les limites ont toujours été flottantes au Nord, au Sud, à l'Est et à l'Ouest, et dont la culture populaire est marquée au cours des siècles du sceau de la multiplicité et de l'hybridité. Les conflits de classe autant que de pouvoir et de forme étatique qui s'y sont déroulés ne cessent de configurer les «appartenances», cependant que le pays a été partagé et repartagé entre les empires (ou les royaumes, comme le grand État polono-lithuanien de la Renaissance), dont chacun avait sa propre classe privilégiée, sa propre façon de construire l'hégémonie. L'histoire de l'Ukraine, de ce fait, c'est donc celle des changements d'identité, mais aussi celle des révolutions démographiques qui passent par des colonisations, des déportations, des migrations de peuplement. C'est aussi l'histoire des génocides qui laissent une trace indélébile : le *Holodomo*r ou l'extermination des paysans par la famine qu'organisèrent les bolcheviks au moment de la collectivisation, et la Shoah ou extermination des Juifs par les massacres et les camps de la mort, perpétrée par les Nazis avec l'aide de supplétifs ukrainiens pendant la seconde guerre mondiale. Et ce qui «survit» à cette histoire dans les strates de mémoire de la nation d'aujourd'hui, ce n'est pas tant une identité unique (même si elle fait l'objet d'une promotion officielle) que le bilinguisme et le biculturalisme de la majorité de la population, probablement renforcé par les effets à long terme de la scolarisation soviétique, dans laquelle se sont formées les générations majoritaires de la classe moyenne et de la classe ouvrière.

Telles sont quelques-unes des raisons qui peuvent donner à penser que le facteur principal dans la constitution du patriotisme tel qu'il s'illustre dans la guerre actuelle n'est pas à rechercher dans le récit ethnique (du moins pas dans ce récit seul) mais plutôt dans l'invention démocratique (comme aurait dit Claude Lefort) qu'incarne la révolution de l'Euromaïdan en 2013 et 2014 : c'est elle qui engendre et soustend une notion de citoyenneté comme participation

à la chose publique, distincte de l'appartenance à la communauté ethnique, ou susceptible d'en opérer le dépassement. Il se peut que cette invention ne soit pas pure, qu'elle soit traversée de conflits sectaires, qu'elle fasse l'objet de manipulations de la part des «oligarques» et de politiciens corrompus (alors même qu'elle a été principalement dirigée contre leur influence), et qu'elle se soit achevée par des affrontements entre des milices «nationalistes» (au sens étroit, exclusif): ce qui est pourtant incontestable, c'est qu'il s'agissait d'une insurrection populaire et démocratique de masse, d'autant plus significative si on la compare aux évolutions vers des idéologies autoritaires et des régimes «post-démocratiques» qui se produisent dans toute la région (y compris au sein de l'Union européenne)[1]. Telle est manifestement l'une des raisons qui ont poussé la dictature mise en place en Russie sous l'autorité et au bénéfice de Vladimir Poutine à en vouloir la disparition immédiate, et à chercher à l'obtenir au prix d'une guerre: car cette invention fondée sur une révolte contre la corruption et attirée par la forme démocratique des systèmes politiques libéraux de l'Occident (qui garantissent le pluralisme politique, même s'ils comportent leur propre dimension «oligarchique»), voire par des formes plus radicales de «démocratie d'assemblée», risquait d'apparaître aux citoyens de la Fédération de Russie comme le modèle à suivre pour faire face aux mêmes maux que leurs voisins et leurs «frères».

Il faut ici le redire: des forces poussent en direction diamétralement opposée, et j'en suis tout à fait conscient. La plus puissante et la plus dangereuse est la guerre elle-même, car elle ne peut pas ne pas semer dans la population ukrainienne brutalisée les germes d'une russophobie tenace qui ne visera pas seulement la Russie comme État ou son régime, mais atteindra son peuple et sa culture, voire sa langue telle qu'ont l'habitude de l'utiliser de nombreux citoyens ukrainiens eux-mêmes (et qui donc est aussi «la leur»). Comment évoluera cette antithèse chargée de potentialités contradictoires? C'est la grande inconnue à laquelle est suspendue, dans la guerre et par-delà la guerre, le destin de la formation nationale qu'elle traverse.

ESPACES GÉOPOLITIQUES

J'en reviens alors à l'idée des multiples «guerres» qui se superposent à la guerre russo-ukrainienne et de leurs espaces politiques, chacun avec ses «frontières» propres. Ce qui frappe d'emblée, c'est le paradoxe inhérent à la situation contemporaine et de plus en plus accentué par la guerre elle-même: des nations en lutte pour leur indépendance, surtout si elles ont affaire à un empire ou à un système politique cherchant à ressusciter la forme d'un ancien empire, ont pour objectif principal la reconnaissance et le respect de leur souveraineté. D'où l'insistance sur l'intégrité territoriale, la liberté de choix diplomatique, etc. Mais toute souveraineté en réalité est limitée, même pour des nations puissantes et *a fortiori* pour de «petites» nations, parce que dans le monde actuel elle repose sur l'existence de «garanties» et donc d'alliances, qui sont corrélatives de contraintes. Les choses n'ont cessé d'évoluer, évidemment, à cet égard, en Europe comme ailleurs. À l'époque de la Guerre froide, dont on comprend maintenant qu'elle opposait deux systèmes «impérialistes» de nature différente, l'autonomie des nations «souveraines» au sein de chaque camp est devenue de plus en plus formelle, en dehors des puissances hégémoniques,

1. Voir le volume très intéressant paru chez Suhrkamp en 2014: *Euromaidan. Was in der Ukraine auf dem Spiel steht, Herausgegeben von Juri Andruchowytsch* (5e édition révisée 2022)

bien que suivant des modalités diplomatiques, militaires, économiques très hétérogènes (l'Union européenne dans ses formats successifs a joué un rôle ambigu d'assujettissement de ses membres aux objectifs du « camp occidental » en même temps que de renforcement des capacités de négociation du bloc européen, cependant que l'OTAN servait à le domestiquer autant qu'à équilibrer la puissance du camp socialiste adverse, où ne régnait que la « souveraineté limitée » – à l'exception notable et décisive à long terme de la dissidence chinoise). Cette situation a-t-elle aujourd'hui disparu ? La guerre montre, me semble-t-il, que ce n'est pas totalement le cas, même si les rapports de forces et les modalités institutionnelles ont profondément évolué. Il s'agit plutôt d'une reconduction du mécanisme de contrainte dans de nouvelles conditions géopolitiques. Il apparaît très clairement que l'Ukraine n'a de chances de se défendre et de se construire comme un État-nation stable, assuré de son avenir, que si elle est incorporée à un double système supranational. D'une part il faut qu'elle soit intégrée à l'alliance militaire occidentale, c'est-à-dire à l'OTAN, une structure qui n'est pas impériale mais « impérialiste », au service des intérêts des États-Unis (en tout cas placé sous la condition de ne pas les contredire). D'autre part elle consolidera ses institutions et les développera dans le sens d'un libéralisme démocratique si elle devient au plus vite un État-membre de l'Union européenne, donc d'une structure « quasi fédérale[1] ». Ces deux processus font de la dépendance le contenu réel de la souveraineté (d'où le paradoxe, et à l'occasion la gêne) : ils sont étroitement articulés et pourraient sembler matériellement indiscernables l'un de l'autre, dans la situation actuelle qui, malgré quelques proclamations d'indépendance symboliques, pousse à une plus grande intégration militaire des États-membres de l'UE, inévitablement chapeautée par l'OTAN et dépendante stratégiquement et technologiquement des États-Unis. Et surtout, alors que dans un passé récent les évolutions du politique et du militaire semblaient se dissocier progressivement l'une de l'autre, ce qui conférait une autonomie relative au politique et ouvrait la possibilité d'évolutions démocratiques plus radicales, les deux instances se présentent de nouveau comme l'endroit et l'envers d'un même processus. Les conséquences n'en sont pas heureuses, c'est le moins qu'on puisse dire : retour à une logique de « camps » sur la scène internationale et remise à un avenir indéterminé d'en finir avec ce que j'ai appelé la « guerre civile européenne », verticalisation de l'autorité politique au sein de la fédération, et distorsion accrue des économies dans le sens de la production d'armements, au moment où il faudrait considérer en priorité la reconversion de nos industries à l'économie d'énergie et de matières premières.

Est-ce que toutes ces considérations viennent à l'appui de la propagande russe, pour qui la guerre (bien que jamais dénommée ainsi) serait la réponse à une agression de l'OTAN, engagée dans une politique de refoulement (« *push back* ») de son ancien adversaire communiste ? Tel est en effet le plan qu'avaient dessiné les idéologues néoconservateurs américains (comme Zbigniew Brezinski) et qui s'est matérialisé

1. Dans le passé, j'ai caractérisé la structure de l'Union européenne comme « pseudo-fédérale », et plus récemment comme « étatisme de marché », à la suite de Carlos Herrera (voir Ninon Grangé et Carlos M. Herrera (dir.), *Une Europe politique ? Obstacles et possibles,* Paris, Kimé, 2021). Il s'agissait de faire voir ce qui manque à l'Union européenne pour accéder vraiment à un fonctionnement de type fédéral. Mais dans le cadre de la grande antithèse entre les deux formes de « supranationalité », c'est évidemment la promesse de cette structure antithétique de l'empire qu'il faut évoquer pour comprendre l'attraction exercée sur les nations de l'ancien bloc soviétique.

dans la mesure où le permettaient les reculs de la puissance américaine, notamment au travers de l'incorporation dans l'OTAN des pays du «voisinage proche» de la Russie ou de son soutien aux révolutions «de couleur», et même de l'installation de bases en Asie liées à l'intervention en Afghanistan. Mais même s'il est vrai que l'OTAN a développé une politique d'«encerclement» de l'espace eurasiatique traditionnellement considéré par la Russie comme sa sphère d'influence géopolitique (un *Grossraum* au sens de Schmitt), il reste – et c'est le point décisif – que l'OTAN n'a pas attaqué militairement la Russie. Nous pouvons penser (et je le pense personnellement) que la politique de l'OTAN a contribué à créer dans toute la région les conditions de la guerre, mais à aucun moment, nous ne pouvons faire comme si ce n'étaient pas les armées russes qui ont envahi le territoire ukrainien et sont en train de le détruire faute d'arriver à le contrôler. J'ajoute que, même s'il s'avérait nécessaire pour obtenir un cessez-le-feu dans l'intérêt des populations de négocier avec le régime de Poutine ou de chercher des «médiations», aucune concession à ses exigences ne nous fera sortir (et ne fera sortir les Ukrainiens) du «paradoxe de la souveraineté limitée» que j'évoquais à l'instant, c'est-à-dire du fait que la seule forme aujourd'hui concevable de l'indépendance réside dans l'assujettissement à un ensemble plus vaste que la nation. Or ces ensembles sont aujourd'hui commandés par des machines de guerre antagoniques. Mais du point de vue de la politique démocratique il y a une dissymétrie manifeste entre les deux perspectives: celle d'être absorbé à nouveau, de façon violente et revancharde, dans un empire autocratique et passéiste, et celle d'adhérer à une fédération qui perpétue, certes, toutes sortes d'inégalités nationales, sociales et culturelles, mais comporte des règles de participation et de sortie négociables. On voit se profiler ici la nécessité d'un grand débat sur les formes contemporaines de l'impérialisme, une notion qui n'a rien perdu de son actualité mais dont le contenu ne peut rester figé aux géographies et aux rapports de forces du XXe siècle, et dont un des aspects concerne précisément les modalités de la «dépendance» politique, militaire, économique des nations[1]. Au-delà de cette question, essayant d'imaginer l'avenir, il faudrait évaluer les chances qui restent pour l'Ukraine et pour l'Europe elle-même d'une intégration politique et d'un élargissement de son territoire qui ne coïncide pas purement et simplement avec l'inscription dans un système de camps et ne soit pas synonyme de militarisation de la vie sociale. Tout dépendra évidemment de la durée de la guerre et de la façon dont elle se «terminera», ainsi que de l'attitude des opinions publiques (y compris celle du peuple russe) à l'égard des solutions qui s'imposeront par la force ou par la négociation.

Mais peut-être le plus important en matière de géopolitique et de «cosmopolitique» n'a-t-il pas encore été dit? Faut-il tenir pour allant de soi que le niveau des conflits entre alliances militaires et la cartographie évolutive des impérialismes mondiaux (où la Chine apparaîtra sans doute, au bout du compte, comme l'arbitre de la situation) constituent la dernière instance de notre réflexion? En esquissant le concept d'une «guerre hybride» qui ne serait pas tant une guerre mondiale qu'une guerre mondialisée, j'ai voulu indiquer une autre possibilité. Les guerres ont toujours pour lieu et pour enjeu le tracé de fronts

1. Ce débat a été puissamment relancé parmi les marxistes (ou les post-marxistes) depuis le début de la guerre en Ukraine par les divergences mêmes qui les ont opposés entre eux. Je signale l'intérêt de l'échange entre Gilbert Achcar et Alex Callinicos: www.workersliberty.org/story/2022-03-31/ukraine-and-anti-imperialism-exchange.

et de frontières, mais il en existe de plusieurs sortes. Un premier niveau est constitué par le réseau des frontières nationales (doublé de leurs «frontières intérieures» qui fixent des règles d'inclusion et d'exclusion dans la communauté des citoyens et déterminent les sentiments d'appartenance) : ce sont les États qui, normalement, sont chargé de les mettre en vigueur, avec ou sans l'assentiment des peuples. Mais à un autre niveau la population se distribue entre des «régions» planétaires, séparées par des lignes ou des zones de transition qui résultent de phénomènes historiques de longue durée comme la conversion religieuse, les migrations, la colonisation et la décolonisation, le développement inégal et l'hégémonie de formes de capitalisme complémentaires, avec les «visions du monde» qui leur correspondent. Je pense ici en particulier à la grande division du «Nord» et du «Sud global», qui ne se reflète pas identiquement dans toutes les régions du monde actuel, mais n'en laisse aucune à l'écart. On voit bien que cette division est déterminante dans la façon dont la guerre européenne est perçue par les citoyens d'autres régions de la planète, en particulier ceux du Sud global qui ont tendance à y voir un conflit entre «impérialismes du Nord», ou même une «guerre par procuration» (*proxy war*) que l'impérialisme le plus puissant (à supposer qu'il le soit toujours), à savoir les États-Unis conduirait contre ses adversaires[1]. Mais je veux surtout suggérer que cette division, si réelle et si déterminante qu'elle soit politiquement, est de plus en plus exposée aux effets d'un autre phénomène «planétaire» qui est en train à la fois de la souligner et de la déplacer : le réchauffement climatique, avec le «grand dérangement» qu'il entraîne dans les équilibres environnementaux[2]. Toutes les frontières du monde en sont affectées et remises en question, en tant qu'elles séparent des zones (plus ou moins) habitables et d'autres devenant inhabitables, ou qu'elles déplacent le «front» des territoires ouverts à l'extraction de matières premières, au prix de catastrophiques atteintes à la stabilité des milieux naturels. Ce processus est en cours, il semble inexorable, mais on n'avait pas anticipé le «supplément» que lui apporte aujourd'hui la guerre, en augmentant la probabilité de pénuries et même de famines dans diverses régions du monde (pour la plupart localisées dans les pays du Sud qui manquent à la fois de ressources agricoles et de réserves financières pour acheter sur le marché mondial ce qu'ils ne produisent plus eux-mêmes en raison de la destruction des économies traditionnelles). Sans oublier les effets directement climaticides de la production accrue et de l'usage des armements. Or la Russie est au cœur de ces processus (en particulier sur sa «frontière» arctique). Bruno Latour, dans plusieurs interventions récentes, a proposé de juxtaposer dans le tableau de l'actualité deux guerres qui y seraient menées simultanément : celle qui est faite à la liberté du peuple ukrainien au nom du «monde russe», et celle qui est faite à la Terre au nom de la «modernité» postindustrielle[3]. Ne faudrait-il pas convenir qu'en réalité ces deux guerres n'en font plus qu'une si nous nous élevons à la considération de la scène planétaire et des phénomènes de violence «hybride» qui s'y superposent ? L'avenir immédiat n'offre pas,

1. Voir l'article de Boaventura de Sousa Santos dans le *Wall Street International Magazine* du 10 mars 2022 : «Ukraine : complexity and war. Is it still possible to think ?», https://wsimag.com/economy-and-politics/68875-ukraine-complexity-and-war1/8.

2. Amitav Ghosh, *Le grand dérangement : d'autres récits à l'ère de la crise climatique,* Marseille, Wildproject, 2021.

3. Bruno Latour : «Le sol européen est-il en train de changer sous nos pieds ?», Actes du colloque de la Sorbonne, 17 mai 2022, *Le Grand continent* 23 mai 2022, https://legrandcontinent.eu/fr/2022/05/23/le-sol-europeen-est-il-en-train-de-changer-sous-nos-pieds/.

il faut le dire, de perspectives bien encourageantes pour sortir de cette «guerre généralisée».

Je me garderai donc de conclure. Mais j'essayerai de prendre parti, avec et contre mon propre «camp». Je suis très attaché à la position pacifiste de principe qui fait partie de la tradition de la gauche mondiale, et corrélativement à l'internationalisme hérité du communisme révolutionnaire et renouvelé par l'anti-impérialisme du 20e siècle. Mais le pacifisme se trouve aujourd'hui pris entre des exigences contradictoires, tout particulièrement sur le continent européen, comme ce fut déjà le cas à l'occasion d'autres conflits où les droits humains fondamentaux étaient en cause. Et l'internationalisme, plus nécessaire que jamais dans sa «méthodologie» politique, apparaît tragiquement désarmé lorsque la logique de guerre ne s'accompagne pas d'une mobilisation transnationale au moins virtuelle, ayant son propre «mythe» ou sa propre «utopie» comme ciment. La cage d'acier s'est refermée. Je ne vois d'autre perspective immédiate qu'une «unité de contraires», en espérant qu'elle se développe dialectiquement. Il faut soutenir effectivement, efficacement, un peuple envahi, violé, massacré, dont les maisons, les infrastructures économiques et les lieux de culture sont journellement écrasés sous les bombes. Il a le droit de se défendre par tous les moyens à sa disposition et de vaincre son envahisseur. Ceci désigne un ennemi qui est aussi le nôtre, mais qui n'est pas un étranger au sens exclusif du terme. Nous ne devons donc rien céder à l'idée que le régime dictatorial du président Poutine est l'émanation d'une «essence impériale» du peuple russe, pas plus que le nazisme n'incarnait l'essence de l'Allemagne, ou Bush et Trump n'expriment celle de l'Amérique. Il faut combattre la russophobie imbécile et chercher toutes les possibilités de solidarité active avec les dissidents russes, qui combattent le régime et s'opposent à la guerre de l'intérieur au péril de leur liberté. Car ils portent l'espoir. Enfin et surtout, il faut relancer de toute urgence les campagnes pour le désarmement nucléaire et contre la militarisation de nos sociétés, pour la construction d'un ordre international fondé sur l'indépendance des nations en même temps que l'interdépendance des peuples, sur la sécurité collective au lieu de l'équilibre de la terreur, de l'intervention militaire au-delà des frontières et des sanctions qui frappent les populations civiles autant et plus que les États agresseurs et les classes dominantes, pour la priorité donnée aux intérêts qui réunissent l'espèce humaine tout entière et posent des questions de vie et de mort, non seulement à long terme, mais de façon urgente et immédiate.

AOC.MEDIA

PENDANT LA GUERRE
LA LUTTE CONTINUE

LES LIVREURS DE KIEV EXIGENT UN SALAIRE LEUR PERMETTANT DE VIVRE

TULA CONNELL[1]

Les livreurs de produits alimentaires de la société Bolt en Ukraine demandent une augmentation de salaire après que leur ait chuté de 60 %. Malgré les efforts souvent héroïques déployés pour livrer des denrées alimentaires dans des conditions de guerre, les livreurs de Bolt à Kiyv, en Ukraine, ont vu leurs salaires réduits de 60 %. Ils exigent que la société prenne des mesures immédiates pour augmenter les salaires et assurer l'entretien des véhicules.

Interdits de grève tant que l'Ukraine est soumise à la loi martiale, les livreurs se sont réunis récemment dans les bureaux de Bolt à Kiyv pour présenter à l'entreprise leurs revendications, qui comprennent une augmentation des paiements minimaux de 0,82 euro à 1,33 euro par commande, ainsi qu'une hausse de la rémunération au kilomètre de 0,23 euro à 0,40 euro pour compenser la hausse de l'inflation.

«Nos salaires ont été réduits au minimum, a déclaré un livreur lors du rassemblement. Maintenant, ils essaient de nous obliger à travailler pour quelques centimes. Il est presque impossible de nourrir une personne avec un tel salaire.» Un autre chauffeur a déclaré qu'il devait «travailler quatorze heures par jour, vingt-sept jours par mois» pour survivre. Les travailleurs utilisant l'application demandent également à la société de fournir des services de réparation et d'entretien gratuits ou à faible coût pour leurs véhicules, qui sont pour la plupart des vélos et des motos.

«Bolt Food ne compense en aucune façon nos frais de travail, a déclaré un chauffeur. Nous assumons nous-mêmes les risques. Nous devons entretenir les véhicules à nos frais, nous devons payer le carburant, les pièces de rechange – et tous les prix viennent de s'envoler, mais nos salaires ont encore été réduits. Ces coûts atteignent 70 à 75 % des revenus aux prix actuels.»

En outre, les travailleurs veulent que Bolt relance plusieurs fonctions de l'application, comme celle qui permet aux chauffeurs de voir l'adresse du client avant d'accepter le travail. Si le restaurant où ils vont chercher la nourriture n'est qu'à quelques rues du client, ils ne sont payés que pour la courte distance entre le restaurant et le lieu où se trouve le client, même s'ils parcourent des kilomètres pour se rendre au restaurant.

Plus tôt cette année, des chauffeurs de Bolt Food à Lviv ont formulé des revendications similaires auprès de la société après qu'elle ait réduit les salaires de façon si drastique qu'ils ne pouvaient plus se permettre de payer l'essence pour leurs véhicules. De nombreux Ukrainiens ont déménagé pendant la guerre à Lviv, un havre de paix relativement sûr près de la frontière polonaise, et les livreurs affirment que Bolt a profité de leur situation difficile alors qu'ils cherchaient désespérément un emploi pour subvenir aux besoins de leur famille. Les livreurs ont obtenu une augmentation de salaire le 5 juillet, qui comprend une augmentation du montant que les

1. Tula Connell est responsable la communication du Solidarity Center, une organisation internationale de défense des droits des travailleurs.

chauffeurs reçoivent lorsqu'ils livrent des repas aux heures de pointe, le week-end, à des heures tardives et par mauvais temps, des dispositions que les livreurs de Kiyv veulent également obtenir.

PERTES MASSIVES D'EMPLOIS ET ATTAQUES CONTRE LES DROITS DES TRAVAILLEURS

La réduction des salaires de l'entreprise intervient alors que plus d'un tiers des emplois en Ukraine ont disparu depuis le début de la guerre en février, selon un rapport de l'Organisation internationale du travail publié en mai, qui prévoit que les disparitions d'emplois atteindraient 7 millions, soit 43,5 % de la population active, si la guerre se poursuit.

Alors même que la guerre a décimé les emplois et dévaste l'économie, le Parlement ukrainien discute d'une loi qui réduirait considérablement les droits des employés dans des domaines couvrant les heures de travail, les conditions de travail, le licenciement et les indemnités après licenciement. La loi rend légal le licenciement d'employés en congé de maladie ou en vacances et permet aux employeurs de faire passer la semaine de travail de 40 à 60 heures, de réduire le nombre de jours fériés et de supprimer des jours de vacances. Les droits des syndicats seraient également fortement restreints et les employeurs auraient le droit de dénoncer unilatéralement les conventions collectives.

Les législateurs affirment que la législation ne s'appliquerait que pendant la guerre. Mais George Sandul, avocat de l'organisation ukrainienne de défense des droits des travailleurs Labor Initiatives, affirme que les syndicats et les experts juridiques craignent que la loi ne soit pas abrogée ensuité.

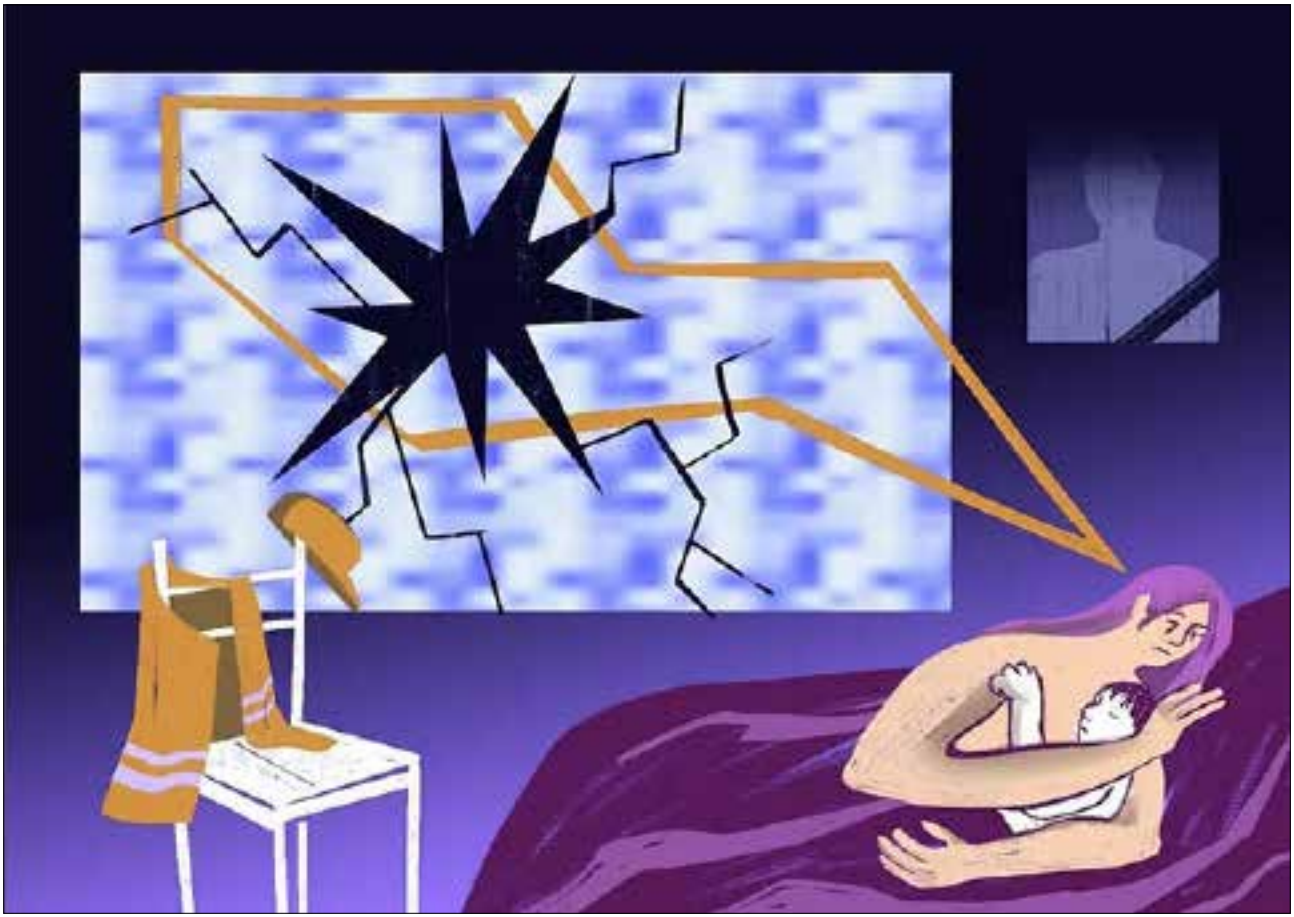
Ce projet de législation ne surgit pas avec la guerre. Des propositions similaires ont été présentées quelques mois avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie. La commission parlementaire des politiques sociales et le ministère de l'économie ont fait pression pour modifier radicalement le droit du travail en faveur des employeurs et de restreindre les droits syndicaux.

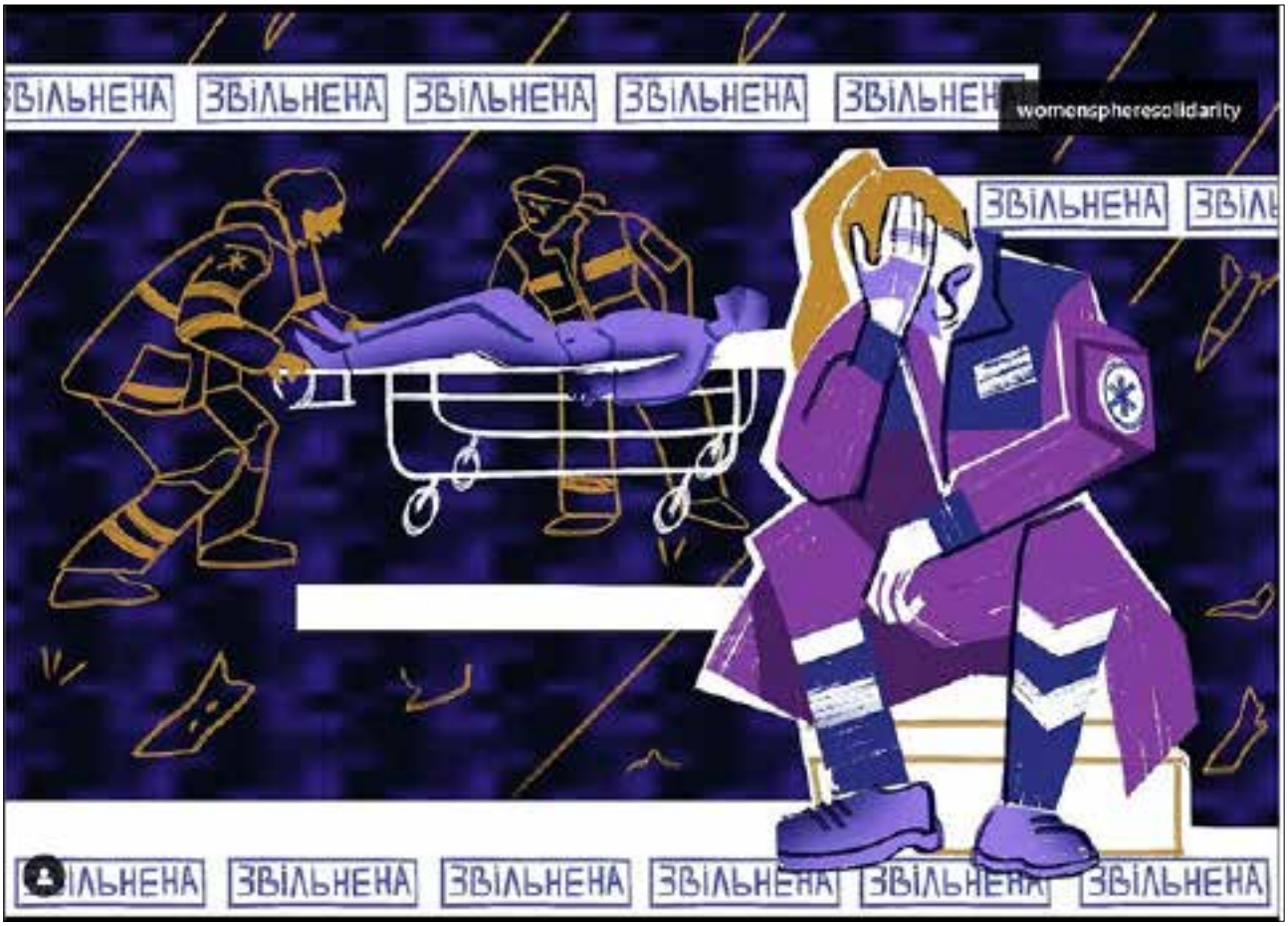
PUBLIÉ PAR SOLIDARITY CENTER

18 juillet 2022
Traduction Patrick Le Tréhondat

LA PAROLE À KATYA GRITSEVA[1]

1. Katya Gritseva (2000-...). Artiste ukrainienne, socialiste, militante étudiante, poète. Née à Marioupol dans une famille ouvrière, elle travaille principalement dans le domaine du graphisme numérique et imprimé, de la composition de livres. Elle contribue à l'illustration de plusieurs supports internet ukrainiens de gauche : Mouvement social, revue *Commons.*
Les œuvres reproduites ici sont les illustrations de divers articles de *Commons* et du Sotsialnyi Rukh. Pour d'autres œuvres, voir *Soutien à l'Ukraine résistante,* n° 9. Un exposition est également disponible sur demande aux éditions Syllepse.
Pour tout contact avec Katya Gritseva : de27ad00@gmail.com / Intasgram : @cmrd_grits.
Katya Gritseva sur Youtube : www.youtube.com/watch?v=NOebNhBWAgo.




ЗВІЛЬНЕНА
ЗВІЛЬНЕНА
ЗВІЛЬНЕНА
ЗВІЛЬНЕНА
womenspheresolidarity
ЗВІЛЬНЕНА
ЗВІЛЬНЕНА
ЗВІЛЬНЕНА
ЗВІЛЬНЕНА
ЗВІЛЬНЕНА
ЗВІЛЬНЕНА

ГАЗПРОМ

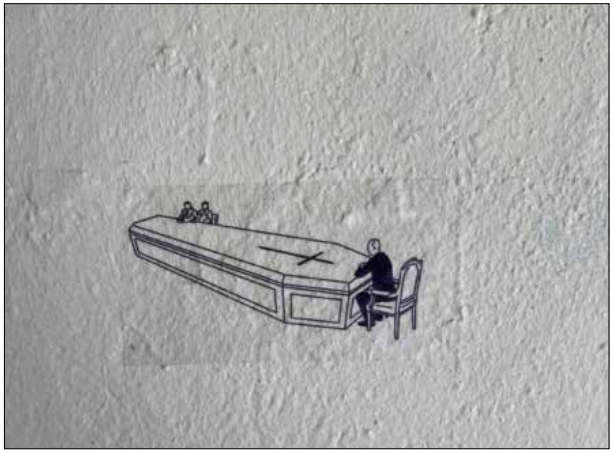
LES MURS RUSSES ONT LA PAROLE[1]

1. Photos rassemblées et annotées par Laurent Vogel du comité belge du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine et postées sur sa fenêtre Facebook, https://www.facebook.com/photo/?fbid=10159293752088110&set=pcb.10159293752268110.

En haut à gauche
«Ma grand mère et sa soeur ont survécu à la GGP (BOB, acronyme pour grande guerre patriotique). Au nom de la paix. Ses enfants et petits-enfants en Russie, ses enfants et petits-enfants en Ukraine. Poutine a transformé le 9 mai. Jour de la victoire. Jour du malheur.» Les lettres по sont barrées pour obtenir ce résultat.

En haut à droite
«Il s'est battu pour la paix. Dimkitri Dimitrevich Vlassov. De l'Armée rouge». Ce qui est intéressant, c'est que les autres participants dont certains portent le ruban de Saint-Georges (un symbole tsariste prisé par Poutine) n'interviennent pas. D'après les témoignages, dans beaucoup de cas, les seules personnes qui interviennent brutalement contre des antiguerre sont des policiers ou des agents provocateurs du parti poutinien.

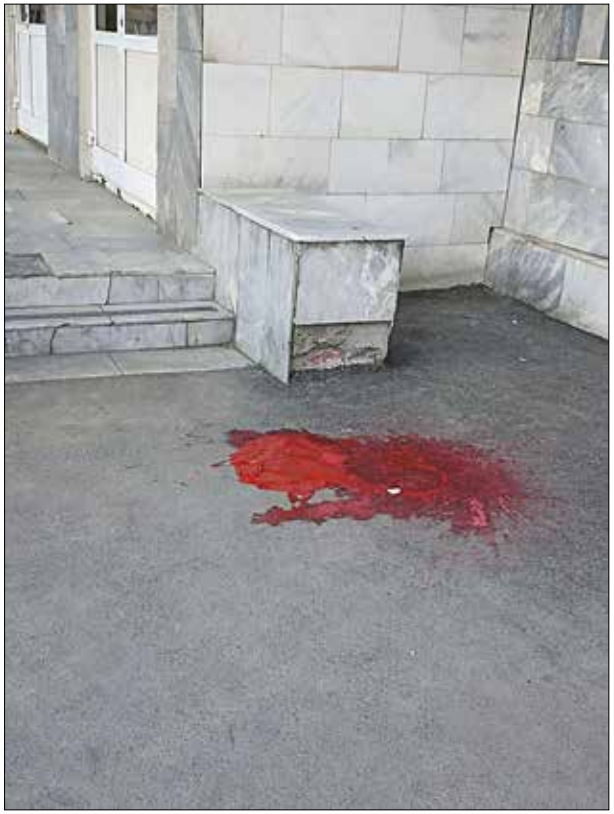
En bas à droite
Une des nombreuses affiches accrochées par des militantes féministes dans le parc de la Victoire de Saint-Petersbourg.



En haut à gauche
Graffiti à Saint-Pétersbourg.

En bas à gauche
La lettre Z est aujourd'hui omniprésente en Russie. Elle symbolise le soutien à l'agression contre l'Ukraine. Ici elle est détournée. Les lettres qui ont été ajoutées signifient «folie».

À droite
«Sur sa queue, une mauvaise nouvelle. Le jour du malheur est arrivé. Aujourd'hui vous allez célébrer la mort des habitants de l'Ukraine.» Affiche réalisée manuellement, suspendue à Saint-Petersbourg, dans le parc de la Victoire, à l'aube du 9 mai.



À gauche
Parfois un peu de peinture rouge évoquant une flaque de sang. Devant un bâtiment de l'avenue de la Paix (*prospekt mira*). Pas besoin d'en dire plus !

À droite
« Le mot d'ordre de Vesna pour le 9 mai. Retournons dans les rues. Piquets dans le métro. Actions dans les quartiers. » Ces jours-ci une discussion a lieu entre les activistes. Beaucoup rappellent les noires années 1870 et l'effort des *narodniki* (populistes du mouvement Narodnaia Volya) pour aller vers le peuple.

Ci-dessus
« Qu'ont-ils fait de notre pays et de nous-mêmes ? » Dans le parc de la Victoire de Saint-Petersbourg.

À droite
Les deux symboles chauvins de l'agression contre l'Ukraine, la lettre Z et le ruban de Saint-Georges, sont couverts de peiture rouge et d'un morceau de carton « 9 mai – parade sur le sang ».

ABONNEZ-VOUS À LA CHAÎNE YOUTUBE

du comité belge du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine

www.youtube.com/channel/UC-5kaJ2YnWZ4WD9jQFP2Iv4A

LIGNES DE FRONT

PATRICK SILBERSTEIN

LIGNE DE FRONT 1

Dans les zones qu'elle occupe, la Russie s'emploie à consolider son contrôle sur le système administratif de manière à créer les conditions d'une éventuelle annexion à la Fédération de Russie ou à un autre arrangement politique futur choisi par Moscou.

LIGNES DE FRONT 2

L'Association ukrainienne pour la réintégration de la Crimée signale que les autorités d'occupation de Kherson ont promulgué une nouvelle loi – information faisant probablement référence au décret de censure du 15 juillet, qui criminalise la critique des autorités russes, de l'armée russe et de l'invasion de l'Ukraine – qui permet aux autorités d'expulser tout Ukrainien violant la loi (russe).

LIGNES DE FRONT 3

Les autorités d'occupation diffusent une information faisant état d'une «menace des partisans ukrainiens». Selon l'ISW, il n'est pas impossible que cette information fasse partie de l'arsenal de propagande de la Russie pour justifier le renforcement des mesures de contrôle social. Le maire ukrainien d'Enerhodar, Dmytro Orlov, a déclaré le 17 juillet que les autorités d'occupation russes de l'oblast de Zaporijjia fabriquent des «partisans inexistants» pour pouvoir ensuite expliquer que les forces armées d'occupation ont réussi à les neutraliser.

Selon la même source, la création de ces «partisans inexistants» permet également au commandement russe de justifier des mesures administratives de plus en plus oppressives et d'attribuer aux partisans la responsabilité des «actes délictueux» commis par les autorités d'occupation et les forces russes elles-mêmes.

LIGNES DE FRONT 4

Les autorités d'occupation russes de l'oblast de Zaporijjia font toujours face à des problèmes de pénuries de personnels du fait de la réticence des Ukrainiens locaux à collaborer. Le Centre de résistance ukrainien signale de son côté que les Ukrainiens de l'oblast de Zaporijjia occupé refusent de travailler dans les entreprises saisies. Le Centre signale également que les autorités d'occupation saisissent les passeports ukrainiens des citoyens ukrainiens pour les contraindre à demander des passeports russes, probablement dans le but d'accélérer les tentatives continues de l'administration d'occupation de lancer un référendum d'annexion.

LIGNES DE FRONT 5

La Direction du renseignement ukrainien (GUR) signale que la Russie aurait utilisé de 55 à 60 % de sa réserve de missiles de haute précision (Kh-101, Kh-555, Iskander et Kalibr), qui seraient moins fréquemment employés à cause des conséquences de la raréfaction des composants électroniques due aux sanctions.

LIGNES DE FRONT 6

Au cours d'une conférence de presse, le ministre russe des affaires étrangères de la Fédération de Russie, Sergueï Lavrov, a élargi les objectifs de conquête au-delà des oblasts de Donetsk et de

Luhansk. Selon ses dires, la conquête des oblasts de Kherson et de Zaporijjia et d'«autres territoires» est désormais à l'ordre du jour. Il a également précisé que ces objectifs seront étendus si l'Occident continuait à fournir à l'Ukraine des armes à longue portée. Pour certains commentateurs, ces objectifs territoriaux sont hors d'atteinte compte tenu de la situation militaire. D'autres estiment qu'il s'agit de répondre au mécontentement montant des milieux ultranationalistes devant la faible progression des troupes russes et la non-proclamation de la mobilisation générale.

LIGNES DE FRONT 7

Une carte publiée par l'ISW montre une poche d'activité des partisans ukrainiens au centre d'une ligne entre Marioupol et Kherson.

LIGNES DE FRONT 8

Les forces russes se sont emparées de la poche Severodonetsk-Lysychansk en infligeant des «pertes sensibles» à l'armée ukrainienne. Selon certaines sources, l'armée ukrainienne auraient perdu 25 % de ses unités de manœuvre depuis le 25 juin et auraient abandonné beaucoup de matériel lourd. De leur côté, les forces russes auraient reçu 15 unités en renfort (groupements tactiques), faisant évoluer «le rapport de forces des unités de manœuvre de presque 1 pour 1,1 à 1 pour 1,8» en faveur de la Russie.

LIGNES DE FRONT 9

Selon *La Voie de l'épée,* il est intéressant de noter «l'évolution des pertes matérielles à partir des chiffres de destructions documentées par le site OSINT Oryx». «En multipliant ces pertes visibles par 1,3» pour la Russie, «pour s'approcher de la réalité», les pertes russes s'élèveraient à «900 chars et véhicules de combat de la mi-mars à la mi-avril, puis 400 le mois suivant, 300 et enfin 250 dans le dernier mois». Pour l'armée ukrainienne, en multipliant les chiffres par 2 («les pertes ukrainiennes sont moins documentées»), pour les mêmes périodes les pertes sont respectivement de «250, 200, 110 et 90». Ce qui est intéressant derrière ces chiffres, note Michel Goya, c'est leur tendance à la baisse qui traduit le «changement de posture opérationnelle» et le passage de la guerre de mouvement à la guerre de position, moins gourmande en matériel, mais aussi, indique-t-il, entraînant des pertes humaines souvent moindre. Enfin, la diminution constante s'explique aussi «par une réduction croissante de l'ampleur des opérations».

LIGNES DE FRONT 10

Laissons ici la parole à Michel Goya, l'animateur de *La Voie de l'épée,* dont les explications sont claires, bien documentées et, évidemment, émises par un fin connaisseur de la chose militaire.

«On a déjà longuement évoqué les combats à l'avant, ceux qui font bouger les lignes de front, et qui sont maintenant un peu à l'arrêt. Faisons juste deux remarques. La première est que le combat de position ne peut être mené de la même façon du côté ukrainien que du côté russe. On imagine mal en effet les Ukrainiens écraser complètement Kherson sous les obus afin de pouvoir s'en emparer. Il leur faut déployer des moyens de feu précis et une excellente force d'assaut avec une excellente capacité de coopération interarmes. De toute façon, rien ne sera vraiment possible à grande échelle tant que les Russes pourront utiliser massivement le ciel par les aéronefs et les obus. C'est là qu'interviennent les nouveaux équipements fournis par les Occidentaux, et donc à 70 % des Américains. Il est intéressant de noter que parmi les armes fournies récemment, les 250 chars T-72 polonais (un parc supérieur à celui de

l'armée de Terre française) utilisés dans les brigades blindées ukrainiennes des régions de Kherson et de Kharkiv n'ont guère eu d'effet sensible. La mise en place de systèmes antiaériens NASAMS (Norwegian Advanced Surface to Air Missile System) pourrait avoir plus d'importance en desserrant la pression aérienne russe.»

Évoquant la bataille des fleuves et la nécessité de disposer de matériel idoine pour leur franchissement, Michel Goya écrit: «Celui qui possède la capacité de construire très vite des ponts solides dispose d'un atout offensif presque aussi important qu'une bonne artillerie lourde. Le Dniepr est par ailleurs parfois tellement large que son franchissement relèverait même d'une opération amphibie, en particulier dans la zone de 200 km qui va de Nova Kakhovka, à l'est de Kherson jusqu'à Zaporijjia. Ce serait une opportunité considérable pour les Ukrainiens s'ils disposaient des moyens d'effectuer cette opération dans cette zone peu défendue. Cela viendra peut-être plus tard.»

«La campagne en profondeur est pour l'instant et pour la première fois dans cette guerre la plus importante. On parle beaucoup en ce moment du rôle de l'artillerie à longue portée occidentale et en particulier des lance-roquettes multiples HIMARS ou M-270, qui, avec ce qui reste de leurs LRM ex-soviétiques et parfois l'emploi de quelques aéronefs, permet aux Ukrainiens de frapper le réseau arrière russe. Rappelons qu'il s'agit là d'abord de l'acquisition d'un atout dont disposent déjà les Russes avec leur supériorité aérienne et leur importante force de LRM. Les Russes frappent déjà les points et les flux logistiques arrière et même sur la grande profondeur de tout le territoire ukrainien à coups de missiles, ce qui entrave fortement la capacité de manœuvre ennemie. Les Ukrainiens le faisaient aussi, mais avec beaucoup moins de moyens et la difficulté politique de frapper en Russie, afin de ne pas provoquer une escalade, c'est-à-dire concrètement une mobilisation générale russe.»

L'artillerie occidentale, combinée à une meilleure capacité de renseignement, donne désormais aussi cet atout aux Ukrainiens qui peuvent désormais frapper précisément, par rapport aux Russes, sur la moitié de la zone tenue par les Russes en Ukraine. Plusieurs postes de commandement russes ont été ainsi touchés, des ponts – comme celui d'Antonivka près de Kherson – des bases aériennes et surtout depuis deux semaines des dépôts d'obus. Ce n'est pas une arme miracle, puisqu'il est toujours possible aux Russes de s'adapter à la menace mais c'est cette adaptation même qui constitue un premier résultat. Les Russes sont ainsi obligés de disperser et d'éloigner leurs dépôts de la ligne de front pour les placer près de la côte, ce qui à moins de disposer de beaucoup plus de camions allonge considérablement les délais. De plus grandes élongations imposent aussi de consacrer une part plus importante au carburant par rapport aux obus. Comme du côté ukrainien, cela ralentit les opérations tout en accélérant l'avancée vers le point oméga, ce moment où il n'est plus possible d'attaquer faute d'obus.»

Michel Goya relève que le premier résultat stratégique» de cette campagne en profondeur est d'avoir chassé l'armée russe de l'île des Serpents et de la côte ouest de la mer Noire: «On assiste même à des transferts de navires russes de la base de Sébastopol vers celle de Novorossiisk, sans doute par crainte de la fourniture par les Américains de missiles ATACMS lançables par LRM et d'une portée de 300 km. Cet éloignement russe permet de faire transiter une partie du précieux blé bloqué à Odessa par le long de la côte puis par le fleuve Danube.»

Enfin, indique *La Voie de l'épée,* la Russie est confrontée à une contradiction : le montage de ses opérations est de plus en plus lent, « du fait de ressources plus difficiles à réunir » alors même qu'elle a besoin d'« atteindre au plus vite les objectifs de conquête [...], avant de passer dans une posture défensive plus facile à tenir ».

LIGNES DE FRONT 11

Une fois les conquêtes territoriales consolidées sur le plan militaire – il restera évidemment à installer une administration aux ordres et à « russifier » la vie économique et sociale, sans compter les éventuelles actions des partisans –, la Russie serait en capacité de proposer à la veille de l'hiver un cessez-le-feu en comptant sur la volonté de nombre de dirigeants occidentaux d'un retour à la normale avec la Russie (à la normale ne voulant pas dire « comme avant », pour reprendre les mots du chancelier allemand). En effet, comme le rappelle Michel Goya, le « général hiver » a toujours été un des meilleurs généraux russes

LIGNES DE FRONT 12

Plusieurs sources confirment la préparation de l'annexion des régions de l'est de l'Ukraine (Donetsk et Lougansk), ainsi que des régions méridionales de Kherson et Zaporijjia où des fonctionnaires sont installés par les autorités d'occupation. L'annexion pourrait être effective en novembre prochain, soit par voie de « référendum » soit par décret.

LIGNES DE FRONT 13

Selon la banque nationale d'Ukraine, le chômage atteint 35 % dans le pays.

LIGNES DE FRONT 14

Le Parlement ukrainien a décidé d'un moratoire sur l'augmentation des tarifs du gaz, de l'eau et du chauffage pendant la loi martiale et pour une durée de six mois après sa suspension.

LIGNES DE FRONT 15

Selon le ministère de la défense ukrainien, la Russie aurait perdu 40 500 soldats depuis le 24 février 1 749 chars, 3 987 véhicules blindés, 2 870 véhicules et réservoirs de carburant, 900 systèmes d'artillerie, 258 systèmes de roquettes à lancement multiple, 117 systèmes de défense aérienne, 190 hélicoptères, 222 avions, 731 drones et 15 navires.

LIGNES DE FRONT 16

Wikipédia abandonne la translittération russe de la ville d'Odessa qui devient Odesa avec un seul « s », conformément à l'orthographe ukrainienne. « Il s'agit d'une étape importante pour la décolonisation des toponymes ukrainiens dans la version anglaise de de Wikipédia », a déclaré Anton Obozhyn, rédacteur en chef de la Wikipédia ukrainienne, rappelant les efforts réussis pour changer « Kiev » pour « Kyiv » en 2020.

LIGNES DE FRONT 17

Les partisans de Louhansk ont détruit un système de contrôle du trafic ferroviaire, ce qui complique le transport des munitions vers le front. Près de Svatove, les feux de circulation ferroviaire, les commandes des passages à niveau et l'alimentation électrique ont été endommagés.

Sources : ISW, *Le Monde, New York Times, La Voie de l'épée, Kiyv Independent.*

ÉTUDIANT·ES UKRAINIEN·ES FACE À LA GUERRE[1]

1. Photos de Olexiy Chistotin, Leo Turkov, Timofii Klubenko, étudiants ukrainiens. Merci à eux.

« IL NOUS FAUT RECONSTRUIRE EN UKRAINE UN SYNDICAT ÉTUDIANT DE GAUCHE »

ENTRETIEN AVEC KATYA ET MAXIM,
PROPOS RECUEILLIS PAR PATRICK LE TRÉHONDAT

Katya et Maxim, vous êtes étudiants à Lviv. Katya à l'Académie des Arts et Maxim en informatique. Dans l'appel à la solidarité avec les étudiants ukrainiens que vous avez lancé, vous évoquez le problème du logement des étudiants. À cause de la guerre, les étudiants n'occupent plus leur logement et pourtant ils doivent payer le loyer. Pouvez-vous nous donner des exemples ?

KATYA ET MAXIM. En Ukraine, les étudiants peuvent vivre dans des dortoirs d'État à proximité de leur université. Les frais de logement sont relativement faibles (150 à 300 euros pour six mois), mais même en temps de paix, leur coût était insupportable pour les étudiants qui ne recevaient pas plus de 50 euros de bourse par mois. La plupart des résidents des dortoirs venaient généralement de l'est de l'Ukraine où leurs familles vivaient dans les territoires occupés. Pour certains de mes amis, étudier à l'université était le seul moyen de quitter la République populaire de Donetsk ou la République populaire de Lougansk, car l'État pouvait leur fournir un logement et des moyens de subsistance minimaux. Les étudiants ont été confrontés à des problèmes de logement avec le début de l'invasion à grande échelle dans différentes régions d'Ukraine. Comme moi, des étudiants de Kharkiv ont été contraints de fuir leur logement étudiant. Ceux de Marioupol et de nombreuses autres villes bombardées ne pourront plus jamais rentrer chez eux, et leurs parents ne peuvent évidemment pas les aider car ils ont également tout perdu.

Les armées russe et ukrainienne utilisent souvent des dortoirs et des écoles comme bases militaires. Parfois, comme à l'université nationale de Kyiv, les étudiants doivent vivre dans le même bâtiment que les militaires ukrainiens. C'est une mesure nécessaire, mais qui met en danger la vie des étudiants. À Kherson, les troupes de Poutine n'ont pas agi avec autant de bienveillance : l'armée a occupé les logements universitaires et expulsé les étudiants, sans leur permettre de prendre leurs affaires. Cela s'est produit partout dans les territoires occupés, sans compter le fait que les bombes russes frappent fréquemment les bâtiments scolaires et les dortoirs.

Même si de nombreux étudiants sont aujourd'hui au bord de la pauvreté, physiquement et mentalement affectés par la guerre, l'État nous oblige toujours à payer pour l'éducation, qui ne se déroule pas toujours comme il faudrait, le niveau est inférieur par rapport à celui d'avant-guerre. Et le plus injuste est qu'il faut payer pour les chambres dans lesquelles nous ne pouvons pas vivre. Cependant, les dortoirs des régions ukrainiennes relativement calmes continuent de fonctionner comme auparavant. Ils accueillent même les réfugiés et les étudiants qui se retrouvent sans logement. Mais il est dangereux de vivre dans les points chauds, et même lorsque le danger s'amoindrit ; aussi l'administration ne veut pas être responsable de la vie des étudiants et parfois elle les expulse. Ainsi, de nombreux étudiants sont contraints de rester dans des villes où le danger est

permanent, et les conditions actuelles les obligent à louer un logement en plus de tout le reste.

Il est difficile d'exiger le respect de ses droits dans un pays en guerre, qui connaît également une crise économique profonde. Payer ou non par eux-mêmes un logement universitaire devient un choix moral et matériel difficile pour les étudiants. En cas de non-paiement, on s'attend à l'expulsion, à l'interdiction de passer des examens, à la perte de ses effets personnels, on est soumis à une pression psychologique constante et, finalement, on risque l'exclusion. De plus, l'endettement accumulé affecte la capacité du ministère de l'éducation à payer les salaires et les bourses. Certaines universités réduisent leurs effectifs pour cause de «non-rentabilité». La distribution des fonds étant totalement opaque, chacun peut se sentir coupable de voir son université mourir par manque de fonds. Cependant, le véritable responsable de cette situation n'est pas l'étudiant mais l'administration corrompue. Ce problème est très complexe et peut difficilement être résolu par une grève générale, par exemple. Nous sommes dans une situation terrible et unique, dont la solution peut venir d'une véritable révolution dans le mouvement étudiant.

Quels autres problèmes de la vie quotidienne les étudiants rencontrent-ils ?

KATYA ET MAXIM. Disons tout de suite que le danger physique direct menace en permanence la vie des étudiants et de leurs familles qui sont sur le territoire de l'Ukraine. La possibilité de se concentrer sur les études est donc difficile. L'épuisement psychologique ou l'endettement obligent à abandonner ses études, ce qui risque d'entraîner une pénurie de spécialistes qui pourraient être utiles à l'activité économique et aider à développer l'Ukraine maintenant et après la guerre.

Beaucoup sont partis à l'étranger. Les étudiantes [Il est interdit à tous les hommes de 18 à 60 ans de quitter le pays] dans une telle situation ont deux options : poursuivre leurs études et vivre aux frais d'universités qui les ont acceptés ou essayer de survivre par leurs propres moyens. La deuxième voie conduit souvent à un travail précaire sans protection juridique et complique le processus d'intégration et d'adaptation à son nouvel environnement. Certaines étudiantes se sont plaintes d'attitudes chauvines ou méprisantes de la part des communautés universitaires ou d'enseignants dans les pays où elles se sont réfugiées. De tels problèmes les obligent parfois à retourner en Ukraine. Je connais de nombreux exemples où des étudiantes de mon académie ont choisi de vivre, malgré le danger, en Ukraine plutôt que de subir des brimades dans un pays étranger. C'est pourquoi il faut défendre le droit à des conditions d'accueil confortables et non violentes pour les réfugiées dans les universités européennes et de distribuer du matériel qui aidera les étudiantes à s'adapter à leur nouvel environnement.

Il faut également tenir compte de la baisse de motivation des enseignants due au même épuisement psychologique, au non-paiement fréquent des salaires et à l'attitude dédaigneuse de l'État en matière de protection du travail. Il existe de nombreux exemples où les enseignants ont héroïquement poursuivi leur travail alors qu'ils étaient au milieu de violentes hostilités. Ce sont eux qui ont organisé l'évacuation des étudiants, participé à l'aide humanitaire et donné leurs dernières forces pour le bien de la science. Cependant, il existe des exemples négatifs lorsque les étudiants ont perdu le

Etudiants dormant dans un abri à l'université de Karkhiv, février 2022.

Etudiants dormant dans un abri à l'université de Karkhiv, février 2022.

contact avec leur université, qui aurait pu être leur seul refuge. Ou lorsque les enseignants [dans les territoires occupés] sont devenus des collaborateurs et ont imposé aux étudiants les opinions dictées par les autorités russes d'occupation.

Dans l'appel, vous mentionnez que des étudiants se sont engagés dans la défense du territoire. Pouvez-vous nous en dire plus à ce sujet?

KATYA ET MAXIM. Les jeunes constituent une part considérable des forces armées ukrainiennes, notamment de la défense territoriale. Bien que l'État exempte les étudiants universitaires de la conscription, de nombreux étudiants participent volontairement à la résistance armée. Certains de nos amis se sont engagés dans la défense territoriale dès le début de la guerre. Les administrations militaires en ont rejeté certains, car le nombre de volontaires inexpérimentés était trop important.

Les étudiants travaillent dans l'armée exactement dans les mêmes conditions que les autres militaires. Habituellement, pour poursuivre leurs études après la fin de leur service ou après une rotation [de service aux armées], beaucoup prennent une année sabbatique. Toutefois, il est devenu fréquent que, notamment en raison de la bureaucratie de nombreuses universités, les étudiants au front reçoivent des lettres des établissements d'enseignement leur indiquant qu'ils ne pourront plus poursuivre leurs études. Les étudiants combattants ont besoin de beaucoup d'aide, plus vous êtes près de la ligne de front, plus il est difficile d'obtenir les choses élémentaires pour votre vie quotidienne. De plus, les régiments de défense territoriale combattent désormais sur les lignes de front au même titre que les forces armées ukrainiennes. Bien sûr, ce n'est pas facile d'être jeune dans une guerre.

Je crois que Katya, tu es membre du conseil des étudiants de ton université et représentante de ton dortoir. Peux-tu nous expliquer ce qu'est ce conseil, si les représentants des étudiants sont élus, ce qu'ils font et quel est ton rôle en tant que déléguée de dortoir?

KATYA. Tous les établissements d'enseignement supérieur ukrainiens disposent d'organes dits d'autogestion des étudiants. Leurs membres ont différentes activités et peuvent interagir différemment avec les étudiants et l'administration, mais ils accomplissent principalement des tâches purement bureaucratiques et informent de la vie étudiante dans les médias et sur les réseaux sociaux. Il existe un certain nombre de décisions que l'administration de l'université ne peut pas prendre sans l'accord des représentants du conseil étudiant. Par conséquent, si vous faites preuve de suffisamment d'assurance, vous pouvez obtenir des changements constructifs, même si une administration corrompue entrave de manière considérable vos efforts. Pour entrer dans les organes d'autogestion étudiante, vous devez être élu par les étudiants lors d'élections organisées avec une certaine périodicité ou alors vous pouvez vous montrer à la hauteur et plaire à l'administration.

Pour parler franchement, je suis entrée au conseil par accident. J'ai été invitée à la réunion du syndicat des artistes (un «syndicat jaune», bien sûr). J'y suis allée, et j'ai découvert que j'étais inscrite dans la liste des membres du conseil des étudiants de notre académie parce que mes professeurs m'avaient recommandée comme une personne responsable. C'était inattendu et non désiré pour moi, mais maintenant je considère que c'est une expérience excellente et essentielle dans ma vie, qui m'aidera dans ma pratique révolutionnaire. Dès le premier jour de travail au sein du conseil des étudiants, j'ai essayé de pointer aussi clairement que possible les conditions horribles

dans lesquelles les étudiants vivaient et j'ai essayé de protéger leurs droits. Les problèmes les plus aigus dans notre académie à cette époque étaient les problèmes matériels et économiques. J'ai donc commencé à travailler spécifiquement sur les dortoirs et les problèmes financiers pour les résoudre. Il est difficile de se concentrer sur la créativité [artistique] lorsque votre toit fuit, que le sol est pourri et que les cafards mangent votre repas. Le travail du responsable du dortoir est très similaire à celui d'un délégué syndical. Tous les étudiants qui vivaient à l'académie avaient les mêmes problèmes et étaient déterminés à agir de manière radicale. Avant la guerre, nous devions faire un rassemblement contre l'augmentation des prix des logements étudiants. Nous n'y sommes pas parvenus, car la guerre a commencé. Cependant, grâce à ma participation à la gestion du dortoir, l'administration a remplacé le personnel corrompu du dortoir et commencé des rénovations (pour la première fois depuis ces trente dernières années!), ce qui a grandement simplifié notre vie dans les premiers jours de l'invasion. Elle a nommé un gestionnaire efficace, installé une chaudière et de nouvelles conduites d'eau, repeint les murs. Sans ces changements simples, je suis sûre que notre vie serait devenue un enfer pour nous. J'ai construit une communication avec les étudiants sur des principes horizontaux de gauche, ce qui a permis de les mobiliser rapidement et d'éviter une anxiété inutile due à la désorganisation. Précédemment, pendant deux semaines dans Kharkiv bombardée, nous avons aussi vécu une sorte de Commune étudiante conviviale et avons survécu grâce à l'entraide et à la solidarité (nous n'avions aucun soutien de l'administration ou du gouvernement). [Depuis Katya s'est réfugiée à l'académie des arts de Lviv, où elle continue ses activités militantes].

Et toi Maxim, quelle est la situation dans ton université?

MAXIM. La situation de mon université est un peu différente de celle décrite par Katya. J'étudie à l'Université catholique ukrainienne. Il s'agit d'un établissement d'enseignement supérieur privé nouveau qui ne dépend pas de l'État. Tous les fonds consacrés à l'entretien des foyers, au personnel et au paiement des bourses d'études – accordées sur la base de subventions – proviennent de personnes fortunées, d'entreprises privées et de mécènes internationaux. De ce fait, les services qu'ils fournissent, comme les dortoirs, sont d'une très grande qualité pour l'Ukraine. En même temps, cela implique, même si ce n'est pas flagrant, une orientation idéologique profondément conservatrice de l'administration. En outre, le prix de l'inscription universitaire est hors de portée pour la grande majorité des jeunes en Ukraine. Le coût total s'élève à 3 000 dollars par an, pour un salaire national moyen de 400 dollars par mois, ce qui entraîne une diminution d'année en année du niveau des entrants à mesure que la situation économique se dégrade. Un autre aspect important est la nature néolibérale de l'université est qu'une grande partie du financement provient d'entreprises intéressées à embaucher des spécialistes. En raison de l'objectif principal de l'université, faire du profit, le niveau de connaissances proposé devient de plus en plus superficiel afin que le diplômé puisse immédiatement être employé dans une entreprise et effectue des tâches bien ciblées. Il est nécessaire de comprendre une fois pour toutes que les universités privées à but lucratif ne peuvent pas remplir efficacement le rôle d'instituts académiques. Par conséquent, la réforme et la restauration des universités publiques, et non leur «optimisation» libérale, qui

Lisa, étudiante, fait sa lessive à l'université, Lviv, juillet 2022.

Cuisine étudiante, Lviv, juillet 2022.

signifie toujours des licenciements massifs, devrait être l'objectif principal d'un pays qui veut avoir un haut niveau d'éducation.

Pendant mes études, j'ai souvent participé à des initiatives de bénévolat étudiant. En même temps, j'ai appris à organiser le travail administratif et à planifier des projets. Cette expérience s'est pleinement développée lorsque je me suis présenté et que j'ai été élu au Parlement étudiant. Pour les étudiants de mon université, la question de l'écologie et de la liberté individuelle se posait avec acuité. Nous avons donc essayé de mettre en œuvre diverses initiatives pour promouvoir ces idées et réduire l'influence de la propagande conservatrice du clergé universitaire sur les étudiants pratiquant d'autres religions ou sur les athées.

Avec le début de la guerre, les étudiants de l'université, en coopération avec l'administration, ont organisé un système de sécurité horizontal. Les étudiants volontaires ont tour à tour patrouillé le long du campus, tissé des filets de camouflage pour le front, et géré la collecte et la logistique de l'aide humanitaire. Comme moi, ceux qui suivent le programme d'informatique ont participé au piratage des sites de la machine de propagande russe et ont commencé à concevoir et à imprimer en 3D des garrots pour l'armée.

Enfin, quelques mots sur le mouvement étudiant ukrainien. Y a-t-il des organisations syndicales étudiantes ou des organisations de jeunesse actives? Quelles sont les activités de Sotsialniy Rukh dans la jeunesse?

KATYA ET MAXIM. Certaines organisations en Ukraine se présentent précisément comme des mouvements étudiants, mais malheureusement, elles sont toutes antigauche. L'organisation libertarienne Étudiants ukrainiens pour la liberté, qui semble être la plus grande organisation étudiante actuellement, a développé un réseau actif. Pour elle, la liberté est synonyme de marché libre et de privatisation des universités, ce que nous désapprouvons fondamentalement. Le syndicat indépendant Pryama diya avait autrefois réuni les étudiants de gauche de Kyiv et d'autres grandes villes d'Ukraine. Aujourd'hui, la plupart des militants de gauche ukrainiens actifs sont issus de ce syndicat, mais depuis 2018, l'activité de Pryama diya est gelée. Il n'existe pas d'alternatives en termes d'organisation pour les étudiants, à l'exception des organisations ouvertement de droite, bourgeoises et de scouts. Il nous faut reconstruire en Ukraine un syndicat étudiant de gauche. La jeunesse de gauche rejoint généralement les activités d'organisations plus larges, comme cela se passe avec le Sotsialniy Rukhl, mais qui ne dispose pas d'un réseau indépendant spécifique de la jeunesse. Dans notre organisation, Sotsialniy Rukh, il y a pas mal de jeunes qui travaillent sur un pied d'égalité avec tous les autres militants dans l'activité révolutionnaire.

Le plus jeune membre du conseil de Sotsialniy Rukh a 19 ans et est très actif. Et il y a même des membres plus jeunes qui le sont tout autant. Nos militants sont déterminés à renouveler les réseaux de solidarité entre les étudiants d'Ukraine, et l'aide des étudiants internationaux peut y contribuer. Pendant la guerre, les droits des jeunes qui ne peuvent même pas subvenir à leurs besoins de base sont grossièrement violés. C'est maintenant que les militants de gauche peuvent montrer à quel point le soutien social aux étudiants est important pour eux et ainsi encourager les jeunes à réfléchir à la nécessité de changements radicaux dans le système social.

1ER AOÛT 2022

Manifestation étudiante, Kharkiv, 2021.

Manifestation étudiante Kharkiv, 2021.

UN APPEL À LA SOLIDARITÉ AVEC LES ÉTUDIANT·ES UKRAINIEN·ES

L'invasion militaire russe en Ukraine a créé non seulement une situation politique et économique extrêmement difficile en Ukraine, mais aussi une profonde crise humanitaire et sociale. Sous les bombardements de roquettes et dans le fracas des tirs, des millions d'Ukrainien·es ont été contraint·es de quitter leur maison, leur lieu de travail et d'études à la recherche d'un abri moins dangereux. Parmi elles et eux, des centaines de milliers d'étudiant·es.

Dès les premiers mois de la guerre de nombreux liens ont été détruits entre les organisations, les syndicats et les autres formes de représentation des étudiant·es. La plupart d'entre eux et elles sont resté·es dans le pays se retrouvant complètement isolé·es, ou dans des structures éducatives sans moyens. Certain·es sont parti·es à l'étranger, tandis que d'autres se sont échappé·es par leurs propres moyens des territoires qui ont rapidement été occupés. Beaucoup ont rejoint les forces de résistance, comme les unités de défense territoriale. Ce n'est que maintenant que nous avons commencé à obtenir des informations plus détaillées sur leur situation, les défis quotidiens et les appels à l'aide.

Le problème le plus important chez les étudiant·es ukrainien·es à l'heure actuelle sont les frais de logement dans les logements universitaires, pour lesquels beaucoup se sont endetté·es. Même si, dans de nombreuses régions d'Ukraine, il est pratiquement impossible de bénéficier de services d'hébergement dans les dortoirs universitaires en raison des hostilités en cours, et que la plupart de ceux et celles qui y vivaient auparavant ont quitté les lieux depuis longtemps, les étudiant·es se voient dans l'obligation de payer le loyer de leur logement qu'ils et elles n'occupent plus. Souvent, à ces frais s'ajoutent des menaces de jeter à la poubelle leurs effets personnels laissés à la hâte dans leur chambre, voire la suspension de leurs études dans un établissement d'enseignement supérieur ou le refus de délivrer un diplôme. Et bien que la législation du pays soit du côté des étudiant·es (même si les universités et les campus ne peuvent pas fournir ces services de manière adéquate), les questions sociales, dont celle du logement, sont ignorées par les autorités.

Outre les coûts des logements universitaires, les frais d'études sont un problème douloureux pour beaucoup. Les médicaments, la nourriture, les vêtements et les traitements médicaux figurent dans les premières dépenses des étudiant·es ukrainien·es, qui le plus souvent n'ont plus les moyens d'y faire face. Peu d'établissements d'enseignement supérieur sont prêts à coopérer et à reporter le règlement des frais universitaires, de sorte que beaucoup décident d'arrêter leurs études sans recevoir les diplômes pour lesquels ils et elles ont dépensé d'importantes sommes d'argent en quelques années. En conséquence, leur avenir professionnel dans l'Ukraine d'après-guerre, où l'industrie a été détruite, devient très incertain.

La guerre et l'incapacité des autorités ukrainiennes à résoudre les crises sociales et humanitaires causées par l'intervention militaire n'ont pas seulement apporté des bouleversements dans la vie des étudiant·es ukrainiens. Elles ont créé une nouvelle réalité difficile provoquant des problèmes que les étudiant·es ne peuvent pas résoudre par eux-mêmes. Nous, organisation ukrainienne de gauche Sotsialniy

Rukh, appelons à la solidarité internationale en ces temps difficiles et proposons de nous rejoindre dans la collecte de fonds pour apporter une aide humanitaire aux étudiant·es ukrainien·es dans le besoin.

Notre arme la plus puissante est la solidarité !

LVIV, JUILLET 2022

Sotsialniy Rukh (Mouvement social)
Pour tout contact : Katya Gritseva, de27ad00@gmail.com

PRYAMA DIYA, UN SYNDICAT DE LUTTE ÉTUDIANT

PATRICK LE TRÉHONDAT[1]

Pryama diya (Action directe) est un syndicat étudiant fondé en 2008. Au cours de son existence, le syndicat a réussi un certain nombre de mobilisations visant à la protection des droits des étudiants. Un syndicat étudiant sous le même nom existait déjà à Kyiv au milieu des années 1990. Il a existé jusqu'en 1998. En 2008, lorsque les étudiants ont décidé de créer un nouveau syndicat indépendant, il a été décidé de prendre le nom Pryama diya en signe de préservation des traditions de résistance des jeunes. Selon le manifeste de Pryama diya, le syndicat visait la création d'une organisation étudiante à la base, basée sur les principes horizontaux de coordination. Cette organisation devait progressivement instaurer de nouvelles relations dans le domaine de l'éducation sur la base de l'égalité des droits, de la démocratie directe et de la coopération. Le syndicat se battait contre la marchandisation de l'éducation et défendait une éducation gratuite. Dans le même temps, il défendait les droits sociaux des étudiants, dont l'amélioration des conditions dans les logements universitaires, la hausse des bourses etc.

Le syndicat était basé sur les principes syndicalistes de l'autogestion. C'était une structure sans leader. Les postes de direction n'existaient que formellement, toutes les décisions étaient prises lors d'assemblées générales selon la procédure du consensus. Les statuts du syndicat stipulaient que l'adhésion était interdite aux personnes qui avaient des opinions

Katya et Maxim, étudiants à Lviv

1. Patrick Le Tréhondat est membre des Brigades éditoriales de solidarité.

racistes, nazies ou sexistes ou qui soutenaient une doctrine chauvine.

Dès sa fondation, le syndicat a été à l'initiative de plusieurs campagnes consacrées à la protection des droits des étudiants et des travailleurs.

DES EXEMPLES DE MOBILISATION

JUILLET 2008. La première action du syndicat a été de soutenir les étudiants de Rivne, qui s'opposaient à l'augmentation des paiements des frais de scolarité. Des rassemblements ont été organisés devant le ministère de l'éducation. L'administration des académies de Rivne a alors accepté d'ouvrir des négociations.

SEPTEMBRE 2008. Le syndicat, avec un certain nombre d'autres organisations, a mené nombre d'actions contre la nouvelle version de la loi «Sur l'enseignement supérieur». À la suite de ces mobilisations le ministère de l'éducation a retiré les clauses contestées de la loi.

SEPTEMBRE-OCTOBRE 2008. Avec d'autres organisations, Pryama diya a été à l'initiative de la campagne contre le nouveau Code du travail, qui restreignait considérablement les droits des travailleurs salariés. La campagne a commencé par l'ouverture de la grande banderole «NON au nouveau Code du travail» lors du match de football Arsenal-Shachtar. Avec d'autres organisations, Pryama diya a participé à des conférences de presse, à des rassemblements devant le Parlement et à une campagne d'information. La campagne s'est conclue à Kyiv par un grand concert dans la rue Khreshchatyk, «Rock contre l'esclavage légal». En conséquence, les députés ont reporté l'examen du projet de loi

FÉVRIER 2009. Les membres de Pryama diya se mobilisent devant les hôpitaux de la capitale où ils appellent les médecins à fonder des syndicats indépendants et dénoncent la médecine payante.

OCTOBRE 2009. Pryama diya prend une part active à une série de grèves menées par des étudiants et des professeurs de l'Institut national Boychuk de Kyiv. La grève se conclut par un blocus à grand retentissement de l'établissement fin octobre.

17 NOVEMBRE 2009. Action de solidarité avec les étudiants allemands et autrichiens en grève.

Pryama diya a publié un journal du même nom. La publication couvrait l'activité syndicale, la situation et les mobilisations des étudiants dans les autres pays, l'histoire du mouvement étudiant, et traitait de la résistance de la contre-culture. Le journal était distribué gratuitement dans un certain nombre d'universités. Dans un de ses derniers posts en 2017, Pryama diya réaffirmait : «Pam-pam, il est temps de s'amuser !»

«Après une période d'accalmie, Pryama diya est prête à entrer à nouveau dans le maelström de l'activisme politique. Inspirés par des discussions internes, nous avons décidé de renouveler notre organisation. Qu'est-ce donc Pryama diya aujourd'hui ?»

IDENTITÉ POLITIQUE

Pryama diya est une organisation étudiante antiautoritaire de gauche.

OBJECTIF. Grâce à l'auto-organisation et aux activités éducatives, nous nous efforçons de réaliser le potentiel émancipateur de l'éducation, de promouvoir un accès libre et ouvert au savoir, de fournir aux étudiants des compétences et une expérience utiles, et

de surmonter l'atomisation de la société et l'aliénation d'individus.

Des principes

- HORIZONTALITÉ. Toutes les décisions sont prises par consensus et toutes les positions «hiérarchiques» sont de nature purement formelle.

- ANTICAPITALISME. Nous luttons contre la marchandisation de l'éducation et de la science, nous nous opposons à la transformation du savoir en marchandise et au privilège de le détenir. En particulier, nous soutenons l'idée d'un accès libre et gratuit aux documents scientifiques. Pour nous, l'éducation anticapitaliste est une éducation qui promeut le développement créatif global de l'individu, et n'enferme pas les êtres humains dans la machinerie lourde et impersonnelle du capital.

- ÉGALITÉ DES SEXES. Nous nous efforçons d'offrir des opportunités égales de développement et d'expression d'opinions aux hommes et aux femmes de tous les genres au sein de l'organisation. En plus de la déclaration formelle d'égalité.

- NOUS PRÔNONS UNE ÉDUCATION QUI FAVORISE UNE ATTITUDE ÉTHIQUE ENVERS L'ENVIRONNEMENT

- NOUS SOMMES CONTRE TOUTE DISCRIMINATION fondée sur l'appartenance de classe, le sexe, l'âge, l'appartenance ethnique et religieuse, l'orientation sexuelle, la région d'origine, l'état de santé et le statut social.

- NOUS SOMMES PRÊTS À COOPÉRER AVEC DES INITIATIVES AMICALES DONT LES PRINCIPES NE CONTREDISENT PAS LES NÔTRES.

Organisation structurelle

- Nous cessons d'être une organisation monolithique. Désormais, Pryama diya sera une plateforme de coordination des activités de divers groupes d'initiative.

À la fin des années 2010, Pryama diya avait pratiquement cessé ses activités en raison de la répression de l'État contre les mobilisations étudiantes.

JUILLET 2022

Manifestation étudiante, Kharkiv, 2021.

Manifestation étudiante contre la fermeture de l'université d'État du bâtiment et de l'architecture de Kharkiv et contre les réformes néolibérales, Kharkiv, novembre 2021.

BOÎTE ALERTES

TRADUCTION DE LA VERSION UKRAINIENNE DE *BELLA CIAO*[1]

Un matin à l'aube
Le sol trembla et notre sang se mit à bouillir
Fusées du ciel, colonnes de chars
Et le vieux Dniepr rugit
Personne ne s'y attendait, personne ne savait
Quelle sera la colère ukrainienne
Nous tuerons sans pitié les bourreaux maudits,
Qui ont envahi notre terre
Il y a les meilleurs garçons de la Défense territoriale,
De vrais héros se battent dans nos forces armées
Et javelots et bayraktars
Ils tuent des Russes pour l'Ukraine
Et nous les vaincrons bientôt
Et il y aura la paix sur toute la terre

CONTRA SPEM SPERO

LESSIA OUKRAÏNKA[2]

Fuyez au loin, oh mes pensées ; lourdes nuées d'automne
Car voici revenu le printemps lumineux ;
Pourquoi faut-il donc que mes jeunes années
S'écoulent dans la peine et l'écho des sanglots ?
Non, à travers les larmes, je garde le sourire
Et je chante au milieu des malheurs,
Sans espoir, je veux espérer quand même, je veux vivre : fuyez, pensées qui m'accablez !
Sur notre terre si dure et si aride,
Je m'en irai, semant des fleurs brillantes,
Dans la neige glacée je planterai des fleurs
Et les arroserai de mes larmes amères.
Et l'écorce puissante des glaces
Fondra sous mes pleurs brûlants,
Pour moi alors des fleurs pourront éclore,
M'annonçant enfin un heureux printemps.
Sur la pente abrupte de la montagne,
Comme on porte la croix, je porterai ma pierre,
Et m'élevant avec la charge énorme
J'entonnerai quand même un chant de joie.
Dans la nuit infinie et sombre,
Mes paupières jamais ne s'abaisseront,
Et mes yeux guetteront l'étoile des rois mages
Qui domine les nuits de son brillant éclat.
Oui, à travers les larmes, je garde le sourire
Et je chante au milieu des malheurs,
Sans espoir, je vais espérer quand même,
Je vais vivre : adieu, pensées qui m'accablaient !

PREMIÈRE PARUTION : *BULLETIN FRANCO-UKRAINIEN,* N° 16, DÉCEMBRE 1963

Traduit par Kaléna Houzar

COMPIL DE SOLIDARITÉ

Le label Global Warming sort une compil d'artistes russes en soutien à l'Ukraine.

JAZZ POUR L'UKRAINE

https://youtu.be/8j9fh_Y-kRM

1. Voir *Soutien à l'Ukraine résistante,* n° 9, 30 juin 2022.
2. Lessia Oukraïnka, pseudonyme de Laryssa Petrivna Kossatch-Kvitka, est née le 25 février 1871, dans la ville de Novohrad-Volynskyi, au nord-ouest de l'Ukraine.

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE

SOUTENIR SOTSIALNIY RUKH (MOUVEMENT SOCIAL)

Les éditions Syllepse sont engagées dans le soutien au peuple ukrainien en publiant divers ouvrages. Cet engagement s'est concrétisé à travers un partenariat de solidarité et d'assistance avec les éditions Medusa de Kyiv. Dans ce cadre, les éditions Syllepse diffusent désormais, en librairie et sur leur site, des ouvrages en langue ukrainienne des éditions Medusa. Le produit de la vente de ces ouvrages leur étant intégralement reversé.

Aujourd'hui, les éditions Syllepse proposent le t-shirt de l'organisation Sotsialniy Rukh (Mouvement social) et des cartes postales illustrées d'œuvres de Katya Gritseva, artiste révolutionnaire ukrainienne, actuellement réfugiée à Lviv. Les bénéfices de ventes seront intégralement versés à Sotsialniy Rukh.

S, M, L, XL
15 EUROS
(FRAIS DE PORT À L'UNITÉ 3 EUROS)

4 CARTES
6 EUROS
(FRAIS DE PORT INCLUS)

RETROUVEZ NOS LIVRES ÉLECTRONIQUES SUR L'UKRAINE RÉSISTANTE
EN TÉLÉCHARGEMENT LIBRE ET GRATUIT SUR WWW.SYLLEPSE.NET

COMMANDE DE T-SHIRT OU DE CARTES POSTALES

Sur le site des éditions Syllepse

Le t-shirt et les cartes postales sont en vente sur le site des éditions Syllepse. À retrouver dans la collection Mouvement social (Sotsialniy Rukh)
Paiement par CB ou PayPal.

www.syllepse.net

Par voie postale

Chèque de la commande à joindre au bon de commande et envoyer à l'adresse suivante :
Syllepse, 69, rue des Rigoles, 75020 Paris

T-shirt – 15 euros + 3 euros de frais de port

Taille choisie (case à cocher)
S : ☐ Nombre :
M : ☐ Nombre :
L : ☐ Nombre :
XL : ☐ Nombre :

Lot de 4 cartes postales (case à cocher) 6 euros
☐ : Nombre :

Nom, prénom :
Adresse :
Code postal, ville :
Courriel (facultatif) :

L'ARME À GAUCHE : DES RÉVOLUTIONNAIRES DANS LA GUERRE

HTTPS://WWW.YOUTUBE.COM/WATCH?V=FHFLCDP10TK

UN FILM DE ENGUERRAN CARRIER

À PARAÎTRE

ENGUERRAN CARRER

KURDISTAN : IL ÉTAIT UNE FOIS LA RÉVOLUTION

(SYLLEPSE, NOVEMBRE 2022)

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront les blindés russes qui déferlent sur l'Ukraine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront la main de fer qui s'abat sur les Russes qui s'opposent à la guerre de Vladimir Poutine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui mettront fin à la guerre contre la liberté de l'Ukraine, pas plus qu'ils ne mettront fin à la dictature des oligarques du Kremlin.

C'est la résistance populaire ukrainienne multiforme, les grains de sable que les démocrates de Russie et du Bélarus glisseront dans la machine de guerre russe et l'opinion publique mondiale qui arrêteront les chars de Vladimir Poutine.

Mais dans cette bataille pour l'indépendance et la liberté ukrainiennes, rappelons-nous le pouvoir des *samizdats* et l'effet corrosif qu'ils avaient eu sur la dictature stalinienne.

Les éditions Syllepse (Paris), Spartacus (Paris), Page 2 (Lausanne) et M Éditeur (Montréal), les revues *New*

Politics (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris), les sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières,* le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, le Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve) qui publie la revue *Alternatives Sud,* ainsi que le blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris) s'associent pour donner la parole aux résistances populaires, aux oppositions russes et biélorusses à la guerre, au mouvement syndical et aux mouvements sociaux opposés à la guerre. Ce faisant, ce front éditorial ainsi constitué adresse un message aux soldats russes : « Crosse en l'air ».